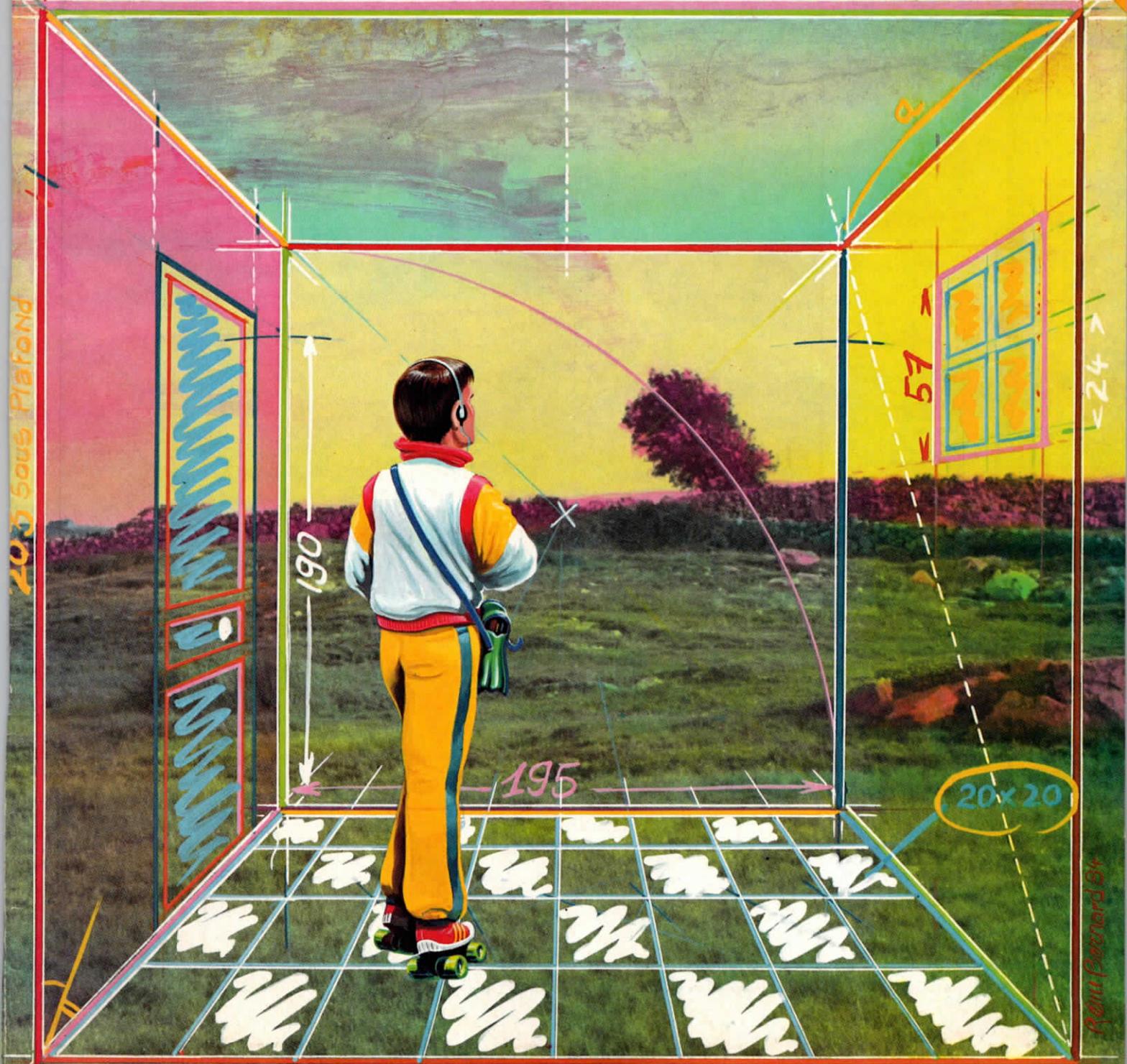


Magazine

L'EDUCATION

le Ghana
Kouchner * Bonnard

CONSTRUIRE UNE « AUTRE » ECOLE



LOGICIELS D'ENSEIGNEMENT

Diffusés par
LE CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE
29, rue d'Ulm - 75230 Paris Cedex 05 - Tél. : 329.21.64

Le CNDP diffuse **gratuitement** depuis 1982 une **bibliothèque de référence de logiciels d'enseignement**, écrits en langage LSE, à tous les établissements scolaires : lycées, LEP et collèges équipés de micro-ordinateurs par le ministère de l'Éducation nationale. Les logiciels sont utilisables sur les 3 types de micro-ordinateurs actuellement agréés :

- MICRAL 80-22 de la société BULL-MICRAL,
- LX 529 de la société LOGABAX,
- SIL'Z II de la société LEANORD.

Les 27 Centres Régionaux de Documentation Pédagogique ont reçu les 3 bibliothèques et 14 Centres Départementaux de Documentation Pédagogique ont reçu la bibliothèque MICRAL 80-22. Plus de 150 programmes sont actuellement disponibles.

Le logiciel est gratuit mais le support est payant : renseignez-vous auprès des CRDP et CDDP.

Le **catalogue** décrivant chaque programme est vendu au prix de 40 F, par le **CRDP de Poitiers**, 6, rue Sainte-Catherine -86034 Poitiers Cedex - Tél. : 16 (49) 88.11.70, aux établissements non équipés par le ministère de l'Éducation nationale.

Tous les établissements souhaitant recevoir les mises à jour du catalogue en 1984 peuvent souscrire un abonnement de 50 F auprès du CRDP de Poitiers.

Au 3^e trimestre 83/84 seront diffusés par les CRDP et certains CDDP, des programmes en Basic pour TO7 (niveau collèges).

PRENEZ CONTACT AVEC VOTRE CRDP!

AIX-MARSEILLE

31, boulevard d'Athènes,
13232 Marseille Cedex 1
Tél. : (91) 91-92-17

AJACCIO

8, cours du Général-Leclerc,
BP 836, 20192 Ajaccio Cedex
Tél. : (95) 21-70-68 et 27-72

AMIENS

45, rue Saint-Leu et 1, rue Baudelocque,
BP 2605, 80028 Amiens Cedex
Tél. : (22) 92-07-08

BESANÇON

6, rue des Fusillés,
BP 1153, 25000 Besançon Cedex
Tél. : (81) 81-02-05

BORDEAUX

75, cours d'Alsace-Lorraine,
33075 Bordeaux Cedex
Tél. : (86) 81-12-92

CAEN

21, rue du Moulin-au-Roy,
14034 Caen Cedex
Tél. : (31) 93-08-60

CLERMONT-FERRAND

15, rue d'Amboise,
63037 Clermont-Ferrand Cedex
Tél. : (73) 91-86-90

CRÉTEIL

Cité administrative,
annexe du Rectorat, route de Choisy,
94000 Créteil
Tél. : (1) 207-60-22, poste 21

DIJON

Campus universitaire de Montmuzard,
bd Gabriel, BP 490, 21013 Dijon Cedex
Tél. : (80) 65-46-34

FORT DE FRANCE

École normale, bâtiment IV,
Pointe des Nègres, BP 529 ou 677,
97262 Fort-de-France Cedex
Tél. : (19-506) 71-85-85

GRENOBLE

11, avenue du Général-Champion,
38031 Grenoble Cedex
Tél. : (76) 87-77-81

LILLE

3, rue Jean-Bart,
BP 199, 59018 Lille Cedex
Tél. : (20) 57-78-02

LIMOGES

23, avenue Alexis-Carrel,
87036 Limoges Cedex
Tél. : (55) 01-32-50

LYON

47-49, rue Philippe-de-Lassalle,
69316 Lyon Cedex 1
Tél. : (7) 829-97-75

MONTPELLIER

Allée de la Citadelle,
34064 Montpellier Cedex
Tél. : (67) 60-74-66

NANCY-METZ

99, rue de Metz, 54000 Nancy
Tél. : (83) 335-07-79

NANTES

Chemin de l'Herbergement,
BP 1001, 44036 Nantes Cedex
Tél. : (40) 74-85-19

NICE

117, rue de France,
BP 119, 06002 Nice Cedex
Tél. : (93) 40-50-63

ORLÈANS-TOURS

55, rue Notre-Dame-de-la-Réouvrance,
BP 2219, 45012 Orléans Cedex
Tél. : (38) 82-23-90

PARIS

37-39, rue Jacob, 75270 Paris Cedex 06
Tél. : (1) 260-37-01

POITIERS

6, rue Sainte-Catherine,
86034 Poitiers Cedex
Tél. : (49) 88-11-70

REIMS

47, rue Simon, BP 387,
51063 Reims Cedex
Tél. : (28) 85-66-63

RENNES

92, rue d'Antrain,
BP 158, 35003 Rennes Cedex
Tél. : (99) 36-05-76

ROUEN

Adresse postale : 3038 X,
76041 Rouen Cedex
Implantation : 2, rue du Docteur-Fleury,
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : (35) 74-16-85

STRASBOURG

23, rue du Maréchal-Juin,
BP 279-R7, 67007 Strasbourg Cedex
Tél. : (88) 61-49-94

TOULOUSE

3, rue Roquelaine,
31069 Toulouse Cedex
Tél. : (61) 62-54-54

VERSAILLES

41, avenue du Roule,
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 745-53-83

ou avec votre CDDP (uniquement pour la bibliothèque MICRAL 80-22)

Angers

14, rue de la Julverie, 49000 Angers
Tél. : (41) 66-91-31

Arras

39, rue aux Ours, 62022 Arras
Tél. : (21) 21-60-10

Auxerre

École normale d'Instituteurs,
25, avenue Pasteur, 89000 Auxerre
Tél. : (86) 52-57-14

Bastia

Boulevard Benoitte-Danesi,
20200 Bastia
Tél. : (95) 31-17-92

Bobigny

École mixte Marcel Cachin,
rue Marcel-Cachin, 93000 Bobigny
Tél. : (1) 838-51-76

Bourg-en-Bresse

8, rue Magenta,
01011 Bourg-en-Bresse Cedex
Tél. : (74) 23-69-55

Brest

Ancienne école Algésiras,
18, avenue Clémenceau,
29283 Brest Cedex
Tél. : (98) 80-42-11

Colmar

École normale, 12, rue Messimy,
68025 Colmar
Tél. : (89) 23-30-51

La Rochelle

Rue de Jéricho prolongée,
17028 La Rochelle Cedex
Tél. : (46) 34-13-82

Mâcon

2, rue Jean-Bouvet, 71000 Mâcon
Tél. : (85) 38-71-77

Nevers

1 bis, rue Charles-Roy, 58000 Nevers
Tél. : (86) 81-45-90

Neuilly-sur-Seine

41, avenue du Roule,
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 745-53-83

Saint-Étienne

Jardin des Plantes, Allée Michel-Ange,
42100 Saint-Étienne
Tél. : (77) 25-20-91

Tours

1, rue Gutenberg, 37000 Tours
Tél. : (47) 05-42-94

lire, c'est vivre 3

L'AIR DU TEMPS 4
des hauts et des bas giboulées de saison

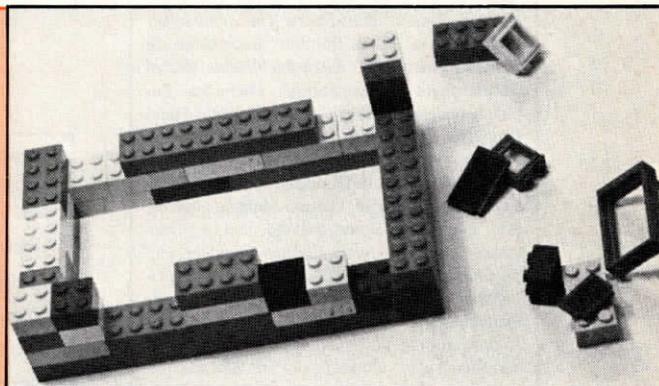
LIBRE PARCOURS 8
Bernard Kouchner passé les frontières, commence l'aventure

L'ECOLE ACTIVE 13
alter, ego et les autres l'action des clubs Unesco

DOSSIER

18

CONSTRUIRE UNE "AUTRE" ECOLE



*De réforme en réforme, le système éducatif évolue,
il va changer encore.
Hâtivement, on tend à croire que les murs de l'école,
eux, ne changent pas. Ah ! la nostalgie
du retour dans l'école de son enfance...
Pourtant, les murs bougent.
Quand on travaille à inventer une autre école,
il faut lui penser aussi une autre architecture.*

PLACE DES ARTS 42
le visionnaire myope Bonnard au Centre Pompidou
les noirs décibels du rock musique africaine

IMAGES D'AILLEURS 53
la soif du Ghana la montée d'un désert

photos - p. 9 et 10 : Lot ; p. 12 : Pavlovsky/Sygma ; p. 14 : Jean-Marie Jaouen ; p. 23, 24, 25 : Claude Builles ; p. 26, 27, 29, 35, 37 : A. Munoz de Pablos ; p. 39 : FOL Vaucluse ; p. 42 et 45 : Roger-Viollet ; p. 44 : Vizzanova/Viollet ; p. 47 : Didier Ferry ; p. 48 : Philippe Cibille ; p. 49 : Bernard Blanc ; p. 53, 54, 55 : Nicole Gauthier.

Magazine
L'ÉDUCATION

supplément
à l'éducation-hebdo n° 60
du 29 mars 1984

L'ÉDUCATION

**fondé en 1945
par Gustave Monod
et Louis Cros**

hebdomadaire publié par « L'éducation », association sans but lucratif.

direction

directeur: André Lichnerowicz; administrateur délégué: Léon Silvéreano.

rédaction

rédacteur en chef: Maurice Guillot; rédacteur en chef adjoint: Jean-Pierre Vélis; conseiller pédagogique: Louis Porcher; secrétariat de rédaction-maquette: Suzanne Adelis, Michel Bonnemayre; informations: Michaëla Bobasch, Nicole Gauthier, Cécile Guiochon, René Guy; documentation: Pierre Ferran, chef de rubrique - Bernard Blot, Anne Carpentier, Christian Cousin, Claudine Dannequin, William Grosin, François Mariet, Claude Moreau; lettres, arts, spectacles: Bernard Blanc, Jacques Chevallier, Jacques Erwan, Etienne Fuzellier, Hubert Haddad, Raymond Laubreaux, Odile Limousin, Pierre-Bernard Marquet, Georges Rouveyre; correspondants: Elisabeth de Blasi, André Caudron, Odile Cimetière, Pierre Rappo, Jean-Jacques Schaettel, Gérard Sénéca.

conseil d'administration

bureau: André Lichnerowicz, président; Georges Belbenoit et Léon Silvéreano, secrétaires généraux; Yves Malécot, trésorier; Robert Mandra, Robert Mélet, Philippe Vianay.

membres: Lazarine Bergeret, Michel Bonnemayre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Hélène Beyhaut, Anne-Marie Franchi, Nicole Gauthier, Emile Gracia, Lucien Géminard, Michel Gevrey, Hélène Hervet, Colette Magnier, Georges Petit, Raymond Toraille, Yvette Servin.

publicité-développement

Martine Cadas, Francisca Sol.

**rédaction, publicité
annonces, abonnements**

2, rue Chauveau-Lagarde
75008 Paris
Tél.: 266-69-20

le numéro hebdomadaire: 5 F
hebdomadaire + magazine: 15 F
abonnement annuel:

France 200 F (T.V.A. incluse)

étranger 250 F

(CCP 31680-34 F La Source).

PRIX DE GROS

- ▷ **Tout pour les fêtes.** Catalogue-guide de 90 pages: loteries nouvelles, tombolas, kermesses. C/4 timbres.
- ▷ **Jeux pour foyers et sociétés.** Baby-foot, tables ping-pong, billards, pétanque, jeux de société.
- ▷ **Coupes sportives et honorifiques.** Choix et prix.
- ▷ **Papier duplicateur Afnor II.** Prix de gros.
- ▷ **Personnel.** Grosse remise contrôlable sur 3 500 modèles: bijoux, diamants, montres, argenterie. Marque prestigieuse. Crédit; envoi essai; catalogue géant c/5 timbres.

Club du Prix de gros Pour l'enseignement laïque - Service H
72130 COULOMBIERS

- Ensembles pédagogiques (EPP)
- Calcul
- Géométrie
- Activités d'éveil
- Chimie
- Sciences Naturelles
- Géographie
- Audiovisuel
- Sport
- Musique
- Timbres et moules caoutchouc
- Mobilier

ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES LE NOUVEAU CATALOGUE PIERRON EST PARU

SI VOUS NE L'AVEZ PAS ENCORE, DEMANDEZ-LE PAR
TÉLÉPHONE : (16.8) 795.14.77 - POSTE 29
OU PAR ÉCRIT :

PIERRON

4, rue Gutenberg
57206 SARREGUEMINES CEDEX

ne vous privez pas de vacances



Plaisir de la plage, du sport, de la table...
Votre bungalow sous les pins en bordure de mer à CALVI. 2 semaines de séjour tout compris de 2.200 F à 3.200 F ou de 3.200 F à 4.500 F de Paris par avion selon les périodes.

CLUB OLYMPIQUE

3, rue de l'Échelle 75001 PARIS
Tél.: (1) 260.31.62

Demande de documentation gratuite:

Nom et adresse: _____

LIRE, C'EST VIVRE

Le livre est à la fête. On lui fait un Salon. L'évidence du succès ne doit pourtant pas dissimuler l'embrouillamini des interrogations. Qu'en est-il **vraiment** de la lecture ?

On a longtemps considéré qu'il n'existait qu'une seule grande catégorie de lecteurs : tous ceux qui lisent simplement. Tous ceux qui, petits ou grands, trouvent quelque agrément à la lecture et contribuent ainsi à la vie de la littérature. Mais voilà qu'on entend une nouvelle chanson. Le refrain en est rabâché, qui dit la désaffection de la lecture ; quant aux couplets ils évoquent tour à tour la pernicieuse influence des médias, l'échec de l'école et de l'enseignement du français, un certain goût pour la facilité et la paresse de l'esprit, l'irrésistible ascension du monde de l'image, etc. Aussi n'est-il pas très aisé de voir ce qu'il y a de commun entre le marché du livre et l'état de la littérature. Pour le commerce l'époque est assez florissante : on édite à tour de bras, les critiques se plaignent de ne plus savoir où donner de la plume, le livre est au supermarché entre yaourts et couches-culottes. Le voici définitivement banalisé, objet d'une production industrielle. Il semble qu'on n'en ait jamais tant fabriqué, qu'il ne s'en soit jamais autant consommé. Bref, il se vend de plus en plus de livres tandis qu'ailleurs on nous dit qu'on lit de moins en moins.

Bien sûr nous savons que tout ce qui est livre n'est pas littérature. Une fois encore il faut reconnaître la « distinction » (au sens que lui donne Bourdieu) : elle se prouve tous les jours jusque dans le para-

doxal car, sinon, comment comprendre le succès quantitativement comparable de **Le nom de la rose** de Umberto Eco et de **La bicyclette bleue** de Régine Deforges ? La sanction des ventes, la prouesse énorme du succès les rapprochent quand tant de choses, par ailleurs, les séparent. Même imprudemment, il est possible d'avancer qu'on lit goulûment la prose de Deforges tandis qu'ils doivent être nombreux ceux qui ont acheté Eco pour montrer qu'ils l'avaient acheté précisément... mais qui ne l'ont pas lu. On pourrait à l'envi en multiplier les exemples. On exhibe les signes que l'on peut.

Restent ceux qui n'exhibent bien en ce domaine que leur inappétence quasi totale, ni lecteurs, ni consommateurs de livres ou de périodiques, encore moins de littérature : « *Près d'un jeune travailleur (18-25 ans, catégories de l'INSEE) sur deux lit moins de dix livres par an et seul un sur dix est inscrit dans une bibliothèque* » (**Les jeunes travailleurs et la lecture** de Nicole Robine, Documentation française). On peut le déplorer, analyser les causes, accuser l'école encore une fois. L'école ne peut pas tout. Pourtant, au hasard d'entretiens, on apprend que ceux d'entre eux qui se sont mis à lire sur le tard le doivent à l'influence bénéfique d'un professeur de français qui a réussi, « *grâce à la chaleur de sa personne intégrée à son savoir-faire pédagogique, à réconcilier des adolescents avec la lecture* ». Comme quoi les livres ne sont pas exactement des boîtes de petits pois. Fallait-il le prouver ?

Jean-Pierre Vélis

des hauts et des bas

Banal : mars, ce n'est plus tout à fait l'hiver, pas vraiment le printemps mais, entre ondées et soleil, une petite lutte de saison. Or, cette année, l'actualité du mois semble s'être accordée à l'humeur du temps, bien des informations tombant sur les téléspectateurs comme une succession de giboulées. Un matin c'est « tout va très bien, madame la marquise » et le lendemain « rien ne va plus, les jeux sont faits ».

Regardez le ministre de l'Agriculture, par exemple : on nous avait dit sa tâche difficile et, de fait, il semblait s'en être bien accommodé. Au bout de quelques mois, Michel Rocard jouissait d'une estime non dissimulée de la part de bon nombre de ses partenaires, notamment syndicalistes, réussissant là où avait échoué Edith Cresson. C'était bien l'éclaircie après la bruine mais, las, point le beau fixe : il y eut la révolte des producteurs de porcs et des décisions prises à Bruxelles pour réduire la production du lait qu'acceptent mal plus d'un éleveur de vaches françaises.

Regardez le ministre de l'Éducation nationale : ces dernières semaines on se plaisait à lui donner l'allure d'un funambule. Ah ! le beau suspense ; tombera, tombera pas ? Ou plutôt, de quel côté allait tomber Alain Savary ? *Tant de passion à le guetter alarmait même ses propres amis qui, par la bouche de Lionel Jospin, se déclaraient prêts à lâcher du lest pour sauver la performance.* D'autres, à l'inverse, ne manquaient pas de peser de tout

leur poids pour tirer encore une corde déjà tendue à se rompre. A Versailles, ils furent plusieurs centaines de milliers à pousser le balancier dans leur sens. De loin, tout cela, on aurait dit un mouvement de montagnes russes ; il faisait écran à une tranquille avancée. Seuls les médias se donnaient l'illusion de pousser l'escarpolette de haut en bas, de gauche à droite, selon les jours. Pendant ce temps le ministre travaillait, c'est-à-dire qu'il avançait sur son fil. Maintenant qu'il a mis pied à terre, on attend la prochaine poussée : de quelle force sera-t-elle ? Le CNAL et ses amis ont pris rendez-vous pour le 25 avril.

Des hauts et des bas, oui vraiment. Les beaux jours de l'« état de grâce » font figure de lointains souvenirs : le gouvernement de gauche fait face à des revendications et des grèves. Ce furent les mineurs venus protester dans la capitale et la première grève de la Fonction publique depuis mai 81.

Mais en ce mois de mars, la France ne fut pas seule à connaître des mouvements de balancelle. La politique étrangère a beaucoup envahi le devant de la scène avec ses incertitudes sans cesse recommencées. A Lausanne, une conférence des « chefs » a tenté une fois encore de régler la question du Liban. Feuilleton quotidien pour les médias. De courte durée. Ce fut l'échec. Vus de loin, les Etats-Unis semblent s'activer dans la fièvre pré-électorale. Là-bas aussi, le temps est aux giboulées : de « caucus » en élections primaires, le Parti démocrate cherche son candidat ; un jour les sondages nous assurent des chances de Gary Hart, un autre c'est Mondale qui ferait la course contre Reagan. Pour bien des Français, ces pratiques politiques paraissent bien curieuses : puisque tout peut apparemment se décider ainsi, est-il vraiment nécessaire d'aller voter ? C'est compter sans les retours de manivelle. C'est comme pour les relations entre la France et l'Espagne qu'on croyait soudées dans l'éternité d'un printemps socialiste : un obus tiré par un aviso français sur un chalutier de pêche espagnol est venu y jeter l'orage. Pierre Mauroy en a su quelque chose lors de sa visite à Madrid. Depuis, ce n'est qu'escalade : des camions français sont incendiés en Espagne par mesure de représailles, mesure stupide s'il en est car les camionneurs français, riches d'un entraînement de fraîche date, se sont

empressés de bloquer la frontière. Comme quoi les Marseillais ont raison : une sardine peut sans doute bloquer un port puisqu'elle peut bloquer les Pyrénées.

Apparemment les Ecossais ne viennent pas pêcher dans le golfe de Gascogne, sinon il se serait bien trouvé quelque aviso français pour nous venger : ne nous ont-ils pas ravi le grand chelem au tournoi des Cinq Nations ? Après tout, quand on voit comment se comportent les supporters de football anglais lorsqu'ils viennent au Parc des Princes, on se dit qu'en ce domaine on n'est plus à un excès près !

Il est vrai que la politique internationale est vraiment parfois compliquée, délicate... et plus sérieuse. On ne sait pas encore si le destin de l'Europe passionne vraiment tout citoyen, « à la base », comme on dit, mais la perspective des prochaines élections au Parlement européen monopolise, elle, partis politiques et médias. Les premiers mettent au point leurs listes électorales, objets, semble-t-il, de subtils dosages, équilibrages et agencements. Quant aux médias, ils se sont abondamment fait l'écho des giboulées au sommet des Dix à Bruxelles. La même métaphore a fleuri un peu partout : François Mitterrand venait y jouer une partie de poker. Il ne manquait sans doute pas d'atouts mais la mise était trop forte. Maggie Thatcher n'a pas voulu « suivre » et, bien qu'apparemment seule face aux neuf autres joueurs, elle a fait échouer la partie. Les chalutiers anglais feraient bien de se méfier... Il reste qu'il faudra des efforts importants pour continuer à porter haut l'espoir d'une Europe unie.

Il est pourtant des domaines dans lesquels, ce mois-ci, nous avons atteint des hauteurs : la décision de mettre en chantier le futur Airbus A 320 par exemple ou le succès de la mise en orbite du satellite Intelsat par la fusée Ariane. Succès importants car ils disent mieux que tout discours que les « Frenchies » ce n'est pas vraiment béréty, litron et baguette de pain.

Il y eut enfin le merveilleux bond de Thierry Vigneron qui a franchi 5,85 mètres grâce à l'impulsion de sa perche. Vu au ralenti, c'était comme un vol vers des hauteurs définitives auxquelles on n'accède que par l'effort de l'absolue gratuité. Quelques pas vers le soleil.

Jean-Pierre Vélis

► **Le Quotidien de Paris**
du 12 mars

Jeudi dernier, les fonctionnaires étaient dans la rue. Sur le trottoir, les chômeurs, les cadres, les commerçants, les professions libérales, les agriculteurs, les routiers, bref, toutes les victimes de la crise et de ses conséquences — la récession, l'accroissement de la pression fiscale, etc. — les regardaient passer, étonnés. On n'insistera pas plus que ne l'a fait M. Edmond Maire sur le caractère choquant d'un tel mouvement, dans les circonstances actuelles, de la part de la seule catégorie socio-professionnelle qui bénéficie de ce bien inestimable qu'est la sécurité de l'emploi, ni sur l'indécence qu'il y a, lorsqu'on est soi-même épargné par la rigueur, à souhaiter qu'elle ne s'abatte que sur les autres, les nantis, les privilégiés, vous et moi. On ne relèvera également qu'au passage, pour en sourire, les propos de ce délégué syndical des P.T.T., postier et syndicaliste, donc deux fois fonctionnaire, qui prétendait parler au nom de la classe ouvrière alors que les salariés de la Fonction publique ont obtenu, tant mieux pour eux, des conditions de travail qui font qu'ils ne sont pas précisément

des damnés de la terre.

Dominique Jamet

► **Le Nouvel Observateur**
du 9 au 15 mars

Fonctionnaire ! Qui aujourd'hui oserait encore se qualifier de fonctionnaire ? Dans la vie quotidienne, on est instituteur ou postier, C.R.S. ou assistante sociale, colonel ou conseiller d'Etat. Mais pas fonctionnaire. C'est un mot pour syndicaliste, les jours de manifestation, ou pour chansonnier de l'entre-deux-guerres. Je viens de faire la tournée des dictionnaires. La plupart des citations sur le fonctionnaire sont injurieuses. Jules Rousseau le gratifie de « *Je ne sais quelle descente de la cervelle dans les fesses* », et Péguy, pour régler son compte à Kant, l'accuse d'avoir un génie de fonctionnaire : « *cinq et septante fois fonctionnaire* ». Ils sont tous là à cogner dessus : Balzac et Sainte-Beuve, qui ne l'étaient pas, mais aussi Taine et Sartre, qui le furent. Et pourtant, le mot semble avoir été employé pour la première fois par Turgot en 1770. Il est vrai que, maintenant encore, les seuls fonctionnaires à oser s'avouer tels sont les hauts fonctionnaires...

Alors vous imaginez bien qu'en période de crise leur impopularité ne peut que s'accroître. A la vieille jalousie — de souche paysanne — à l'égard de ceux pour qui « *la paie tombe chaque mois* » s'ajoute celle des ouvriers, patrons, cadres et professions libérales contre ces nantis qui jouissent de la garantie de l'emploi. Comme s'ils devaient le payer, ce privilège. A tout le moins le mériter.

Jacques Julliard

► **L'Express**
du 9 au 15 mars

A ne pas réfléchir à l'usure des symboles, on se condamne à chercher des solutions tangentielles. Les réalités ne sont souvent que des banalités. Répétons, pourtant : nos sociétés évoluent très vite. La réponse au défi industriel n'était certainement pas de bétonner un énorme secteur d'Etat, mais de déconcentrer, d'atomiser les responsabilités et les initiatives. La « réforme » de l'enseignement initialement envisagée apparaissait aussi anachronique que le furent les nationalisations. Nous ne connaissons pas la moitié des métiers qui seront exercés en l'an 2000, c'est-à-dire quand nos enfants chercheront du travail. Et la réponse à cet autre défi se fonderait sur un

surcroît de raideur, là où il faudrait être flexible, rapide, inventif ? Tout cela fleure peut-être l'encre violette et la plume Sergent-Major. Mais, plus profondément, confirme l'analyse de gauche selon laquelle « tout est politique ». C'est en continuant à jouer ce jeu, à s'accrocher à des « signes extérieurs » de socialisme, dont une bonne partie de la population ne saisit absolument pas la teneur, que le pouvoir déclenche des réactions qui échappent très largement aux canaux classiques. On agit à côté des faits ? L'opinion publique répond en marge des structures. Ainsi le pouvoir comme l'opposition, probablement, n'imaginaient-ils pas le gonflement du torrent qui, de ville en ville, aboutit à Versailles et les laisse interloqués.

Ainsi le pouvoir et, au passage, un ministre compagnon de la Libération ramassent-ils en pleine figure l'idée qui leur fait le plus mal : liberté.

Yann de l'Ecotais

► **Révolution**
du 2 au 8 mars

La mobilisation et l'intervention de toutes les forces attachées au changement dans l'école sont, en effet, indispensables. Indispensables pour surmonter le lourd héritage de la droite, dégager des moyens supplémentaires en faveur de l'investissement éducatif et poursuivre l'effort entrepris en 1981 dans le but de rénover notre école, de faire véritablement du neuf dans la formation de la jeunesse. Indispensables également pour aller progressivement et par la concertation vers ce grand service public, unifié, laïque et gratuit de l'Education nationale qui figure parmi les engagements majeurs du président de la République. Ces deux objectifs doivent impérativement avancer au même rythme sous peine de laisser passer, comme en d'autres périodes de notre histoire, la chance historique d'opérer une indispensable mutation de notre système éducatif. Au moment où se pose avec autant de force le problème de la modernisation de notre appareil industriel, où le patronat pousse les feux pour une formation au rabais, accordée à sa politique de déclin et de chômage massif, faire ce choix d'avenir pour l'école est une question clé pour sortir le pays de la crise. A politique de croissance zéro, politique éducative d'austérité et de maintien des inégalités, telle était la règle de la droite au pouvoir. A politique industrielle dynamique, politique éducative ambitieuse, telle doit être l'ardente obligation

de la gauche. Il n'est pas d'autre alternative.

Guy Hermier

► **Le Monde**
du 22 mars

L'idée européenne est en panne depuis si longtemps que le nouvel échec de l'Europe des Dix ne surprend pas. Cette Europe-là achoppe, comme d'habitude. Est-ce un crime ? Faut-il chercher un coupable ? La construction européenne en a vu d'autres avant de parvenir à ses réalisations les plus caractéristiques : la politique agricole commune, l'union douanière, le système monétaire européen et une ébauche, toujours remise en cause, de coopération politique. Elle a traversé bien des crises, mais sa capacité à les surmonter se traduit, désormais, par une forme pernicieuse de paralysie. Comment en sortir ? Les Dix n'ont pas réglé le nouveau conflit qui les divise et qui, au reste, n'est pas vraiment nouveau. L'échec est là, mais il eût été, peut-être, plus grave pour l'Europe s'ils avaient accordé à la Grande-Bretagne les concessions qu'elle exigeait. La signification de cet échec est qu'un coup d'arrêt est donné à une pratique communautaire qui, de dérogation en dérogation, viderait la Communauté de son contenu. Le sommet de Bruxelles n'a pas reproduit celui d'Athènes, et les responsabilités politiques des participants n'ont pas été occultées par la fuite dans le maquis des solutions techniques. L'échec est patent, mais au moins sait-on pourquoi. La Grande-Bretagne se trouve isolée — et assume son isolement — face à une Communauté des Neuf plus resserrée et dans laquelle la charnière franco-allemande révèle sa solidité.

André Laurens

CHANGEZ D'HORIZON

avec l'Union normande des centres maritimes et touristiques (ass. 1901), 4, av. du Parc-Saint-André - 14200 Hérouville-St-Clair. T. : (31) 93-14-62 et 93-18-40.

Séjours culturels à l'étranger de l'UNCMT en 1984

EGYPTE

Le Nil pharaonique jusqu'à Assouan	14 j.	Pâques	8 500 F
Toute l'Egypte et mer Rouge	21 j.	Eté	10 350 F

ETATS-UNIS

New York City	15 j.	Eté	8 950 F
---------------	-------	-----	---------

GRECE

Grèce antique et byzantine	10 j.	Pâques	4 425 F
Grand tour de la Grèce antique et byzantine	14 j.	Eté	6 900 F
... plus la Crète	7 j.	Eté	—

ITALIE

Florence au temps des Médicis	7 j.	Toussaint	2 900 F
Grand tour d'Italie et de Sicile : terres d'art et d'histoire	21 j.	Eté	7 500 F

MEXIQUE

Le Mexique Maya et la mer des Caraïbes	17 j.	Eté	9 550 F
--	-------	-----	---------

TUNISIE

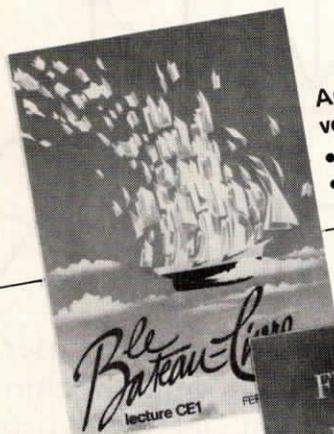
Tunisie romaine et arabo-musulmane... Méditerranée	15 j.	Eté	5 800 F
--	-------	-----	---------

Une brochure détaillée est à votre disposition sur simple demande. N'hésitez pas à nous contacter.

nathan

1984

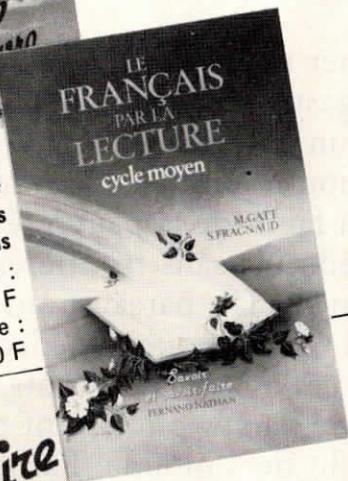
nouveautés primaire



Au CE1 vos élèves
vont aimer lire...
• Livre de l'élève : 38,00 F
• Livre du maître : 96,00 F

Tirer parti de la
lecture pour exercer
les autres disciplines
du français

- Livre de l'élève : 44,00 F
- Fichier pédagogique : 75,00 F



nouvelle
Grammaire
fonctionnelle
CE1

L'événement 1984 :
une nouvelle
grammaire
GALIZOT

- Livre de l'élève (fin mars)
- Fichier pédagogique (avril)

Une démarche
pédagogique nouvelle
et originale pour un
apprentissage rénové
de l'orthographe

- CE Livre de l'élève : 26,00 F
- CM Livre de l'élève : 32,00 F

l'orthographe
quotidienne
au C.M.

84 - C - 6938

Riso Leprince

19, rue de Cléry, 75002 Paris

vous présente :
**la sérigraphie instantanée
en multicolore**

- propre, facile, économique
- moins cher qu'un duplicateur à alcool
- tirage jusqu'à 1 000 exemplaires en multicolore

l'exemplaire par 100 : 0,33 TTC
par 500 : 0,06 TTC

**Vous imprimez vous-même en moins de
10 minutes plusieurs couleurs en une fois.**

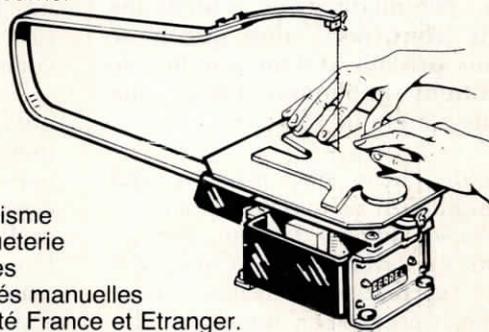
Documentation sur demande

✂
Nom Prénom
Ecole
Adresse
.....
Code postal Ville

La scie **ABAREL**
coupe le bois...
pas les doigts!

SCIE ELECTROMAGNETIQUE A BOIS

premier fabricant mondial
de scies électriques
à chantourner



- modélisme
- marqueterie
- puzzles
- activités manuelles
- Breveté France et Etranger.

Pour tous renseignements, s'adresser à :
ABAREL 34, rue Sambre et Meuse - 75010 PARIS.

Je désire une documentation détaillée sur la scie électromagnétique **ABAREL**, contre 2 timbres à 2 F.

Nom :

Adresse :

Code :

Ville :

ED/29 III



BERNARD KOUCHNER

A quarante-quatre ans, Bernard Kouchner n'a pas rangé son sac d'aventurier.

A la ville, il est le Dr Kouchner, gastro-entérologue à l'hôpital Cochin.

Pour le reste, il est un battant, un militant tiers-mondiste toujours prêt à sauter dans un avion pour aller là où les gens souffrent et meurent, victimes de la faim, de la pauvreté ou de la guerre.

En 1971, il fut cofondateur de « Médecins sans frontières », dont l'action demeure exemplaire : qui ne se souvient d'« Un bateau pour le Viêt-Nam » ?

Depuis — aléas de l'histoire — il œuvra pour « Médecins du monde ».

Il se tourne désormais vers d'autres combats : il rêve de créer des chantiers européens de jeunes qui iraient travailler demain avec les jeunes du tiers monde. Parce que, pense-t-il, ils ont besoin de nous tout comme nous avons besoin d'eux.

• Vous êtes connu comme médecin, cofondateur de « Médecins sans frontières », ainsi que pour avoir pris un certain nombre de positions publiques. Est-ce que vous n'êtes que cela ?

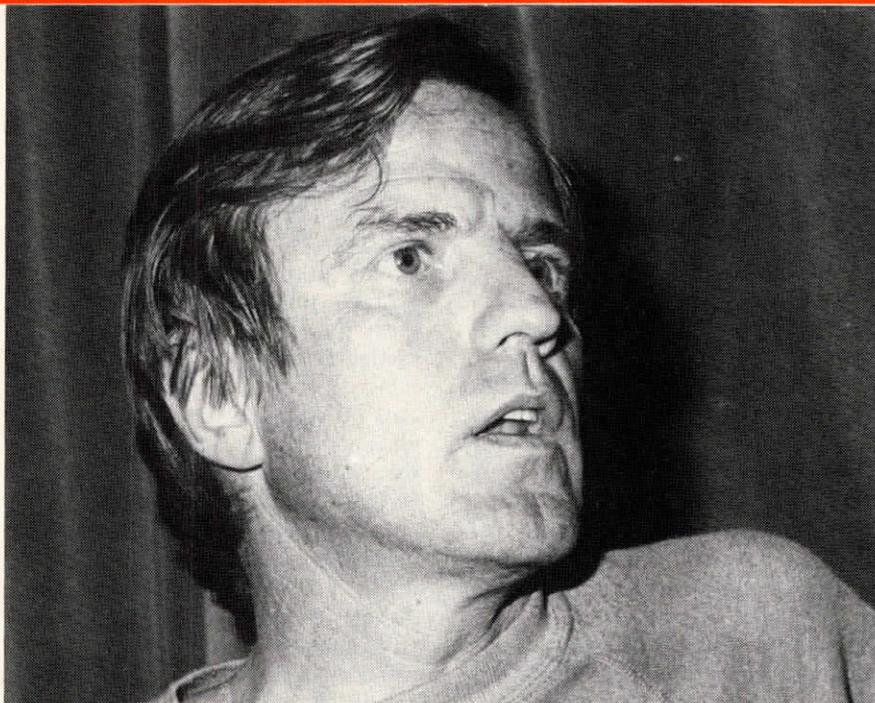
Non, bien sûr, mais ce qui compte c'est ce que l'on a fait. Or qu'est-ce qu'on a fait qui, maintenant, est devenu banal ? On est allé voir sur place si la réalité correspondait à ce qu'on nous avait dit, on est allé vérifier le discours journalistique ou politique, et l'on s'est aperçu que les étiquettes que l'on avait plaquées sur un certain nombre de phénomènes, de peuples, de conflits, correspondaient beaucoup plus à l'idéologie ambiante ici qu'à la réalité là-bas.

On a souvent tendance à projeter nos propres analyses sur des situations que, finalement, l'on ne connaît pas.

Tout cela a correspondu, en gros, à la découverte du tiers monde qui, à l'époque — les années 60 —, n'existait pas beaucoup ; c'était la fin des guerres coloniales et des mouvements de libération et le tiers monde, alors, c'était le domaine de la charité. Les peuples étaient étiquetés en fonction de l'intérêt politique qu'y trouvaient certains groupes et de l'idéologie française, européenne ou occidentale. Nous nous sommes aperçu qu'il y avait des peuples qui n'avaient pas d'idéologie, mais des peuples faits de femmes, d'enfants et d'hommes, toutes sortes de gens

qui, non seulement ne correspondaient pas à nos désirs, mais avaient leurs problèmes. Ce n'est que plus tard qu'on a compris que leurs problèmes recoupaient les nôtres et que l'on avait autant besoin d'eux qu'ils avaient besoin de nous.

Au fond, nous sommes allés aussi nous découvrir nous-mêmes, pas tant au nom de l'aventure individuelle — c'est une dimension importante, bien sûr — mais surtout dans la perspective de l'avenir économique, moral et politique du monde. Et c'est ainsi qu'on s'est aperçu que les peuples du tiers monde constituaient une part de notre avenir à nous et surtout une part de l'avenir de nos enfants. Bien sûr c'était beaucoup plus facile parce que nous étions méde-



cins, parce qu'une pneumonie ressemble toujours à une pneumonie, qu'une péritonite, ici ou dans le tiers monde, ressemble à une péritonite. Le geste médical est évidemment plus immédiatement exportable que le savoir d'un paysan. Et encore, cela se discute parce qu'avec la multiplication des organisations, aujourd'hui tout le monde peut faire ça.

● **Vous évoquez une « aventure individuelle »...**

Ce type d'action correspondait, correspond toujours chez les gens qui s'y engagent, à une sorte de dépassement individuel, d'aventure ou d'exotisme — comme on voudra — qui me paraît très intéressant

parce que je crois que les gens bougent comme ça. Pour schématiser, il est évident qu'il est plus intéressant d'avoir mis la main à la pâte au Biafra, au Viêt-Nam ou au Salvador que de changer tous les jours à la station Châtelet ! C'est une dimension qui apparaît maintenant mais qui n'existait pas dans l'aventure politique des militants qui se voulaient fondus dans la grande masse des intérêts communs, etc. Mais ça, ce n'est pas vrai ! Il est certain que, si l'on n'y trouve pas son intérêt personnel et même une possibilité de se dépasser, de rencontrer autre chose, d'aller plus loin, je n'hésite pas à dire : de s'amuser, de confronter ses possibilités avec la réalité, alors tout ça est assez terne. Ce qui manque dans

l'idéal de la jeunesse aujourd'hui, et que j'espère qu'elle va retrouver, c'est une dimension exotique. Non pas la dimension coloniale, évidemment, mais la reconquête des cœurs : retourner sur place maintenant pour comprendre avec eux ce qui nous attend, c'est une dimension aventureuse personnelle qu'il ne faudrait pas négliger.

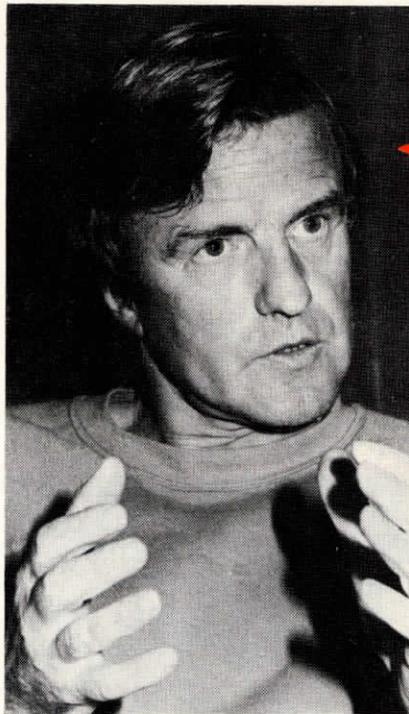
Il est évident, par ailleurs, que le geste médical dans le tiers monde — ça dépend, bien sûr, des circonstances — est beaucoup plus efficace qu'en France pour la majorité des médecins. Le résultat immédiat des efforts d'un médecin dans une population dénutrie ou sous-médicalisée est évidemment très satisfaisant. Cela comporte des limites car il ne s'agit pas d'exporter la médecine occidentale, bien entendu. Il faut apprendre d'eux, il faut aller plus en amont, il faut parler de santé publique, d'éducation, de développement, etc. Tout cela est vrai. Il n'empêche que quand on a la chance, plutôt quand eux ont la chance de nous avoir à un moment donné, c'est immédiatement assez exaltant. Il ne faut pas méconnaître cette dimension-là.

Quant à l'aventure personnelle au sens de « baroud », c'est l'affaire de chacun ; il y en a que ça amuse, d'autres à qui ça fait peur — en fait, ça fait peur à tout le monde. Mais, bon, c'est aussi une façon de bouger qui, après tout, permet peut-être de moins se voir vieillir. En tout cas, j'insiste là-dessus : c'est excitant ! Il faut que les gens reprennent le chemin des pays qui ont besoin d'eux. L'aventure de la fin du XX^e siècle, ce sera la redécouverte de ces pays qui ont besoin de nos techniques tandis que nous, nous avons besoin de l'élévation nécessaire de leur niveau de vie

pour vendre nos produits. Si on veut vendre des Renault, il faut qu'ils puissent nous les acheter autrement qu'avec nos subventions ! Sinon, ça ne sert qu'à augmenter la dette extérieure de ces pays et, un jour, ça éclatera. Ce n'est pas possible.

A travers des exemples comme celui de la Guilde du raid, entreprise extrêmement individualiste et certainement pas progressiste au sens de la gauche, on s'aperçoit qu'aujourd'hui beaucoup de personnes, des non-médecins, s'intéressent à la dimension humaniste et de solidarité — il faut que ce soit de la solidarité et pas du tout de la charité ou de l'aide humanitaire. Après tout, c'est peut-être aussi drôle de convoier des vivres en Afghanistan que de gravir l'Everest ! Les choses peuvent se compléter : si, en plus de la dimension individuelle, si on est mercenaire — au bon sens du terme —, si on arrive à apporter une fraternité, une solidarité, à des gens qui en ont besoin et qu'en plus on s'y amuse, on s'y dépasse, qu'est-ce qu'on peut demander de mieux ?

Avant, je ne voulais pas du tout que l'on parle de l'aventure individuelle parce que ça n'est pas beau, c'est réactionnaire, etc. Ce n'est pas vrai ! Au contraire, la jeunesse a besoin de ça. La jeunesse qui est enfermée dans du béton grisâtre a besoin de ça. Pour les jeunes, il est tout à fait essentiel de savoir que ce n'est pas de l'humanisme bêlant et que ce n'est pas du tout ennuyeux. Moi, j'en ai assez de voir des affiches où l'on voit des pauvres Noirs tendre la main ; ça n'est pas ça du tout ! Il faudrait voir que le Blanc — puisque Blanc il y a — va leur apporter quelque chose mais que, d'abord, il va creuser la terre



avec eux et qu'ensuite il va se marier. Ça va être exaltant. Ça n'est pas du tout : « Je vous donne quelque chose à la sortie de la messe. » Ça n'a rien à voir. C'est terminé tout ça.

• **Je suppose qu'on doit vous reprocher souvent d'aller chercher loin ce qu'on pourrait faire ici ?**

Oui, mais je ne crois pas que ce soit un bon argument. D'abord il y a plein de gens qui le font ici, ensuite ce ne sont vraiment pas les mêmes problèmes. Entre l'extraordinaire difficulté que rencontrent de jeunes chômeurs qui n'ont jamais travaillé ou qui se trouvent dans des régions comme la Lorraine ou le Nord, par exemple, entre tous ces jeunes qui connaissent des problèmes angoissants que je ne méconnais pas du tout — problèmes de société qu'on doit affronter ensemble —, et la dénutrition totale ou la mort de quarante-dix mille enfants par jour, il n'y a vraiment pas de commune mesure. Cela ne veut pas dire qu'on ne va pas s'intéresser à la politique en France ou à l'évolution de la société européenne, mais pour des gens qui ont vu mourir de faim, dans le tiers monde, des centaines et des centaines de milliers de personnes, ça n'a rien à voir. Nous sommes un pays de riches et de

nantis et le dernier des chômeurs français est un bourgeois du monde. Evidemment il ne faut pas le lui dire comme ça car ce serait vraiment très mal lui parler, mais la réalité économique est bien celle-là.

D'autre part, pour un médecin c'est encore plus facile de répondre : il y a, ici, tellement de médecins qu'il y en a trop. Bientôt on sera ou médecin ou malade parce qu'il y a une telle production de médecins qu'on ne sait plus où les mettre ! Il faut bien qu'ils aillent voir où sont les malades et non pas en créer à côté d'eux pour simplement en profiter. Vraiment, exporter cinq cents ou cinq mille médecins français ne fait pas du tout baisser le niveau de santé qui est le meilleur du monde. Je ne dis pas du tout qu'il n'y a pas de problème en France — il y en a plein — mais ils n'ont pas du tout la même échelle, la même intensité, ils n'ont pas la même urgence.

Nous nous en sortirons, et nous nous en sortons malgré d'énormes difficultés. Bien sûr le langage que je tiens ici est trop abrupt. Il faudrait dire : comprenez que la France est devenue trop étroite et que, si vous voulez vous en sortir avec vos enfants, il faut vous ouvrir sur le monde. Le monde a besoin de vous. Il y a des techniciens qui manquent dans le monde entier, que faites-vous en France ? Il va falloir bouger un peu car nous avons besoin d'eux aussi. Si les richesses et les pauvretés ne s'équilibrent pas, le monde va éclater. Il n'est pas possible de supporter que des milliards de gens en soient au seuil minimal de survie et que le reste continue quand même à progresser. Bien sûr il y a des problèmes en France, mais on n'y meurt pas de faim.

Entre l'extraordinaire difficulté que rencontrent de jeunes chômeurs...

et la dénutrition totale ou la mort de 90 000 enfants par jour, il n'y a vraiment pas de commune mesure.

• **Pourtant on commence aussi à s'inquiéter d'une malnutrition, — différente certes — dans les pays riches.**

Oui, mais alors là, il va falloir qu'on s'organise parce que d'un côté on demande aux producteurs de lait d'arrêter de produire et d'un autre côté il y a malnutrition. Il y a des pays où les causes sont plus simples: il n'y a pas de vaches, rien à manger mais du désert. En France, en Europe, il y a seulement une mauvaise répartition; c'est très difficile à harmoniser, mais on y arrivera. Les problèmes ne sont pas les mêmes. Je n'ai pas connaissance, en France, de cas de malnutrition; ce qu'on sait, par exemple, c'est qu'il y a des clochards qui ne mangent plus ou qu'on voit, à l'Armée du Salut, de plus en plus de gens qui ne mangent pas beaucoup. Mais il y a quand même des organisations qui s'en occupent. Non, vraiment, ce n'est pas la même dimension des problèmes. Et puis, encore une fois, cela n'empêche pas de s'intéresser à ce qui se passe en France. Rares sont les gens qui, ayant connu les difficultés ou le travail dans le tiers monde, ne s'intéressent pas, au retour, à ce qui se passe en France et disent: tout ça c'est trop facile.

• **Il s'est produit une scission de « Médecins sans frontières » et vous avez été président d'une autre organisation: « Médecins du monde ». Que s'est-il donc passé ?**

Il s'est produit ce qui se passe dans toute organisation humaine: il y a eu des querelles et l'objet réussi « Médecins sans frontières » a suscité des convoitises. Sur le fond, il

y a eu des débats entre les fondateurs et les gens qui nous ont succédé, débats de fond réels qui se sont concrétisés au moment du « Bateau pour le Viêt-Nam », certains voulant le faire, d'autres ayant voulu, purement et simplement, le saborder. Nous avions essentiellement trois raisons de débat.

Nous, nous pensions qu'il fallait rester absolument bénévoles. C'est une idée peut-être un peu scout mais qui tenait à ce qu'il y avait de plus politique chez nous. Nous pensions que, pour donner l'exemple de ce que tout le monde pouvait et devait faire, il ne fallait pas qu'on en vive. Nous avions chacun notre métier, nous étions médecin, infirmier, infirmière, kinésithérapeute, etc., et on pouvait très bien s'en satisfaire. Partir un mois ou deux, c'était possible pour nous. Dès lors que nous étions payés pour faire ce travail, on ne pouvait plus dire aux autres ou on pouvait mal leur dire — peut-être avions-nous tort, peut-être étions-nous trop idéalistes —: faites-le aussi, c'est possible; vous les paysans, vous les ingénieurs, vous les journalistes, faites-le. Nos successeurs ont pris des cadres, ont payé des gens. Pour nous c'est réhibitoire: à « Médecins du monde », personne n'est payé sauf la secrétaire à mi-temps.

Il y avait ensuite un débat sur le témoignage. Nous pensions qu'il n'était pas possible de respecter le serment d'Hippocrate qui prescrit de ne pas dire ce qu'on voit dans la maison du malade. Si le serment d'Hippocrate conserve une valeur absolument intangible dans le rapport entre un individu et le médecin, au niveau des réactions contre un peuple, de la misère, de la torture, des bombardements, etc...

c'était de la complicité que de ne rien dire. C'était une position beaucoup trop facile pour des médecins que d'aller travailler et de s'en aller avec une bonne conscience en disant: j'ai fait mon travail. Quand nous étions témoins de choses mettant en péril la vie quotidienne de nos malades, il fallait le dénoncer parce que c'était prévenir et non pas guérir. Parce que guérir, ce n'est pas vrai: remettre sur pied un torturé et ne pas dénoncer le tortionnaire c'est, finalement, être complice du tortionnaire.

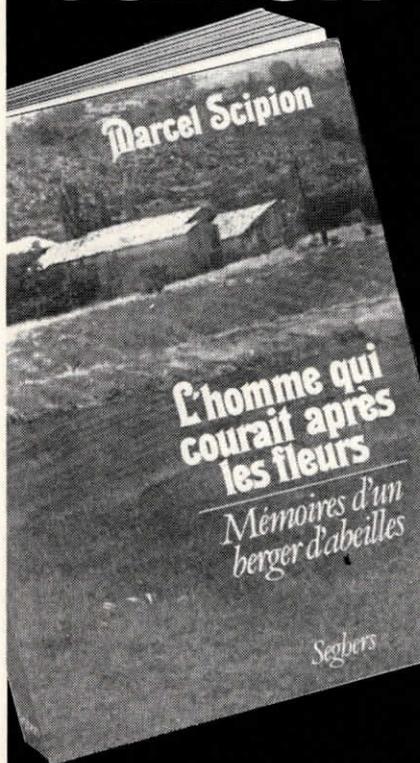
Notre troisième débat était politique: est-ce que nous agissions en bons Samaritains ou est-ce que notre action avait une dimension politique? En fait, il faudrait nuancer un peu. Moi, j'étais de ceux qui pensaient que ce que nous faisons était un geste politique. La découverte des autres, de notre complémentarité et de la nécessité d'aller les voir, les comprendre, et qu'ils nous comprennent, et changer le monde, si ce n'est pas politique, alors je ne comprends rien! Voilà: en gros ce que nous faisons n'était pas médical. Nous avions seulement la chance d'être médecins. Bien sûr il fallait accomplir du mieux possible notre travail de médecins, sinon on n'avait plus de légitimité. Mais ce n'était pas un travail anodin pour se donner bonne conscience: c'était une autre approche du monde et pour essayer que ça s'améliore.

• **Est-ce que vous n'avez pas, parfois, l'impression d'avoir versé une goutte d'eau dans un océan ?**

Bien sûr, et c'est pour cela qu'à mon avis il faut maintenant passer à une dimension supérieure de l'aide au tiers monde. L'important c'est

Les
merveilleuses
mémoires
d'un berger
d'abeilles

**MARCEL
SCIPION**



Par l'auteur de
LE CLOS DU ROI

**200 000
exemplaires**

Collection
"Mémoire vive"

SEGHERS

*Remettre sur pied un torturé
et ne pas dénoncer le tortionnaire,
c'est, finalement,
être complice du tortionnaire.*



de sensibiliser les gens mais, à force de quêtes, à force de ne pas voir quel est l'enjeu politique, on finit par se lasser. Je vois là un grand danger: « Bon, d'accord, il y a de la misère dans le pauvre monde, mais il y a la Croix-Rouge... D'accord, il y a le cancer, mais on a donné à la quête hier. » Ça, ça ne va pas. C'est l'affaire de tous. C'est cela qu'il faut faire comprendre en y ajoutant cette dimension d'aventure qui fait que la jeunesse s'y intéressera. Bien sûr, c'est une goutte d'eau mais pour un médecin il est facile de répondre: une vie sauvée justifie tout le reste.

Tout ça à l'époque du rallye Paris-Dakar. Très important le rallye Paris-Dakar et toute sa mythologie. Hyper colonialiste! C'est honteux. En même temps ça prouve que les gens ont envie d'y aller. Alors, il faut leur faire faire un Paris-Dakar des Droits de l'Homme. Oui, ils

seront sous le soleil! Oui, ils auront le palu! Oui, ils iront dans le désert conduire des camions! Mais ils feront quelque chose!

Propos recueillis par
Jean-Pierre Vélis

ALTER

EGO

et

LES AUTRES

Le 4 novembre 1946, les Nations Unies fondent l'Unesco, organisation éducative, scientifique et culturelle.

Quelques mois plus tard, le Japon crée le premier club Unesco, association populaire de soutien aux idéaux de la nouvelle Organisation pour la paix, la défense des Droits de l'Homme et le développement. Puis le mouvement se répand.

Aujourd'hui, presque chaque pays compte ses clubs Unesco, à l'exception des Etats n'adhérant pas à l'Organisation internationale ou qui en sont exclus.

Une dizaine de clubs aux Etats-Unis, aucun en Union soviétique. Deux cent cinquante en France, surtout dans les écoles et les associations de jeunes.

Certains établissements déclarent même fonctionner en clubs Unesco. Plus de différence entre l'association et le projet global de l'établissement.

Toutes les énergies visent à atteindre le même but : l'ouverture sur le monde des autres, le tiers monde, pour le comprendre, établir des échanges concrets, voire des actions à long terme de développement solidaire.

Rue Buffault à Paris, dans le 9^e arrondissement. Un petit collège de huit classes. Là, 20 % d'étrangers représentent douze nationalités. Une équipe de professeurs, les mêmes depuis quelques années, enchantés de fonctionner en petit comité. Un collège ouvert, où personne n'a peur de se lancer dans des aventures un peu différentes de ce qui se passe ailleurs. Là, quand la directrice parle de responsabilité, c'est pour la prendre, pas pour se cacher derrière.

Cette année, pendant les vacances de Noël, une dizaine de jeunes de douze à quinze ans et une dizaine de professeurs et parents sont allés en Haute-Volta. « *On a été voir notre école* », m'explique un élève. Leur école ? Depuis deux ans l'ensemble du collège est mobilisé sur ce projet : construire une école en Haute-Volta où le taux de scolarisation tourne autour de 12 %. Manque d'établissements scolaires, éloignement, défaut de ramassage. Peu d'enfants ont les moyens de faire dix kilomètres à pied chaque jour... Un appel d'offre a alors été passé sur place par des Voltaïques vivant à Paris. De nombreux villages ont répondu, Desso a été choisi.

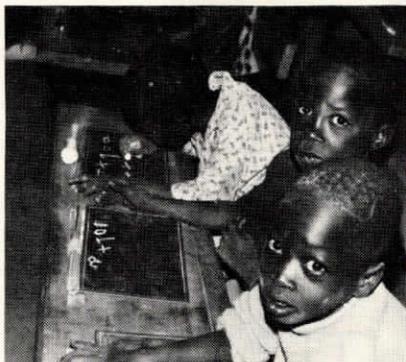
BATISSEURS D'ECOLE

Les élèves du collège Buffault ont entrepris de réunir l'argent nécessaire pour construire une école. Pas moins. Encouragés par l'exemple d'un autre collège et son expérience de « boulangerie au Chili », ils ont organisé dans leur quartier des bals masqués, des rallyes,

des ventes de cartes postales, de tee-shirts, de muguet, monté une exposition. En deux ans, les 50 000 F nécessaires étaient récoltés; le chantier pouvait démarrer. Des négociations entre ministères des deux pays ont abouti à la nomination d'un instituteur voltaïque à Desso. Quelques subventions ont permis l'achat de tables et de bancs. Les villageois ont assuré eux-mêmes la construction du logement du maître. Et, à la rentrée 1983, quatre-vingts jeunes enfants de cours préparatoire étrennaient les premiers tableaux noirs de Desso. Mais, même en brousse, la sélection frappe: les élus devaient être en bonne santé, leurs parents devaient s'être acquittés de leurs impôts...

A leur retour, les jeunes Parisiens ne trouvaient pas de mots pour exprimer leur sentiment. Selon Mathieu, dix-huit ans, « ce n'est pas racontable, c'est trop différent ». Pour lui, qui a quitté le collège au moment où le projet commençait, c'est clair: « Il faut continuer. Quand nous sommes arrivés là-bas, une nuée d'enfants couraient derrière le car. On nous acclamait. Un homme du village a dit, l'air illuminé: Les anges arrivent! »

Et les enfants de Desso, sont-ils contents d'aller à l'école? Là, personne ne sait... Si les petits villageois ont rapidement appris à leurs visiteurs les jeux et chansons de la région, ils n'ont guère pu leur parler, n'ayant appris que quelques mots de français depuis le mois de septembre. Et l'école, but de la visite, a été oubliée au profit des étonnements qu'un mode de vie si différent du leur procurait aux jeunes Français: « Là-bas, les invités mangent en premier. Après,



à l'école de Desso

c'est le tour des hommes et des enfants. Les femmes mangent en dernier, s'il reste quelque chose. On n'a pas réussi à convaincre que ce serait plus sympa que tout le monde mange ensemble.» En tout cas, tous ont été frappés par la gentillesse, les sourires tranquilles des Africains: « A Paris, au retour, les gens nous paraissaient tristes. »

Quant aux adultes de Desso, ils ont demandé à l'instituteur de donner des cours du soir d'alphabétisation pour pouvoir lire, eux aussi, et souhaité que le centre culturel de Bobo-Dioulasso fasse circuler une « malle de brousse » contenant B.D., revues, contes et romans.

Parmi les surprises rencontrées là-bas, celle qui se produisit au cours d'une réunion avec les différents partenaires engagés dans des actions de ce type en Afrique occidentale. Des Allemands, des Belges et des Français rencontraient des Tchadiens, Maliens, Sénégalais et Voltaïques d'autres clubs Unesco pour faire le bilan de leur collaboration. « On n'en croyait pas nos oreilles, raconte David, treize ans. Ils ont dit: Bon, maintenant on a une école, on veut bien un dispen-

saire. » Les novices de l'aide humanitaire en ont soudain compris long sur le fameux écueil de la « mentalité d'assisté ». Une grande mise au point s'en est suivie, qui a écarté tout malentendu.

Mais pour les Français, l'histoire ne s'arrête pas là (1). Ils prévoient une seconde tranche de travaux pour construire les deuxième et troisième classes qui assureront le suivi de l'enseignement. Cette nouvelle opération ne sera pas la simple réplique de l'expérience initiale. Les enfants veulent tenir compte de ce qu'ils ont découvert là-bas et y associer au maximum les intéressés: « On va construire un poulailler qui auto-financera l'école. Et peut-être des chauffe-eau solaires. »

Les jeunes Voltaïques ont également un projet: celui d'un voyage en France pour, à leur tour, palper les différences et revenir avec des idées neuves.

— LOUVOIEMENTS PRUDENTS —

Ailleurs, au collège des Pyramides à Champs-sur-Marne, le même type de préoccupation a pris des formes différentes. En 1979, les professeurs se regroupent autour d'une action de solidarité aux *boat-people*. Ils en informent les élèves. A leur grand étonnement, ceux-ci s'enthousiasment, désirent participer aussi aux problèmes de développement et de Droits de l'Homme. Ils créent donc un club Unesco.

Très vite, les professeurs comprennent que les jeunes ont besoin d'un terrain sur lequel l'objectif sera mesurable et qu'ils désirent un « retour » de leur engagement; sinon, ils décrochent, se lassent. Il

« Promouvoir les idéaux de paix, de développement et de solidarité de l'Unesco, favoriser la compréhension internationale. » Au-delà de ces grandes formules, quelles sont, à la base, les motivations et les impulsions des porteurs de cet idéal ?

Pierre Lesueur, secrétaire général de la Fédération mondiale des clubs Unesco, s'en explique.

• **Participer à un club Unesco, est-ce une forme de militantisme ?**

Au cours de l'histoire, certains clubs ont eu une influence certaine. En Espagne, par exemple, sous Franco, les clubs cristallisaient la résistance au régime. Même chose en Argentine. En ce sens, oui, c'est une forme de militantisme, qui vise à accélérer un changement de comportement individuel, parfois collectif.

• **Les clubs ne se substituent-ils pas parfois à des décisions gouvernementales, inexistantes ou trop tardives ?**

Les programmes officiels d'éducation ne portent pas en général sur la nécessité du développement des autres ni de soi. L'esprit des clubs est d'apporter, mais aussi de recevoir, humblement, au contact des autres. L'échange dépasse la notion d'argent. L'enrichissement est mutuel. On se sauvera tous ensemble ou pas du tout. C'est une sorte de contrat, d'obligation réciproque. Ce niveau échappe aux gouvernements, bien sûr. Vis-à-vis des programmes officiels, il y a plutôt complémentarité que substitution. En Côte-d'Ivoire, par exemple, les clubs ont organisé des cours du soir de rattrapage pour les adultes. Cette formation complète celle de l'Éducation nationale. Toutes les animations de la Fédération mondiale s'inscrivent dans un échange. Développement n'est pas

assistance. A Desso, par exemple (voir article), les échanges ont été Nord-Sud, Nord-Nord, Sud-Sud grâce à la coopération des différents pays européens et de la conférence inter-Afrique.

• **Et les écoles associées ?**

Elles aussi militent pour la compréhension internationale, mais au niveau des programmes scolaires. Alors que les clubs fonctionnent davantage sur un mouvement volontaire.

• **Est-ce que toutes ces actions ne sont pas une goutte d'eau à la mer ?**

Non, les clubs visent à changer les comportements en s'attaquant à la racine, à l'éducation, par la connaissance des réalités. Ils portent la part d'euphorie nécessaire dans toute éducation. Mais ils éveillent à la conscience de la dignité de chaque homme, de chaque citoyen. Ce que je fais, je le fais en mon âme et conscience, pour les autres et pour moi-même. Chacun, à son niveau, peut participer et assumer sa part dans le développement.

• **N'est-ce pas dérisoire par rapport au potentiel d'action des gouvernements ?**

Les clubs prouvent qu'ils jouent leur rôle, modestement, à leur niveau. Ils servent de lieu de formation et d'animation, là où les gens en ont besoin. Ce qui est efficace n'est pas forcément spectaculaire. S'il y a 2 000 dollars à distribuer, je préfère répartir 50 × 40. La Fédération n'est ni une superstructure ni une opération de prestige, ni une puissance financière. C'est une cellule d'incitation à la solidarité active qui travaille localement, avec des moyens éclatés, démultipliés.

L'ESPRIT DES CLUBS

FORMATION : PREMIERS JALONS

Comment les professeurs s'en sortent-ils pour sensibiliser les élèves à ces questions du tiers monde, alors qu'ils n'ont reçu aucune formation dans ce sens ? Ce sont en général les motivations qui dictent la conduite à tenir, de façon très empirique. Et puis souvent, ce type de travail se fait en groupe, ce qui assure sans doute une progression plus rapide. Les fédérations, nationale et mondiale, offrent aussi leur aide : documentation, contacts, conseils, et il existe maintenant des conseillers régionaux.

Depuis peu, une école normale, celle de Livry-Gargan, pionnière en la matière, a commencé un enseignement orienté vers les Droits de l'Homme ; en novembre 1983, elle a créé son club Unesco avec cinquante adhérents, professeurs et élèves, pour une population de sept cents élèves. En dehors des cours ordinaires, les intéressés se retrouvent en trois groupes de travail : Droits de l'Homme, Développement et tiers monde, Formation des maîtres

francophones. Ces groupes constituent des dossiers, travail qui sera intégré l'année prochaine au cursus normal et à la formation continue. En avril, l'E.N. organise une journée tiers monde avec des forums, des films, des groupes folkloriques. Par ailleurs, deux stages départementaux ont d'ores et déjà eu lieu en Seine-Saint-Denis. L'un de quelques jours pour les formateurs (Mission académique interculturelle de Créteil), l'autre de quelques semaines pour les normaliens qui souhaiteraient faire une unité de formation spécialisée sur le tiers monde. Un jumelage est prévu pour la rentrée prochaine avec l'école normale de Thies (Dakar).

Troisième axe de travail, la formation des maîtres étrangers : une unité de formation, en coordination avec l'université de Nanterre, propose une étude comparative des formations d'instituteurs dans différents pays francophones.

Le BAIN LINGUISTIQUE®

plonge les jeunes
dans la vie de
la langue choisie...



Publicité Orbis

Multiplés formules de séjours en :
Angleterre, Allemagne, Espagne,
Irlande, Ecosse, Autriche, Italie,
Malte, Japon, USA, Mexique,
Turquie, Ceylan, Corée, Finlande.

L'Association "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" (S.I.L.C.), sans but lucratif, agréée par le Secrétariat de la Jeunesse et des Sports (n° 16.64) et le Commissariat au Tourisme (n° 70.027), offre toutes possibilités de "Bain Linguistique" de toutes durées et à toutes époques de l'année : Séjours en famille avec ou sans cours ; séjours avec pratique de sports, etc., pour scolaires, étudiants et adultes. "Mini B.L.", de 8 à 12 jours ou Séjours d'Etablissement, 3 à 6 jours sous la conduite des professeurs de l'établissement, pendant la période scolaire. En Angleterre, Allemagne, Espagne, Italie, etc...

S.I.L.C. accepte avec plaisir la collaboration de collègues comme correspondants locaux en France et professeurs-inspecteurs à l'étranger.

Pour tout connaître sur cette Association qui présente toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité, et choisir la formule de Bain Linguistique qui correspond à vos désirs, demandez - tout de suite - la documentation complète et gratuite.

S.I.L.C. (Service 258)
16022 ANGOULEME CEDEX
Tél. : (45) 95.83.56

Bureaux :

PARIS (1) 250.71.20 : Mme Beinse

(1) 583.85.11 : M. Davase

(1) 253.49.66 : M. Vauzelle

NORD (27) 86.30.21

EST (8) 396.11.74

RHONE (7) 890.61.16

ALPES (76) 42.74.76

SUD-EST (42) 27.88.42

(66) 64.56.71 - (90) 25.40.00

SUD-OUEST (59) 24.33.17

(56) 71.51.51 - (53) 65.51.51

BRETAGNE (40) 70.46.71

(43) 82.24.89

NORMANDIE (35) 88.63.70

TOULOUSE (61) 21.68.17

LANGUEDOC (68) 38.83.19

CENTRE (55) 76.31.47

faut donc trouver le moyen de concilier ces différents paramètres sans non plus tomber dans l'action charitable.

En 1980, ils réalisent un P.A.E. sur les Droits de l'Homme, « Amitié entre les peuples ». Plusieurs enseignants orientent leur cours autour des questions de racisme, droits des femmes, désarmement, quart monde. Il s'agit de faire le lien, de toutes les façons possibles, entre pauvreté et liberté, sans occulter les responsabilités des régimes politiques. Mais les groupes de travail tombent dans le travers de l'intellectualisme alors que les élèves réclament du concret. Vient alors l'idée d'entrer en contact avec un village du Sahel; l'Association des clubs Unesco suggère Goudiry. Depuis lors, des contacts s'établissent entre le village et le collège: travail de groupe sur les problèmes que rencontrent plus spécialement les habitants de cette région, échange d'objets artisanaux, de courrier.

Mais jusqu'à maintenant seuls les adultes sont allés à Goudiry. « C'est difficile d'apprécier à l'avance le choc pour les jeunes de se trouver du jour au lendemain dans des conditions de vie si difficiles, explique M. Neyron, directeur du collège. Risque de déstructuration, responsabilité médicale, etc. ». Bref, les élèves des Pyramides ne pénétreront pas demain dans le continent noir. Trop dangereux.

Quelques images de là-bas viennent cependant jusqu'à eux: la Ligue française de l'enseignement a réalisé un film vidéo (2) qu'ils dévorent des yeux. Leurs motivations s'en trouvent tout à fait vivifiées: « C'est normal qu'on accueille les

pauvres, proclame une petite fille genre « modèle »; *même si après il y a des Noirs partout!* »

Justement, c'est un élève noir, Willie, qui est ici président du club. Gravement, il expose les moyens de celui-ci face aux besoins du tiers monde: « *Le problème est de savoir par où commencer. Mais notre plus grande arme est la volonté d'aider. Au moins d'essayer. Bien sûr, ce serait mieux si beaucoup plus de monde s'y mettait avec nous. Mais déjà, avec les profs, c'est bien. On apprend les cultures.* »

Cécile Guiochon

(1) Les élèves ont réalisé un montage diapos sur leur voyage. On peut se le procurer auprès du collège Buffault (32, rue Buffault, 75009 Paris).

(2) *Que d'ici naisse un espoir...*, réalisé par Carlos Marciales (éditions OROLEIS, Ligue française de l'enseignement, 23, rue Dagorno, 75012 Paris - tél. : 307-59-30). Location : 110 F pour trois jours.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les clubs :

- Fédération nationale des clubs Unesco
127, rue Marcadet
75018 Paris
Tél. : 258-68-06

- Fédération mondiale des clubs Unesco
42, rue Raymond-Poincaré
75016 Paris
Tél. : 704-57-33

Enseignants, Éducateurs, _____

vous cherchez

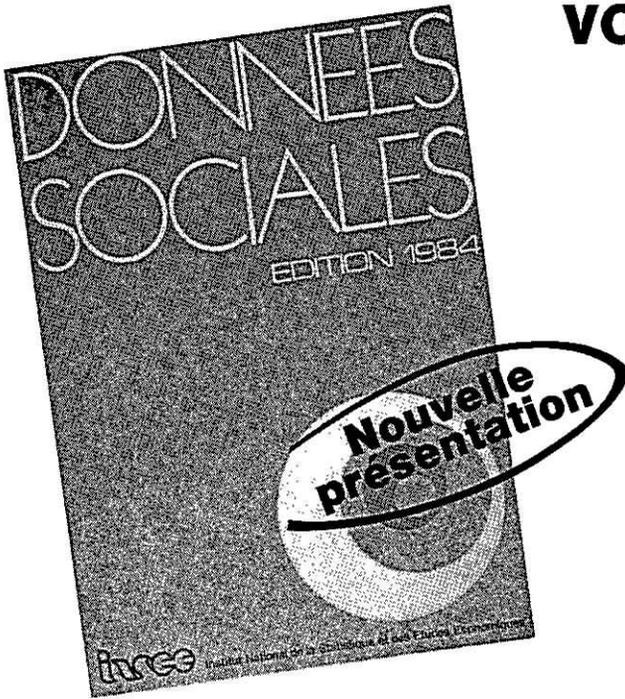
une donnée précise,
une explication, une hypothèse de travail
dans un domaine économique ou social...

vous trouverez dans

**DONNÉES
SOCIALES**

édition 1984

toute l'information
statistique disponible
sur la population, la famille,
l'enseignement, l'emploi,
la santé, la culture...



Manuel pédagogique, outil de travail,

DONNÉES SOCIALES vous apportera, par ses nombreuses
informations, les données essentielles sur la réalité sociale
en France

Volume broché - format 21 x 29,7 - 592 pages - 160 F

En vente dans les observations économiques régionaux de l'INSEE et chez les libraires spécialisés.

Bon de commande

à retourner à l'observatoire économique de Paris, Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12,
ou à l'observatoire économique de votre région.

Veuillez m'adresser exemplaire(s) de **DONNÉES-SOCIALES** - édition 1984,
volume broché, 21 x 29,7, 592 pages, 160 F

Nom ou raison sociale :

Adresse :

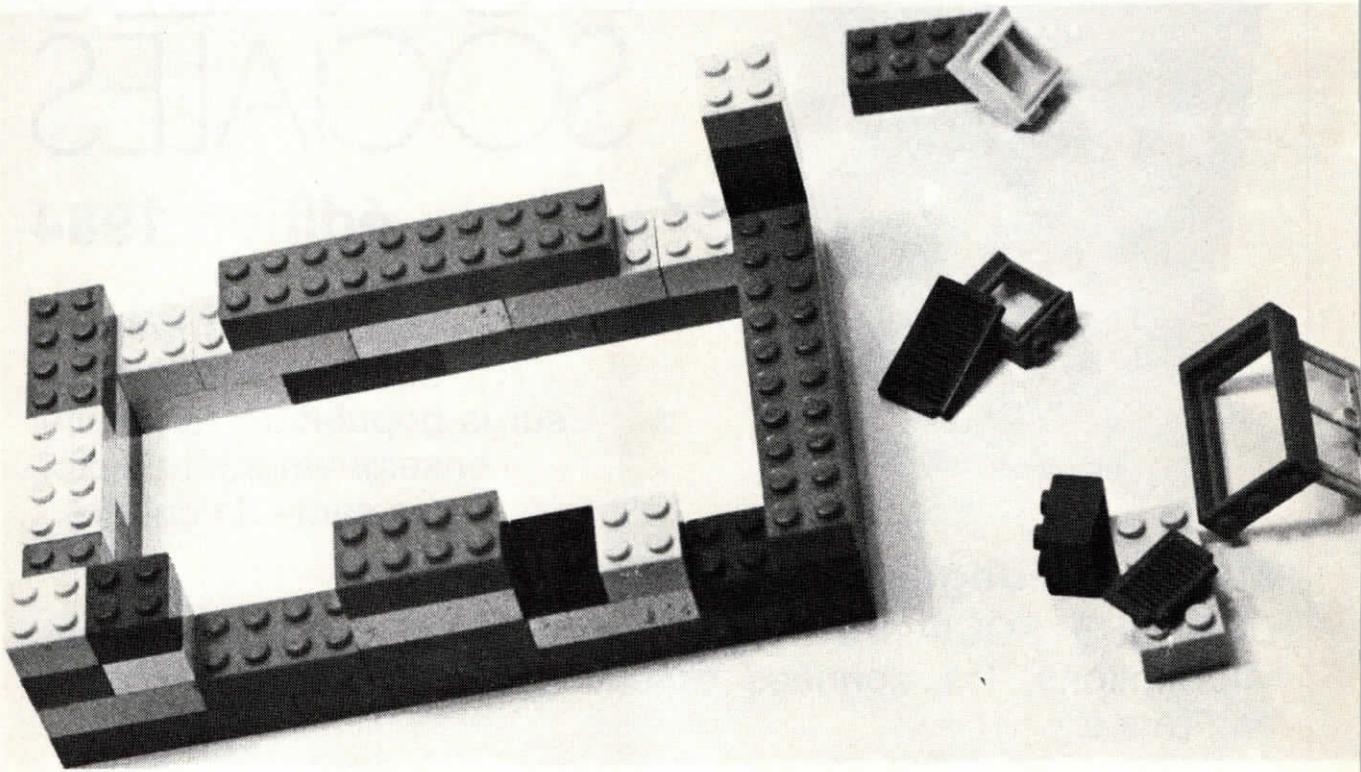
Ci-joint, en règlement, la somme de F,

mandat chèque bancaire chèque postal à l'ordre de l'INSEE



institut national de la statistique et des études économiques _____

CONSTRUIRE



UNE «AUT

A idées nouvelles, constructions et installations nouvelles.
Dans le domaine de l'éducation tout particulièrement.
On parle d'ouvrir l'école sur le monde : est-ce que cela ne signifie pas
aussi — et peut-être d'abord — l'ouvrir **physiquement** ?
L'école, ce n'est pas qu'une idée,
un ensemble de pratiques, de gestes et de mouvements quotidiens.
C'est d'abord un lieu, bien matériel,
de brique, de pierre ou de béton, comme on voudra.
De l'agencement de ce bâtiment, de sa place, de son ouverture
— ou de sa fermeture — au reste de la cité,
dépend la pédagogie qui peut s'y exercer.
Et vice versa. L'ouverture de l'école fonctionne dans les deux sens.
De la construction qu'ensemble nous lui voudrons,
dépend, pour une grande part, la société que nous nous souhaitons.
Si les murs ont une histoire,
l'avenir aussi se lit dans le dessein des pierres.

RE" ÉCOLE

LA NEGOCIATION

A chaque époque, son architecture. Qu'elle soit voulue ou subie, mûrement pensée et programmée ou issue du fouillis des aléas, il en est ainsi : l'architecture laisse sa trace à l'épreuve du temps, plus ou moins durablement, c'est selon. Autant que le langage, la littérature, les sciences, la musique, le sport, le vêtement, etc., l'architecture est de ces signes qu'une civilisation donne d'elle-même. Les lignes, le matériau et l'agencement de nos bâtiments, frappés de l'estampille de la mode, s'inscrivent dans la mouvance profonde de toute culture parce que, comme l'a écrit Heidegger : « *Habiter est le trait fondamental de la condition humaine.* »

Or, s'il est un lieu que les enfants habitent le plus, c'est bien l'école. La « maison d'école » — comme longtemps on l'a appelée — n'a pas échappé à la règle : ses diverses façades, ses architectures successives nous disent encore les conceptions pédagogiques de ceux qui y œuvraient ainsi que la place qu'ils assignaient à l'école — bâtiment et symbole — dans la vie de la cité. Comme les temps changent, on commence d'admettre que les enfants aient leur mot à dire sur l'architecture de ces lieux où, durant des années, ils passent la plus grande partie de leur temps. On ne cessera donc jamais de construire l'école.

changement de décor

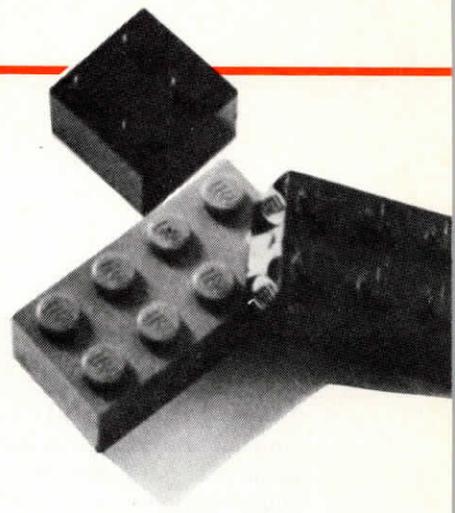
Avec les années 80, le paysage a changé. Il va changer encore plus. C'est tout le contexte dans lequel s'édifie l'école aujourd'hui qui est en train de bouger :

► Depuis qu'il est arrivé rue de Grenelle, Alain Savary a entrepris une lente et profonde refonte du système éducatif français. Est-il imaginable que de telles modifications prennent leur effet dans des locaux inchangés ? Il ne s'agit pas d'un simple souci d'esthétique ou de confort mais de prendre en compte l'indiscutable interaction entre pédagogie et architecture scolaire parce que, pourrait-on dire, le fond c'est la forme et inversement. Ce qui vaut pour la ville en général vaut pour l'école en particulier : il faut songer à « *ce qu'il y a au-dessous du texte à déchiffrer (la vie quotidienne, les relations immédiates, l'inconscient de l'urbain...)* et ce qu'il y a au-dessus (les institutions, les idéologies) », comme l'a écrit le sociologue Henri Lefebvre dans **Le droit à la ville** (Anthropos, 1973). Certaines activités d'éveil, le travail autonome au C.D.I., l'utilisation de micro-ordinateurs comme l'efficacité d'une authentique équipe éducative supposent, entre autres, que l'on reconsidère l'architecture scolaire.

► Autre mutation fondamentale, la décentralisation est en route. Et l'on sait qu'elle n'est pas, elle non plus, une simple réforme administrative. La décentralisation va modifier radicalement le visage de la France. Dans le transfert des responsabilités de l'Etat aux collectivités locales, se joue une partie essentielle pour l'avenir de notre pays. Et pour son école. Pour ses locaux mêmes. Pour ce que communes, départements et régions voudront, pourront en faire.

► L'habitat lui-même, enfin, est en pleine évolution. Après l'avatar concentrationnaire, tours ou barres pourvoyeuses de monotone uniformité à l'échelle de l'Hexagone, est venu le temps de l'urbanisme (?) pavillonnaire et individuel ; on a rêvé de villes à l'envers sans voir qu'on courait à l'émiettement des campagnes : ce n'était plus tout à fait la ville mais pas plus la campagne mythique. Alors : quoi ? De cela aussi on commence de revenir avec le goût ressuscité des interrogations préalables, notamment, comme on a pu le voir depuis une dizaine d'années, la tendance à retrouver un urbanisme à visage humain. Car, de ces errements architecturaux dont l'école, tout autant, a été la victime, du moins reste-t-il un apport positif : « *Il est aujourd'hui beaucoup question d'architecture, d'urbanisme et d'environnement. Partout, dans les quartiers, dans les villages, sur les lieux de*

ARCHITECTURALE



travail, un intérêt nouveau se déclare pour la qualité des espaces de vie, pour la qualité de l'environnement. La presse et la télévision se font l'écho de cette préoccupation grandissante. La parole est donnée aux habitants, aux élus, aux architectes, aux spécialistes de l'environnement. L'institution scolaire s'ouvre naturellement de plus en plus à cette dimension de la vie sociale, et entreprend de sensibiliser les enfants à l'espace, l'architecture et l'environnement » (Eveil à l'architecture - C.N.D.P., 1982).

réfléchir ensemble

C'est dans ce contexte, prémices du XXI^e siècle, que se pose la question de l'architecture scolaire. Bien sûr elle couvre un vaste domaine et soulève notamment des problèmes techniques, financiers ou administratifs importants mais c'est par un autre aspect qu'elle semble se singulariser aujourd'hui : la prise en compte d'une indispensable négociation collective. Ce lieu, éminemment matériel mais tout aussi symbolique, où se déroulera l'éducation de demain, ce lieu qu'on aménage, réhabilite ou construit de neuf dès aujourd'hui, ne peut plus être pensé que dans l'échange de vues de tous ceux qui, de près ou d'un peu plus loin, y sont inté-

ressés : « Gérer l'espace, c'est concevoir avec enfants, parents, enseignants, élus, personnalités compétentes, la rénovation et la construction de l'école et des autres lieux éducatifs de la cité. L'école de demain ne devrait plus être le résultat du travail solitaire d'un architecte soumis aux normes administratives, à une autorité centrale et aux avis de quelques élus », écrivent les auteurs de **Naissance d'une autre école** (La Découverte, 1984).

La politique de l'actuel ministère de l'Éducation nationale va clairement dans ce sens : « Plus qu'un paradis où les enfants pourront construire leurs "rêves" en toute liberté surveillée (aménager la classe ou repeindre le préau...), l'école doit permettre aux enfants de prendre toute leur place dans la vie de la cité — dans l'originalité et la spécificité de leur statut d'enfant, différent de celui d'adulte. A ce titre, l'école peut susciter un dialogue fécond entre les élèves et la collectivité sur le thème de l'architecture et du cadre de vie : avec les parents, la population, ses élus, les spécialistes du cadre bâti, etc. L'école peut devenir une force de proposition, en permettant aux élèves de participer, dans la mesure de leurs moyens, à la réflexion collective et à l'action pour l'amélioration du cadre de vie : concours à l'élaboration de projets architecturaux, à leur programmation, réalisation de contre-projets, participation à des actions

de défense des sites naturels et urbains, présentation d'expositions, etc. », peut-on lire dans **Eveil à l'architecture**, brochure de la direction des Ecoles.

Participer, disent-ils. Mais la première condition pour donner un avis avisé n'est-elle pas d'être, sinon formé, à tout le moins informé, sensibilisé ? Pas évident quand on sait que « l'architecture est longtemps restée étrangère aux programmes de l'école » (**Eveil à l'architecture**); on verra plus loin (« Une leçon d'architecture », p. 40) ce qu'il est d'ores et déjà possible de faire. On sait en tout cas que de nombreux P.A.E. (de type III) ont déjà été des moyens privilégiés de sensibilisation des élèves en ce domaine comme en témoigne la brochure sur **Les projets d'action éducative sur l'amélioration du cadre de vie scolaire** de juillet 1982 (Bilan-évaluation de la direction de l'Architecture du ministère de l'Urbanisme et du Logement, de la direction des Equipements et des Constructions, ainsi que de la Mission de l'action culturelle et des cultures et langues régionales du ministère de l'Éducation nationale et de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques).

Bilan plutôt optimiste, il n'élude pourtant pas les difficultés car, puisqu'il s'agit de participation, une fois encore : qui décide ? Comme s'interroge Claude Ré-

mond de la direction de l'Architecture du ministère de l'Urbanisme et du Logement : « *Quand on voit que l'aménagement du C.D.I. revient si souvent, on finit par se demander si ce ne sont pas plutôt les enseignants qui choisissent...* » D'ailleurs, dans le bilan cité on peut lire : « *Un certain nombre d'équipements et d'aménagements ne semblent pas résulter des desiderata d'élèves; par exemple cet aménagement de salles de professeurs, cette clôture d'établissement, ce parloir, cette construction de W.C. ... Que dire de tels aménagements quant à leurs vertus pédagogiques? Ils amélioreraient de façon incontestable le cadre de vie scolaire; mais bien que marginaux, ont-ils place dans les procédures P.A.E. III ?* »

Claude Rémond évoque encore le cas d'interventions d'architectes de C.A.U.E. (Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) : « *Il n'est pas question que l'enseignement puisse dire: "C'est l'heure de l'architecte, moi je corrige mes copies". D'une part l'architecte n'est pas un pédagogue, il n'a pas été formé pour ça, d'autre part la réflexion en commun est indispensable. Il peut être tentant de ne faire intervenir l'architecte que comme technicien venant régler les seuls problèmes techniques alors que les C.A.U.E. s'intéressent à ce qui se passe en amont, beaucoup plus à la réflexion dans la préparation d'un projet, qu'à sa réalisation elle-même.* »

Il est donc clair qu'il ne suffit pas de sensibiliser les seuls élèves mais qu'il faut former leurs enseignants aussi, tout comme il faut préparer élus et responsables administratifs. Le ministère de l'Education nationale, la direction de l'Architecture

du ministère de l'Urbanisme et du Logement s'y emploient déjà, notamment à travers la diffusion d'une documentation écrite et audiovisuelle et l'organisation de stages dont un très grand nombre à l'initiative d'IDEN ou de directeurs d'écoles normales. Parions sur l'avenir car Claude Rémond remarque que, sceptique il y a encore peu, « *le monde enseignant est devenu très demandeur en ce domaine* ».

encore quelques efforts

Imaginons donc ces divers partenaires de la négociation architecturale sensibilisés, formés et motivés. Des obstacles se présentent encore dont l'un n'est guère nouveau; la réalité résiste au rêve parce qu'elle oblige à « *trouver un équilibre entre, d'une part, l'exigence pédagogique qui réclame des locaux suffisants en nombre et en surface pour garantir un fonctionnement pédagogique normal et une vie scolaire de qualité et, d'autre part, le respect du coût de référence et du coût plafond imposés par la réglementation financière, en fonction du nombre des élèves et de la nature des formations dispensées* » (Guide pour l'élaboration du programme technique de construction des lycées du ministère de l'Education nationale, 1982). Moins nuancés, les auteurs de **Naissance d'une autre école** écrivent : « *Notons-le à la décharge des architectes, la somme des normes et réglementations imposées définit un programme et une conception des locaux qui ne laissent guère à l'architecte que l'initiative des finitions et aux élus le choix des coloris!* »

Cependant, selon Eric Rebeyrotte, chef de la Division des études, et Chantal Zighera, architecte à la direction des Equipements et des Constructions du ministère de l'Education nationale,

ces accusations commencent de s'adresser au passé, celui où le ministère proposait en effet des modèles et des « systèmes constructifs ». Aujourd'hui, travaillant à partir des programmes scolaires, ils s'estiment « plus souples » : « *Toute la question est, pour nous, de savoir comment traduire les décisions des pédagogues dans l'architecture.* » Ils n'édicte pas des normes mais plutôt des « recommandations » qui ont des fonctions d'aide et de garde-fous. Peu auront à cœur de discuter certaines normes dont la prescription paraît évidente (pour les cloisons sonores, par exemple), le véritable enjeu n'est pas là mais dans l'établissement à venir du Code de prescription et de procédure technique qui doit faire suite à la loi de décentralisation car « *n'importe qui ne doit pas pouvoir faire n'importe quoi* ».

une « autre » école

En définitive chacun voit son rôle changer, évoluer. Partenaires d'une négociation pour construire l'école, il reste encore à chacun beaucoup à découvrir et à apprendre. Il en va d'une haute ambition, d'« *un projet pédagogique global qui, faisant appel aux sens autant qu'à l'intelligence, à l'esprit d'analyse autant qu'à la créativité, à l'imaginaire autant qu'à l'expérience, vise à créer les conditions d'une prise de conscience face à l'espace architectural: d'une conscience architecturale* » (Eveil à l'architecture).

Dans la perspective de la décentralisation c'est bien d'une « autre » école qu'il s'agit, telle qu'en elle-même elle se change, puisque « *la commune est à la démocratie ce que l'école primaire est à la science* » (Tocqueville). On pourrait presque inverser les termes...

Jean-Pierre Vélis

LES MURS ONT

A qui sait lire, l'architecture comme le paysage racontent l'histoire.

De même s'est-on aperçu que, depuis Jules Ferry, les bâtiments d'école tissent, à leur manière, la trame d'un long récit pédagogique.

UNE HISTOIRE



de la maison transformée en école (Mérimondol)

au « palais scolaire de la République » (Orange-Pourtoles)



Il n'y a rien que les historiens de l'éducation et les pédagogues n'aient dit sur l'école de Jules Ferry. On savait déjà quel rôle social elle avait joué à la fin du siècle dernier ; quelle importance elle a eue dans le consensus national de l'époque ; le prix à payer pour la gratuité, la laïcité et l'obligation de l'éducation ; la formation et l'esprit qui animaient les « hussards noirs de la République ». Mais on savait moins que ces mêmes idées avaient investi l'architecture scolaire de l'époque, et qu'à des temps forts de l'histoire de nos écoles correspond une architecture spécifique. Une équipe d'Avignonnais — un universitaire, René Grosso, un maître d'application, Claude Builles, et une IDEN, Michèle Besson, tous trois militants de la Fédération des œuvres laïques du Vaucluse — viennent de travailler sur un **Historique des maisons d'école en Vaucluse** dont la publication a commencé... en feuilleton dans le bulletin départemental du SNI-P.E.G.C., **L'école vauclusienne**. Ces réflexions éclairent d'un jour nouveau l'histoire de ces grandes bâtisses qu'on a pris l'habitude de repérer d'un coup d'œil, dans les villes comme en milieu rural.

Avant la loi du 1^{er} juin 1878 sur la construction des maisons d'école, notent les auteurs, il n'y avait rien, ou pas grand-chose, malgré la loi Guizot votée en 1833 qui obligeait chaque commune à se doter d'une école. Quand ils existaient, les locaux étaient rares et inadaptés, en mauvais état et souvent trop étroits. C'est à partir de 1878 seulement que les communes — et surtout les plus pauvres d'entre elles — peuvent recevoir



Saint-Martin de la Brasque



Cabrières d'Aigues

avant-hier, hier

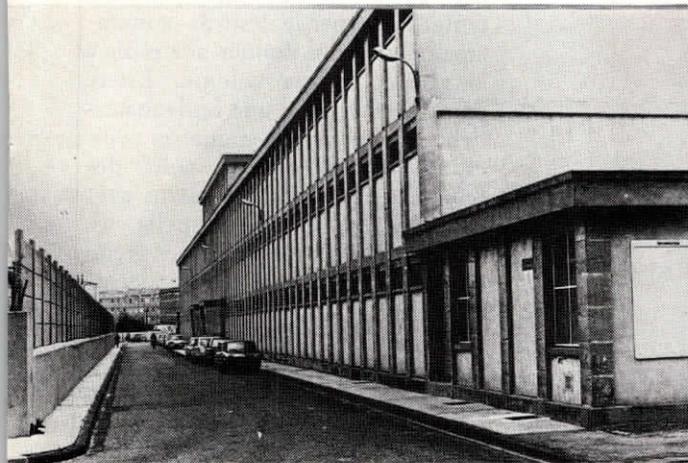
des subventions et des prêts pour « leur » école. L'architecture scolaire est balbutiante. Après Jean Vial (1), René Grosso et ses collaborateurs soulignent qu'elle a fait ses premiers pas en 1858, quand le ministre Rouland « exige des plans pour toute construction de maison d'école et confie à l'inspecteur primaire le soin de vérifier les travaux ». Un peu plus tard des plans modèles sont publiés, avant que le règlement de 1880 définisse les annexes et les normes de la construction. Les Vauclusiens remarquent aussi qu'il n'y a guère de place pour le « cachet local » ou l'architecture régionale... Il est vrai que c'est aussi l'époque où l'école s'apprête à évincer soigneusement les langues régionales de son institution.

En fait, écrivent les auteurs de l'historique, « l'espace scolaire se trouve codifié par le législateur, tout comme le temps scolaire ou les contenus scolaires. Dans l'élabora-

tion d'une démocratie qu'elle veut égalitaire, la III^e République veille jalousement à la stricte égalité de tous les futurs citoyens dans l'instruction ». Egalité pour tous dans un bâtiment « hermétiquement clos, prolongé par une cour aux murs hauts ou bardés de grilles métalliques. L'ensemble constitue un espace soigneusement défini » (2). Pour Yves Rinaudo (3), ce lieu symbolise aussi la volonté de valoriser, « souvent aux dépens de l'église, un quartier nouveau et ainsi inscrit l'école dans une perspective résolument moderne ». C'est une leçon de modernisme administrée au monde rural. On veut désormais « un bâtiment tout aussi exemplaire que devra l'être maintenant le maître d'école ». Pour mieux le prouver, l'école s'associe spatialement à la mairie « comme l'image d'une nouvelle alliance entre le savoir et le pouvoir » qui succède à celle « de la foi et du savoir ».

A la modernité correspond

l'ordre : l'école est un bâtiment symétrique (école des filles/école des garçons) rehaussé d'un corps central, en général majestueux. Après Yves Rinaudo (4), les auteurs de l'historique esquissent une comparaison : « Cette composition ternaire, un volume élevé entre deux volumes bas, invite à un rapprochement avec les idées maçonniques qui, alors, inspirent largement l'idéal laïque. » Ces bâtisses imposantes ont parfois mérité leur surnom mi-amical, mi-railleur de « palais scolaires de la République ». Pourtant les instructions généreuses n'ont pas toutes été suivies à la lettre. Hier comme aujourd'hui, les structures prévues pour l'enseignement artistique et les activités manuelles ont fait les frais des économies. Il faut encore une loi — le 10 juillet 1903 — pour que les préfets aient pouvoir d'ordonner aux communes « l'installation du service scolaire ». Les écoles du début du siècle — déjà un peu moins fas-



Avignon, Croix-Rouge



Avignon, ZUP de Massillargues

et aujourd'hui...

tueuses, plus dépouillées, sous l'influence des Arts déco — forment la deuxième génération d'écoles laïques. On y adjoindra souvent, note René Grosso, le monument aux morts de la guerre 1914-1917 : « Aussi le monument aux morts érigé dans chaque commune — dernière manifestation d'unanimité et d'uniformité nationales après l'école et la mairie — prend-il souvent sa place devant la maison d'école. »

Pour voir naître la troisième génération — qui ne fut pas, loin s'en faut, la plus prestigieuse —, il faudra attendre les années cinquante. Les vieux bâtiments sont déjà cinquantenaires et le « boom » démographique rend urgente la recherche de solutions nouvelles. On connaît la suite : c'est l'époque des préfabriqués ou des écoles en béton construites à l'économie. Dans le secondaire aussi, on construit en chaîne avec le mot d'ordre : « Un C.E.S. par jour ». Bref, « à l'uniformité des bâtiments scolaires

s'ajoute leur banalisation ». Ils ressemblent désormais comme deux gouttes d'eau aux H.L.M. du même quartier. Ainsi « la maison d'école a vécu ». Et avec elle, probablement, une certaine idée et idéologie de l'enseignement.

Soyons juste : depuis quelques années, l'architecture scolaire, probablement fortement secouée par des coups de semonce comme l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron, fait peau neuve. Les refuges privilégiés de la recherche et de l'innovation sont les écoles maternelles, qu'il faut construire en plus grand nombre. Les architectes, aidés parfois par les élus, les enseignants et les parents, adaptent les locaux aux exigences de la pédagogie et aux besoins du jeune enfant. Une nouvelle génération d'écoles — la dernière pour l'heure — est née.

Mais restons encore quelques instants dans le Vaucluse. En 1979-1980, sur l'ensemble du parc des

écoles maternelles et primaires ouvertes, 40 % des bâtiments étaient antérieurs à 1940 (47 % même si on ne considère que les écoles élémentaires). Promenez-vous donc le nez en l'air, surtout en milieu rural. A la vue de son école, vous pourrez lire un peu de l'histoire d'un village.

Nicole Gauthier

(1) Jean Vial, **Les instituteurs, douze siècles d'Histoire** (J.-P. Delarge, Paris, 1980).

(2) Guy Vincent, **L'école primaire française, étude sociologique** (PUL, Lyon, 1980).

(3) Yves Rinaudo, « Une sensibilité politique de gauche : le Var rural au début du XX^e siècle » in **Provence historique** (1982).

(4) Yves Rinaudo et al., **La maison d'école et la maison-école : les voix silencieuses du savoir** (Actes des journées d'étude de Bendor, 1981).

N.B. Organisée par la FOL, une exposition en quinze panneaux illustre photographiquement les différentes étapes de l'histoire des bâtiments scolaires dont le texte a été publié dans **L'école vauclusienne**.

AU RAS DES

Jean Piaget rêvait d'une « poétique de l'espace »...
La construction de la future école maternelle Jean-Piaget à Houilles (Yvelines) soulève moins d'élan poétique.

PAQUERETTES

Pour construire une école maternelle, vous faites venir un architecte, plus ou moins spécialisé dans les constructions scolaires. Il consultera alors la « Bible » du métier, les **Instructions relatives à la construction des écoles maternelles** (C.N.D.P. éditeur, textes officiels de 1972) et il vous exhibera un projet dont toutes les surfaces, calculées au cm² près, formeront ce familier assemblage de classes, salles de jeu, sanitaires et cours de récréation. Et rares sont ceux qui lui donneront des conseils ou le guideront dans ses réflexions, même s'il le demande.

A moins qu'il n'insiste. Car muni d'un même précieux et indispensable document, il peut retourner la question à ses commanditaires : « Une école maternelle ? Bien ! Qu'est-ce que vous voulez comme école maternelle ? » Et la valse des discussions-négociations-tractations commence. Bien avant la pose de la première pierre.

Ce schéma est un peu caricatural, mais si peu ! De plus en plus cependant les architectes tentent d'intéresser leurs interlocuteurs, qui parfois répondent à l'appel. C'est ce qui s'est passé à Houilles (Yvelines), quand il fut question de construire la maternelle Jean-Piaget (six classes), en plein centre ville.

Houilles est à treize minutes de la gare Saint-Lazare. Ville de banlieue que rien ne distingue, ni son « vieux quartier » en démolition, ni sa zone pavillonnaire, ni ses nouveaux immeubles du centre, elle affronte comme tant d'autres villes des problèmes d'urbanisme et de densification de l'habitat. Il lui fallait donc une nouvelle école maternelle.

Tout commence pendant l'été 1982. A l'époque, il n'est question que d'une école maternelle et d'un restaurant scolaire pour l'école primaire toute proche. Philippe Mathat, l'architecte chargé du projet, est un adepte de la concertation. Pendant six mois, il va poser

des questions aux élus, discuter, tenter de cerner le désir de la municipalité pour lui donner une école à la mesure de sa volonté. Est-ce parce qu'il s'agit d'une école maternelle ? Toujours est-il que ses principaux interlocuteurs sont des femmes, et c'est en discutant avec celles que Philippe appelle les « dames élues » que le projet prend corps. Il est entre temps décidé d'insérer un CLAE (Centre de loisirs associé à l'école) à la maternelle. Elus et architecte visitent ensemble tous les établissements de la ville de Houilles, les « bien » et les « moins bien », interrogent enseignants et personnels de service, enquêtent, comparent, commentent. Puis ils font le tour des restaurants scolaires des villes voisines (Sartrouville, Saint-Cyr-l'École) pour choisir le mieux adapté à leurs besoins et à leurs options pédagogiques : self-service, service à table ? Ce sera un self-service.

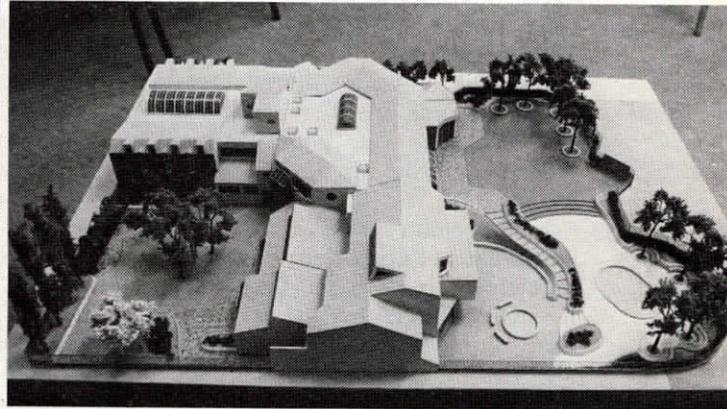
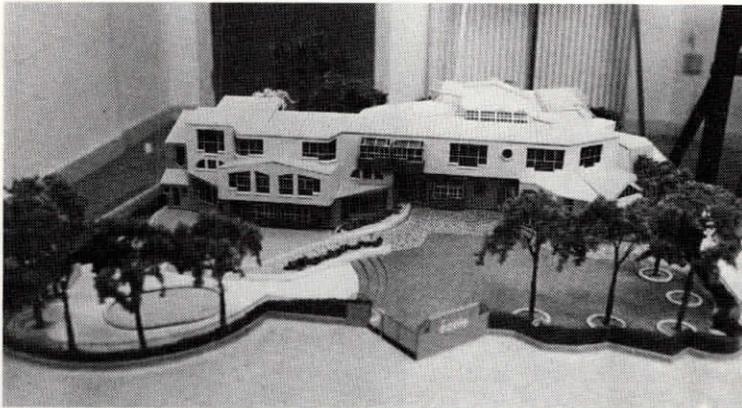
La concertation continue. Avec les directrices d'école maternelle et les représentants des associations de parents, cette fois. Les directrices font des remarques que Philippe Mathat juge « pertinentes » ; elles acceptent des « accommodements », par exemple sur la construction de salles de repos à mi-étage, où les « petits » peuvent grimper tout seuls et que peuvent utiliser aussi les enfants du CLAE (présents le matin et le soir avant l'ouverture et après la fermeture, le mercredi et pendant les vacances scolaires) ; elles se rendent à l'évidence quand l'architecte explique qu'une école maternelle en milieu urbain doit être construite avec plusieurs niveaux ; elles demandent que chaque classe ait son sanitaire attenant ; elles discutent enfin de la

nature des sols, des points d'eau, de la structure d'ensemble de l'école, de l'aménagement de la cour de récréation. Les femmes de service, précieux pivots de toute école maternelle, sont aussi consultées. Praticiennes et concrètes, elles passent au crible les plus menus détails. Par une volonté commune, tout est étudié pour que le CLAE soit in-

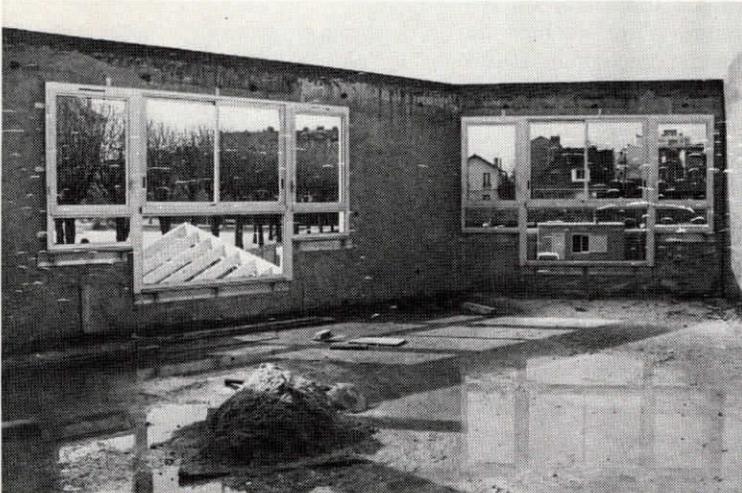
séré dans l'école sans nuire à l'indépendance de celle-ci. On fait des compromis quand il y a désaccord (une très grande salle de jeux ou deux de taille moyenne ? Il y en aura deux, une grande — 130 m² — au rez-de-chaussée, et une plus petite — 90 m² — au premier étage). Au cours d'une exposition, on montre aussi les plans et les dessins

aux parents, qui peuvent questionner l'architecte.

Enfin, l'homme de l'art met sa patte. Tant qu'il est possible de le faire avec des normes officielles somme toute rigides, où le moindre détail est prévu. « Partout on en appelle à l'autonomie de l'enfant, note Philippe Mathat, mais tout est fait pour qu'il n'en soit rien. » Li-



de la maquette
au chantier



berté surveillée donc pour l'architecte qui propose malgré tout les aménagements qui feront la personnalité future de l'école : installation d'un coin « jeux d'eau » dans les « salles d'activités » (plus communément appelées « classes », tout simplement), classes de « petits » à deux niveaux, pour des rythmes et des activités différents, aménagement possible et ultérieur de mezzanines, utilisation de la lumière du jour, organisation de la cour d'école, etc. Sous le regard critique et parfois sévère de l'administration qui veille... Il ne reste qu'à chiffrer le projet : 11 millions de nouveaux francs pour le tout, « livrable » à la fin de l'été prochain...

En septembre 1984, cent quatre-vingts enfants prendront le chemin de cette école nouvelle. Qu'on ne s'y trompe pas. Ainsi que le reconnaît volontiers l'architecte, celle-ci n'a rien d'exceptionnel : « *C'est une école maternelle* » et c'est vrai. Seulement la concertation y a été plus poussée qu'ailleurs. Philippe Mathat le reconnaît aussi : plus en tous cas qu'au cours de ses expériences précédentes, là où on laisse l'architecte avancer à découvert, quitte à le critiquer durement par la suite. L'école maternelle Jean-Piaget n'est peut-être pas mieux que les autres — au moins que certaines autres —, mais elle est le fruit d'une volonté commune.

Il reste que les vrais usagers de l'école, du restaurant, du CLAE (parents, enfants et enseignants) sont encore ailleurs. On ne sait comment ils s'approprièrent ces locaux tout neufs. Mais eux, au moins, ils sauront à qui poser des questions.

Nicole Gauthier

Des bâtiments vétustes mais majestueux, datant des XVII^e et XIX^e siècles, dans un parc de sept hectares, accueillant plus de deux mille élèves de premier et second cycles, des classes préparatoires à H.E.C., une section sport-études et un internat de cent soixante pensionnaires : ainsi se présente le lycée Michelet à Vanves, dont la rénovation est prévue dans les années à venir.

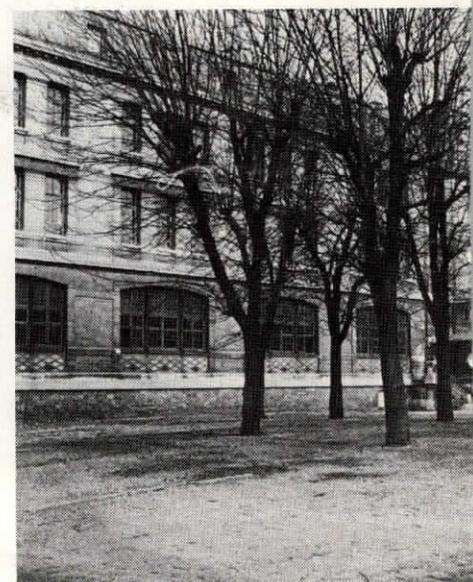
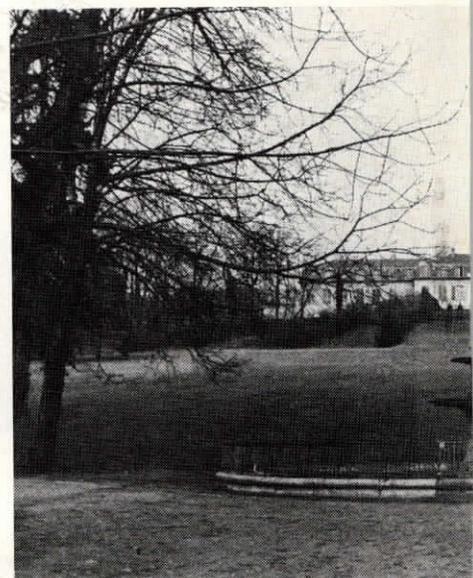
A l'initiative de la responsable des constructions publiques à la direction départementale de l'Équipement, a eu lieu une vaste opération de concertation, menée de septembre 1982 à janvier 1983, grâce à la collaboration du C.A.U.E. (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) des Hauts-de-Seine, et de Quaternaire Education (1), bureau d'études spécialisé dans la programmation d'équipements, en concertation avec les instances officielles et les représentants des futurs usagers. La consultation s'est déroulée selon un triple processus : permanences bi-hebdomadaires à l'intérieur du lycée, avec tenue d'un « cahier de bord » où chacun consignait ses desiderata, interviews, et groupes de travail sur les trois thèmes suivants : « Vie pédagogique, vie sociale et culturelle, et internat ».

« Rénover, c'est réparer les toits, repeindre les salles, effectuer un ensemble de travaux destinés à rendre les conditions de travail et de vie dans le lycée plus confortables et plus agréables. Mais cela peut être aussi modifier la forme de certains locaux, en créer de nouveaux pour de nouvelles activités, agrandir certaines salles, ou les diviser, améliorer les conditions de vie des in-

"CHEC

Il n'y a pas que les
Il faut compter aussi a
Le lycée Michelet de
a bien besoin d'u

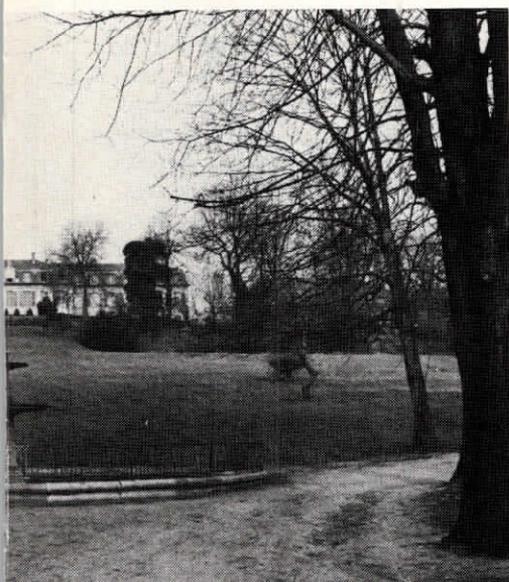
POUR U



UP

constructions neuves.
avec les anciennes bâtisses.
Vanves (Hauts-de-Seine)
un coup de jouvence.

UN LYCEE



ternes. Vous avez sûrement des idées. Nous sommes là pour les recueillir. Venez nous voir. » Ces affiches invitaient chacun à s'exprimer. Dans le « journal de bord » les usagers dénoncent pêle-mêle les « couloirs courants d'air », le manque de lieux d'affichage, l'acoustique des salles et du réfectoire, le fait que les travaux manuels soient « le parent pauvre, le quart monde du lycée », la malpropreté des sanitaires. Les toilettes occupent une place de choix dans les réclamations : en nombre insuffisant pour les filles, elles auraient grand besoin d'être modernisées. Parmi les souhaits, le réaménagement de la cantine en « self-service » où les enfants pourraient disposer « d'un temps suffisant pour apprendre à manger et non à engouffrer » (un parent), « des préaux suffisamment grands et insonorisés pour abriter les élèves en cas de pluie (soit 168 jours par an) », des entrées différentes pour les véhicules et les piétons (risques d'accidents), un accès supplémentaire boulevard du Lycée (plus proche du métro et du domicile d'un certain nombre d'élèves), un C.D.I. « digne du lycée », un vrai bureau pour l'assistante sociale.

Mais il s'agissait moins de recueillir des doléances que de susciter des propositions constructives. D'où un travail en « ateliers » sur trois thèmes importants qui se sont peu à peu dégagés.

douches froides

Tout d'abord, les conditions de vie des internes. Elles apparaissent déplorablement : dortoirs (ou chambres

individuelles pour les plus grands) mal insonorisés, douches en nombre insuffisant (une pour seize élèves), éloignées des dortoirs et en très mauvais état (eau froide, carreaux cassés, tuyauterie défectueuse), chauffage bruyant qui, lorsqu'il se met en marche à 5 heures du matin, réveille tout le monde en sursaut, impossibilité pour les internes de retourner à leur chambre durant la journée, absence d'activités culturelles après 17 heures. Les élèves souhaitent voir généraliser, pour toutes les tranches d'âge, le système des chambres individuelles. Ils aimeraient aussi des sanitaires confortables, proches des chambres. La majorité préférerait un internat localisé dans un bâtiment autonome nettement distant des lieux d'enseignement, où ils se sentiraient « chez eux » et pourraient se rendre assez librement dans la journée. Ils réclament également la possibilité d'utiliser le soir certains équipements du lycée (piscine, salle de musique, C.D.I.) et la création d'une buanderie (machines à laver, séchoirs) et de salles de télévision. Certains ont concrétisé leurs projets sous forme de représentation graphique d'une chambre ou de suggestions d'aménagement : que toutes les chambres n'aient pas une forme simple (carré, rectangle) mais plus complexe, avec utilisation de la grande hauteur des plafonds pour créer des espaces à volumes variés et encastrent des placards.

Ensuite, la vie pédagogique. Si la configuration des locaux peut avoir des incidences sur la pédagogie, l'inverse est également vrai : il est possible d'aménager des espaces mieux adaptés à la pédagogie que l'on envisage de pratiquer (travail en équipe, utilisation de l'audiovi-

suel). Un consensus s'est dégagé en faveur du maintien de la liaison entre le collège et le lycée (la structure pédagogique actuelle ménage trois niveaux : de la sixième à la quatrième, troisième-seconde, première-terminale). Les participants ont souhaité privilégier l'accueil des élèves de sixième. D'où l'idée d'un lieu fixe pour ces classes, et de « quartiers spécialisés » par matières ou par groupes d'âge. Des voix se sont élevées en faveur des trois grands délaissés du lycée : culture technique (il n'existe qu'un seul atelier de techniques industrielles, lequel n'est pas utilisé, faute d'enseignants), informatique (en G seulement pour le moment) et audiovisuel. Elles ont réclamé : « la fin de la coupure entre enseignements classique et technique qui ne répond ni à la réalité du monde, ni aux aspirations des élèves » et la création d'options (informatique, E.M.T., dactylo), une salle pour les ordinateurs et des prises d'antenne et de courant dans les classes pour le branchement de téléviseurs, magnétoscopes, rétroprojecteurs. La convergence des besoins chez des professeurs de disciplines différentes (histoire-géographie, langues vivantes) a conduit à renoncer à des classes trop spécialisées. En revanche, nombre d'enseignants ont souhaité disposer de grandes salles d'une capacité d'accueil de soixante personnes pour travailler en équipe.

Enfin, la vie sociale et culturelle. Le groupe est parti d'un constat : « Le manque total de lieux permettant d'autres activités que le cours collectif dans sa forme la plus classique. L'ancienne salle des fêtes est fermée, car elle est très abîmée ; la chapelle, utilisée pour certaines ma-

nifestations exceptionnelles, offre, dans son état actuel, de mauvaises conditions du point de vue thermique, acoustique et de sécurité. L'existence du ciné-club — très apprécié — est subordonnée à la disponibilité de l'agent chargé de son fonctionnement matériel. Quant au foyer socio-éducatif animé et géré par des élèves, il existe en tant qu'institution et réussit à avoir quelques activités (journal, clubs, spectacles) mais il lui manque, pour accroître son rayonnement, de disposer d'un lieu qui lui soit affecté. » Triste bilan. Tout est à faire. Après maintes discussions, les partenaires se sont mis d'accord sur un « pôle d'accueil » pour tous — en l'occurrence une cafétéria — autour duquel s'articuleraient différents espaces : C.D.I., salle de spectacle, audiovisiothèque, salles de travail. Le C.D.I. comprendrait à la fois un espace regroupant tous les supports d'information (livres, photos, diapos, bandes magnétiques) et un vaste lieu de travail qui pourrait comporter plusieurs niveaux (mezzanines), jouxtant un centre de reprographie.

intérêts et privilèges

Restait à déterminer — en fonction de l'architecture du lycée — l'emplacement possible des différents lieux. C'était là une des phases délicates de la concertation, car on se heurtait aux intérêts particuliers, aux privilèges acquis. Par exemple, le seul gymnase situé à l'intérieur du lycée (les installations sportives sont dans le parc) pourrait devenir cafétéria... Mais les professeurs d'E.P.S. désirent



conserver un local à l'intérieur de l'établissement. « Il a fallu tenir compte de toutes les expressions, sans pour autant se laisser envahir par les groupes de pression : parents d'élèves ou « lobbies » enseignants », remarque Armelle Barton, responsable de la « cellule de programmation » à Quatenaire Education.

Le parc aura été un enjeu de discussions : alors que tout le monde semble souhaiter une ouverture du lycée qui en ferait un « pôle culturel » (organisation de spectacles accessibles aux habitants du quartier, activités de formation continue), l'hypothèse de l'ouverture du parc a rencontré beaucoup de réticences. Ainsi, les professeurs d'E.P.S. considèrent le parc « avant tout comme un complexe sportif, un lieu d'activités pédagogiques » ; d'autres insistent sur leur désir de « conserver un micro-monde ».

Il aura fallu clarifier des situations, expliciter des contradictions, comme celles des internes qui souhaitaient à la fois avoir un lieu à eux séparé du reste du lycée, et ne pas être coupés des externes... Solution retenue : une entité « internat » comprenant des espaces où les pensionnaires pourraient inviter leurs camarades.

Au fur et à mesure de la consultation, les personnels du C.A.U.E. et de Quatenaire Education ont découvert « la juxtaposition de petits mondes différents » et approché la complexité de la vie d'un lycée où existent de multiples contraintes



qui, paradoxalement, ne peuvent pas toutes fonctionner. Les élèves n'ont en effet pas le droit d'utiliser le parc durant les récréations, ni de sortir pour se ravitailler ou boire un pot. Or il n'y a ni lieu de réunion, ni distributeur de boissons... « Il faut cependant éviter de tomber dans le piège qui consiste à penser que l'on peut susciter des rencontres par un lieu affecté à cette fonction. Les rencontres existent actuellement à l'intérieur du lycée, dans les "interstices" du bâtiment : renforcements, espaces inutilisés, précise Armelle Baraton. Il existe des réseaux de communication parallèles. La concertation a seulement permis un décloisonnement. »

Le programme final, mis au point sous forme d'un programme mettant en évidence les relations fonctionnelles et la structure proposée pour le lycée, a donc retenu les orientations suivantes : un

pôle d'accueil et de vie sociale relativement central (la cafétéria), un C.D.I., des salles de classe de tailles diversifiées dont certaines se prêtent aux regroupements, un emplacement pour la culture technique (ateliers), des salles audiovisuelles, un lieu pour la musique et le théâtre, ayant vocation de salle de spectacles, et un bâtiment pour les internes comprenant des étages de chambres, de petites salles de travail et des espaces de détente. Le C.A.U.E. et Quatenaire Education espéraient — une fois l'architecte choisi — que la concertation pourrait reprendre sous forme d'ateliers, pour adapter l'esquisse aux besoins.

Malheureusement, tout ce beau programme est bien compromis, en raison de la décentralisation. Désormais, le maître d'ouvrage ne sera plus l'Etat, mais le département pour le collège, et la région pour le

Les Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.A.U.E.) ont été créés par la loi sur l'architecture de janvier 1977 (un par département). Ils ont pour mission d'informer, sensibiliser et conseiller la population, les élus, les administrations et les professionnels. Ils sont présidés par un élu et leur conseil d'administration comprend des élus désignés par le conseil général, des représentants des administrations, des professionnels, des associations locales. Leur structure est celle d'une association loi de 1901 et ils sont financés par la taxe départementale pour le C.A.U.E., versée simultanément à la taxe locale d'équipement pour toute construction. Leurs interventions sont gratuites. Ils remplissent de fréquentes missions en milieu scolaire, participant notamment à des animations sur le terrain pour aider les enfants à mieux maîtriser les rapports avec l'espace environnant, acquérir des outils de lecture de l'architecture et de l'urbanisme ou réaliser des projets destinés à améliorer leur cadre de vie (P.A.E. type III). Les C.A.U.E. peuvent aussi contribuer à la formation des enseignants et produire des documents pédagogiques.

lycée. C'est en 1985 que sera dévolue la dotation globale de décentralisation. Département et région attendent donc, avant de prendre position, de savoir à combien elle s'élèvera. Ils demanderont sans doute — compte tenu de l'ampleur des travaux — une augmentation de celle-ci. Bref, selon Jean-Sébastien Soulé, directeur du C.A.U.E., il faut s'attendre à « un long et périlleux débat » entre le Conseil général et départemental et les autorités de tutelle.

A prévoir aussi une avalanche de problèmes supplémentaires : peut-être les usagers seront-ils plus exigeants vis-à-vis des instances locales que du ministère de l'Education nationale. Peut-être aussi département et région seront-ils plus « économes » lorsqu'ils supporteront les frais de fonctionnement et de chauffage (10 000 F par jour en 1982-1983, or une seule chaudière alimente à la fois le lycée et les trente logements de fonction). D'autre part, certains élus, qui sont à la fois conseillers généraux et régionaux, auront sans doute plus de poids que d'autres. Enfin, reste à savoir si la rénovation du lycée Michelet figurera en tête des préoccupations des élus locaux. Si la région décidait de ne réhabiliter qu'une partie des locaux, elle pourrait le faire.

Certains pensent que, dans le département le plus riche de France (Hauts-de-Seine), le lycée Michelet, bâtiment intéressant du point de vue architectural (un pavillon Mansart classé) et établissement de prestige, constituera une priorité. Mais sait-on jamais ?

Michaëla Bobasch

(1) Quatenaire Education, 34 rue de Liège, 75008 Paris.

A CORBENY

La concertation avant la construction, c'est bien.
Mais que se passe-t-il **après**, quand les locaux tout neufs sont livrés à leurs usagers ?
C'est ce que nous sommes allés voir au collège de Corbeny (Aisne).

TOUT LE MONDE IL EST GENTIL !

Il était une fois en Picardie un petit village nommé Corbeny. Là, chaque jour, venaient au collège, parfois de très loin, les enfants de deux vallées. Mais ce collège n'avait pas vraiment l'air d'un collège; il était très laid, en préfabriqué; pour passer d'un cours à l'autre, il fallait aller dehors; en hiver, c'était très dur. Enfants et professeurs n'aimaient pas y venir. Puis un jour...

Le syndicat intercommunal décida de construire à Corbeny un nouveau collège pour les trois cents enfants des quinze communes avoisinantes. Souvent, dans une telle situation, tout se décide « au-dessus » des intéressés, à qui on livre un beau jour le collège, clés en main. Mais à Corbeny, tout s'est passé autrement.

D'abord, le principal, l'inspecteur d'académie, des professeurs, des parents d'élèves ont manifesté

leur curiosité. Ils ont loué un car et sont partis à la découverte de la France par ses collèges. Très vite, ils ont repéré le modèle-type qu'ils voulaient éviter à tout prix: « le bloc tout gris ». Mais ils ont aussi trouvé des collèges bien pensés, agréables. Ils ont rencontré deux architectes à leur goût et ont conclu un marché avec eux: les architectes allaient faire les plans du futur collège de Corbeny en s'inspirant de ce que l'équipe avait retenu d'intéressant dans tel établissement visité et ils y intégreraient quelques idées-maison: d'une part, harmoniser l'architecture du nouveau bâtiment avec les toits bas des habitations voisines; d'autre part, créer un grand hall. Tout le monde avait tellement souffert du manque de place qu'il fallait avoir la possibilité d'être tous ensemble, dans un endroit agréable, même par mauvais temps.

Chose nouvelle et intéressante, le ministère de l'Education nationale a accepté que Corbeny conserve ses architectes choisis sur le tas. D'habitude, c'est lui qui désigne l'équipe qui réalisera les plans et les travaux. Forte de cet avantage, l'équipe a affiché les plans dans la salle des professeurs et ouvert un « cahier de remarques »; chacun était invité à y exprimer ses vœux et suggestions. « *Nous étions peu expérimentés pour être vraiment critiques*, commente M. Lemaire, principal du collège. *La lecture d'un plan d'architecte n'est pas simple pour les novices que nous étions. Maintenant, ce ne serait plus pareil.* » Pourtant, les quelques idées suggérées ont été prises en compte. « *Les couloirs très sinueux nous semblaient poser des problèmes de surveillance; ils ont été alignés. De même, quelques portes ont changé de place sur les plans.* »

Puis, chaque semaine, une « réunion de chantier » regroupait tous les intéressés autour des architectes pour faire le point.

Y a-t-il eu des réflexions d'ordre pédagogique sur la conception des lieux ? Non, pas vraiment. A Corbeny, on ne cherche pas midi à 14 heures. Une classe est une classe. « *Nous tenions surtout à ce que les classes aient un ensoleillement maximum* », raconte M. Le maire devant lesdites classes effectivement baignées de soleil. Tant pis pour l'administration qui, elle, se retrouve à l'ombre ! Les ateliers ont été mis à l'écart des salles d'enseignement général pour des raisons évidentes de calme. Partout, des rampes d'accès pour d'éventuels handicapés ont été aménagées. Mais la grosse innovation locale reste le hall. Comme tous les enfants viennent en car, la place du garage à vélos a été récupérée, et comme le président du syndicat intercommunal est « *très gentil et ouvert* », une petite rallonge financière est venue à l'aide pour cette entrée, plus grande que ce que prévoient les normes. Le 1% pour l'art a aussi été mobilisé pour ce hall. Résultat : un grand atrium avec des gradins sinusoidaux en mosaïque où les enfants peuvent s'asseoir et bavarder, où l'on peut faire des spectacles, assez grand pour accueillir aussi des gens de l'extérieur, le tout largement éclairé de lumière naturelle par de larges ouvertures dans le toit, genre serre. Puis, finalement, comme le chantier a duré deux mois de plus que prévu, les indemnités de retard sont venues compenser ces petites folies !

Le seul regret est que ce collège, comme tous les autres, a été conçu sans salle de sport. Budget différent, temps différents. Il serait pourtant moins onéreux de faire tous les travaux en même temps. Mais lourdeur administrative oblige. Bien sûr, personne ne souhaite que les enfants continuent à faire de la gymnastique dans les anciens préfabriqués. Donc, les com-

munes ont décidé de faire une très belle « halle des sports », juste à côté du nouveau collège. Mais là, tout le monde n'est pas d'accord. Bien que la commune de Corbeny puisse être considérée comme la première bénéficiaire de cet aménagement, c'est la seule qui ait voté non au projet. « *Surcharge de frais* » dit-elle. « *Pourtant, ils ne se sont pas plaints d'avoir des routes d'accès neuves et une station d'épuration, prises en charge par le Conseil général* », s'étonne M. de Benoist, le président « *très gentil et ouvert* » du syndicat intercommunal. En tout état de cause, la halle des sports est en construction et sera opérationnelle à la rentrée prochaine. D'ici là, les parents attendent patiemment et ne se plaignent pas de la situation intermédiaire, « *tellement ils sont contents d'avoir enfin un collège digne de ce nom* », même si certains commentent, un

peu cyniques, le coût de la halle, disproportionné avec le désir des habitants de faire du sport. « *C'est vrai que nous avons été un peu volontaristes*, avoue M. de Benoist. *Mais nous espérons stimuler le désir actuellement trop modéré de faire du sport. On pense déjà qu'il y aura un club de tennis et de combat.* » Trente-sept communes sont impliquées. Reste à savoir si les villageois feront vraiment les kilomètres nécessaires pour bénéficier de ce service, alors qu'ils aiment tant faire du foot dans le champ voisin...

Les professeurs, de leur côté, ne trouvent guère de reproches à faire au collège. En cherchant bien, une enseignante déclare qu'une salle supplémentaire aurait été utile, pour l'étude surtout. Actuellement, la salle d'étude est celle qui sert, à d'autres heures, de réfectoire. C'est la « *salle polyvalente* », telle qu'elle





est prévue dans les normes ministérielles. Alors, que dire ? Dans l'ensemble, c'est la satisfaction générale. Une autre enseignante affirme qu'elle ne serait pas restée au collège si la nouvelle construction n'avait pas été prévue. « *Les enfants sont beaucoup plus calmes, ils ne sont plus mouillés aux inter-cours. Le C.D.I. a été créé.* » Modeste pour l'instant, ce C.D.I. est un lieu privilégié dans l'attention de l'équipe. Un P.A.E. prévoit l'aménagement d'un coin lecture dehors, devant la bibliothèque, elle-même très ouverte sur le coin jardin. « *L'incitation à la lecture est une de nos priorités*, explique M. Lemaire. *En zone rurale, les enfants ne sont pas attirés spontanément vers cette activité. Il faut la leur faire découvrir comme quelque chose d'agréable.* »

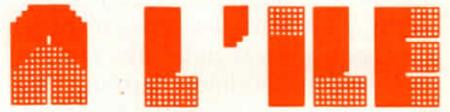
Dans le même esprit — ne pas creuser davantage le retard des enfants de la campagne sur ceux de la ville —, un club informatique va être mis sur pied. Déjà le ministère avait proposé de fournir un ordinateur avec le collège, mais à l'époque, aucun enseignant ne se sentait prêt à se former. Alors l'ordinateur n'avait pas été livré. Maintenant, les choses ont un peu changé. Même si les élèves ne sont toujours pas demandeurs, trois professeurs ont fait des stages et la fédération de parents d'élèves — unique et autonome — a acheté, avec le concours du syndicat intercommunal, un « Apple 2 » qui arrivera dans le collège d'un jour à l'autre. Coût : 15 000 F... Le principal, discret mais décidément très efficace, a aussi tenté une expérience de radio locale. Lui était très motivé par le projet qui, faute de relais, est tombé à l'eau...

Et le primaire ? On pourrait supposer que, si l'on emploie les grands moyens pour le secondaire, c'est que les problèmes du primaire et de la maternelle sont réglés. En fait, il n'en est rien. Une mère, ayant des enfants en primaire, s'indigne : « *Certains enfants ont trois heures de transport par jour pour aller en classe. En maternelle, on trouve des classes de trente enfants n'ayant même pas de toilettes à leur disposition. Alors, pourquoi ce choix "luxueux" sur le collège et rien pour les autres niveaux ?* » M. de Benoist donne sa version : « *Certains communes n'ont pas voulu entendre parler d'école maternelle ; elles ont préféré conserver leur classe unique. Vu la dispersion géographique de notre région, quasiment dans les zones de montagne les enfants doivent faire des kilomètres pour aller à l'école. Un projet prévoit une école primaire au centre de la zone intéressée, vers où convergeraient les enfants de différentes communes. Mais, là encore, on ne peut pas tout faire en même temps.* » Problème de charges pour les communes.

Décidément, le collège de Corbeny se fait remarquer par ses positions marginales. Alors qu'il est interdit de baptiser un lieu du nom d'une personne vivante, lui s'appelle collège Léopold-Sédar-Senghor. « *Il a fallu aller très loin pour obtenir cette autorisation* », se souvient M. Lemaire, qui ne cache pas sa fierté d'être responsable d'un établissement tellement spécial : ancien élève du président africain, il tenait à lui faire cet honneur. Et Senghor s'est déplacé pour inaugurer personnellement le collège !

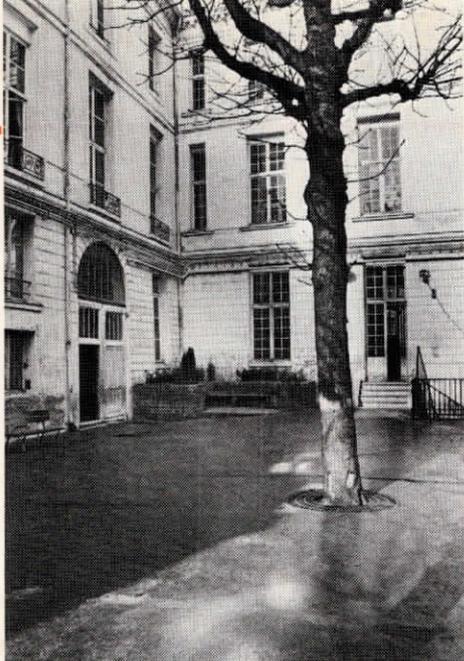
Cécile Guiochon

La concertation, c'est bien...
quand ça marche !
Dans l'île Saint-Louis, à Paris,
une certaine « jardinière »
est devenue une véritable
pomme de discorde.



Il était une fois des parents qui aimaient l'école de leurs enfants, et souhaitaient qu'ils s'y sentent le mieux possible. Il est vrai que l'école — éclatée en deux bâtiments, l'un situé au 20, rue Poulletier, l'autre au 21, rue Saint-Louis-en-l'Île dans le quatrième arrondissement de Paris — n'était pas bien luxueuse : des bâtiments datant du XVII^e siècle, dans des cours exiguës aux murs lépreux. Justement, le directeur avait annoncé au conseil d'école du 12 juin 1982 qu'il y aurait en 1983 des crédits pour rénover les lieux. Le conseil d'école décida donc à l'unanimité de « *demande au C.A.U.E. (1) et à la ville de Paris d'organiser une opération d'aménagement des deux cours et la mise en place, dès la rentrée 1982-1983, d'un groupe de travail sur ce thème* ». Il faut dire que, parmi les parents (trois F.C.P.E. et deux PEEP), il y avait des architectes qui ont concocté un projet très attrayant, ménageant à la fois des possibilités de jeux et de repos.

La zone d'activité comprenait un marquage du sol, quelques implantations en pleine terre et l'utilisation astucieuse du bloc sanitaire : un système de gradins en pente douce permettant aux enfants d'ac-



L'objet du litige : les plantes ont été installées par une entreprise privée, mais sans contrat d'entreprise. Qui les arrosera ?

SAINT-LOUIS

céder sur le toit de celui-ci, puis d'en redescendre par un toboggan sur un revêtement de sol souple destiné à amortir les chocs. A l'autre extrémité de la cour, était prévu un « coin détente » — séparé du reste par un dos d'âne — avec des bancs et des plantations. Les murs auraient été revêtus d'un décor en contreplaqué et de treillages. Une telle conception avait pris en compte l'élément « danger » : les parents avaient ajouté au dossier des statistiques prouvant que les accidents sont moins nombreux dans les espaces aménagés que dans des cours bétonnées.

Mais c'était oublier qu'à l'école, tous n'ont pas les mêmes conceptions, ni les mêmes intérêts. La première erreur des parents a consisté à ne pas évaluer le coût de leur projet, notamment parce qu'ils ne le considéraient pas comme définitif, mais « évolutif et susceptible d'être modifié ». D'où les réticences de l'Inspection administrative des écoles de l'arrondissement (2) à laquelle le plan fut soumis le 25 janvier 1983. Deuxième erreur, fatale celle-là, celle de n'avoir pas

consulté préalablement — faute de temps semble-t-il — les enseignants.

Réunis en conseil des maîtres le 26 février, les instituteurs ont critiqué le projet, lui reprochant d'être « irréaliste, compte-tenu des crédits disponibles », de présenter des dangers et de poser des problèmes de surveillance. « Une cour d'école avec une grande concentration d'enfants n'est pas un jardin public. Ce que proposent les parents, c'est Disneyland. Quand au décor des murs, c'est une idée d'adultes qui ne correspond pas vraiment à un univers d'enfants », ont-il répondu en substance. A cela s'ajoutaient des impératifs pédagogiques — nécessité de préserver un assez grand espace libre dans la cour pour l'éducation physique — et la crainte que cet aménagement ne se fasse au détriment de travaux plus urgents : modernisation de l'installation électrique (un bâtiment est encore en 110 volts), sanitaires intérieurs rue Saint-Louis-en-l'Île, peintures, ravalement... Ils ont donc retenu l'idée d'une zone de repos avec deux jardinières et des bancs, ainsi

qu'un préau couvert. Réaction de la F.C.P.E., instigatrice de l'opération : « C'est un projet dénaturé que nous ne pouvons cautionner. »

On n'a plus entendu parler de l'affaire, jusqu'à l'été 1983, date à laquelle des travaux ont été effectués par la direction de l'Architecture de la Ville de Paris. On a refait le sol de la cour et aménagé une jardinière en briques rouges, avec des banquettes en bois dans un angle. Coût de l'opération : 240 000 F. au total (220 000 F pour la cour et 20 000 pour la jardinière). Et encore, cela ne s'est pas fait sans difficultés. Le directeur de l'école a dû intervenir à deux reprises pour faire installer des banquettes qui n'étaient pas prévues à l'origine, et pour faire poncer les arêtes coupantes de la jardinière qui se révélaient extrêmement dangereuses (3). Autre défaut auquel on n'a pas pu remédier : une marche d'accès à la jardinière due à une dénivellation du sol, alors que les enseignants avaient souhaité une surélévation en pente douce. L'ensemble ne satisfait personne. Ni les parents déçus, ni les maîtres qui trouvent la jardinière « d'une laideur exemplaire ».

Cet échec peut être attribué à deux facteurs. Tout d'abord le fait que les parents n'ont pas associé les enseignants à l'élaboration du projet. S'ils avaient tenté de concevoir ensemble un plan d'aménagement, ils auraient sans doute trouvé un moyen terme entre les désirs des uns et les besoins des autres. Ensuite, le manque de concertation entre l'ingénieur de la Section locale d'architecture du quatrième arrondissement chargé de l'exécution des travaux, et les usagers. Ce personnage — qui fait l'unanimité

contre lui — n'a pas daigné chiffrer le projet des parents (qui lui avait été transmis, accompagné des remarques des enseignants), pas plus qu'il n'a discuté avec le directeur de l'école et les instituteurs du choix des matériaux ou de la forme à donner à la jardinière ; d'où l'incident des angles coupants et du ponçage. Selon cet ingénieur, « les parents ont dessiné des choses très marrantes, parce qu'ils n'avaient pas grand-chose d'autre à faire, étant donné le marasme qui règne dans la profession d'architecte... »

Les auteurs du projet — certains parce que les enfants ont grandi et sont au collège, d'autres parce qu'ils sont « las de se battre » — ne sont plus au conseil d'école cette année. D'autres ont pris la relève et, intéressés par la consultation-réflexion dans le premier degré au printemps dernier, ont souhaité participer à la visite annuelle des architectes scolaires afin d'être associés au choix des aménagements prioritaires. Cette requête a reçu une fin de non-recevoir. Une lettre datée du 11 janvier 1984 et émanant de l'inspecteur administratif des écoles répond que, ces visites annuelles ayant « un caractère essentiellement technique », il n'est pas souhaitable « pour des raisons d'efficacité, d'ouvrir le nombre des participants ». Toutefois, poursuit la missive, « il vous est possible de me soumettre par l'intermédiaire du chef d'établissement toute proposition relative à un projet d'aménagement concernant l'école ». Ce qui fut fait l'année précédente. Lorsqu'on voit le résultat de cette première tentative, on reste perplexé !

Michaëla Bobasch

(1) Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

(2) A Paris, l'Inspection administrative qui dépend de la direction des Affaires scolaires joue le rôle d'intermédiaire entre la municipalité et les écoles.

(3) Cette école accueille, depuis 1973, des enfants trisomiques intégrés dans les classes, ce qui rend encore plus impérative la sécurité.

ACTIVITES D'VEUIL...

Partenaires à plus d'un titre de la « négociation architecturale », les enseignants doivent être sensibilisés aux notions d'architecture.

Les voici stagiaires.

Au LEP de Charenton (Val-de-Marne), les travaux pratiques ont commencé.

POUR ENSEIGNANTS

On appréhende un bâtiment en l'examinant sur « toutes les coupures », ou plutôt, toutes ses faces. C'est ce qu'ont fait les stagiaires. Après une brève introduction consacrée à la distribution de plans et de documents destinés à faciliter la compréhension de l'espace, ils ont sans tarder entamé la visite du LEP de la rue Jean-Jaurès à Charenton. Tout d'abord, vu du trottoir d'en face, l'édifice ne heurte pas l'harmonie de l'environnement : en dépit de l'hétérogénéité des maisons de l'avenue (hauteurs et balcons différents), il y a une certaine continuité architecturale. Avec sa façade en briques rouges et ses deux ailes symétriques épousant l'angle de la rue, le LEP

offre une image globale cohérente. En observant plus attentivement, on peut voir que ses trois étages correspondent à cinq niveaux des habitations voisines. La consultation du plan de la ville et l'exploration des alentours font apparaître une volonté communale de rassembler les édifices administratifs à l'extrémité de la ville, derrière le marché couvert, face au Bois de Vincennes.

Côté cour, c'est, selon l'expression d'un animateur, « le choc des images », l'envers du décor. Les briques rouges ont fait place au béton blanc, les fenêtres sont plus petites. Quant à la cour, elle est envahie par des « constructions parasites » : bloc sanitaire et bâtiments annexes (cuisines, cantine, réserve à

bois pour la menuiserie). Point de végétation, ni de préau ; celui qui existait a été fermé et transformé en atelier de mécanique, autre spécialité de ce LEP de cinq cents élèves. Heureusement, un rayon de soleil rend soudain l'endroit moins sinistre : la cour est bien exposée, et quelques bancs invitent au farniente.

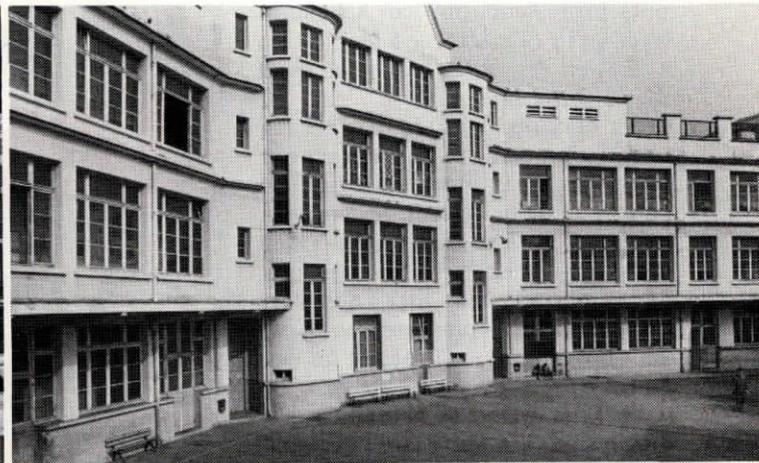
L'inspection de l'entrée permet de voir comment le LEP s'est ap-

l'intérieur de la classe ; c'est pourquoi les portes des salles sont vitrées à une certaine hauteur, alors que dans les établissements de construction récente, les couloirs sont sombres, et chacun est chez soi. Dans le même ordre d'idées, les fenêtres donnant sur le Bois sont en verre dépoli... La lumière pénètre donc largement dans les classes, mais les regards des élèves ne peuvent s'évader... Autres

types de circulation des élèves. L'organigramme à l'envers en quelque sorte, car d'ordinaire on fait le plan à partir de l'organigramme et non l'inverse. D'autres se sont attachés à étudier de près une salle de classe (surface, volume, éclairage naturel et artificiel, acoustique).

L'interview d'un architecte qui a construit trente-huit établissements scolaires a permis ensuite d'éclaircir un certain nombre de questions.

face et pile



proprié cette ancienne école primaire séparée en deux ailes (garçons et filles) par un escalier central. *« Derrière ces espaces, il y a une pensée organisatrice, une logique fonctionnelle : contrôle des arrivées par le gardien, vérification de la propreté sous le préau qui sert de sas, détente dans la cour. Volonté aussi de rendre l'entrée accueillante : faïences vertes sur les murs, escalier en bois avec rampe en fer forgé, éclairé par une fenêtre »*, fait remarquer l'animateur. Au premier étage, le traitement du détail est plus pauvre : il n'y a plus ni céramique, ni carrelage au sol. La visite des couloirs et des classes montre que, dans l'école de 1930 (date de construction de l'édifice), tout était placé sous le signe *« de la surveillance, et du regard »*. Ainsi, les élèves ne doivent pas voir ce qui se passe à l'extérieur, mais un adulte passant dans le couloir peut voir

constatations : à l'époque, on ne pensait pas aux économies d'énergie, ainsi qu'en témoigne la hauteur des plafonds. Dans les salles, il n'y a ni poutres, ni saillies, ni renforcements ; c'est dû à un règlement datant de la III^e République qui interdit, pour des raisons à la fois hygiéniques (nettoyage) et pédagogiques (ne pas distraire les enfants), les aspérités sur les murs.

La visite est suivie, l'après-midi, d'un travail en groupe sur la « topologie du bâtiment » (architecture globale) et « organigramme et espace de la classe ». Les participants à cet atelier se sont employés à repérer, en fonction de l'emplacement des diverses salles (ateliers, laboratoire, classes, cantine) et bureaux (proviseur, secrétariat, conseiller d'éducation, chef de travaux, infirmière, cabinet médical, intendance, salle des professeurs), les relations fonctionnelles et les

Tout d'abord, le fait que les constructions anciennes étaient bien conçues ; peintures à refaire mises à part, ce LEP est plutôt agréable, avec ses grandes baies... Les établissements récents ont moins de fenêtres pour des raisons d'économie de chauffage et pour limiter la « casse » ! Autre question abordée, celle des normes et de la sécurité. *« Tant que l'établissement ne comporte qu'un rez-du-chaussée, on est très libre. Dès qu'il y a plusieurs niveaux, le règlement est draconien, car les dérogations qui existaient pour l'Éducation nationale ont été supprimées depuis le drame du collège Pailleron »*, explique l'homme de l'art. Enfin, le coût ; l'architecte est rémunéré « au mètre carré pondéré » ; ainsi, le sous-sol peu équipé revient très bon marché, et les sanitaires très cher.

Reste enfin l'ambiance... pour laquelle l'architecture ne peut pas

L'ÉCOLE

grand-chose. « Lorsque Pailleron a brûlé, les élèves ont été installés dans des bâtiments provisoires, des baraques infâmes. Or ils regrettent cette période, qui leur a permis d'établir des relations très différentes avec les professeurs », remarque l'architecte. Une enseignante relate l'expérience d'un collège où quelques professeurs ont leur salle attirée, qu'ils ont décorée à leur goût : « Ce sont les élèves qui vont chez M. ou Mme Untel. »

Au-delà des locaux, il y a l'appropriation de ceux-ci. Ce n'est pas un hasard si la moitié des participants à ce stage étaient des conseillers d'éducation qui ont à gérer quotidiennement les déplacements de plusieurs centaines d'élèves. « S'il y a deux professeurs qui manquent, on ne sait où mettre les enfants. Rien n'est prévu, si ce n'est de les faire asseoir en permanence », dit un C.E. Un autre cite l'exemple d'un collège où l'architecte a prévu, pour les élèves, des espaces qui ont été peu à peu « détournés de leur destination première, transformés en salle des professeurs et interdits aux enfants ! » D'autres encore font part des difficultés qui surgissent lorsqu'il s'agit de rénover des locaux qui appartiennent à la collectivité locale : « Les ouvriers de la mairie n'ont pas voulu accepter de peindre le C.D.I. avec les couleurs que nous avons choisies, la documentaliste et moi », déplore une enseignante d'arts plastiques ; les camieux de beige se sont transformés en... jaune citron ! » Pourtant, chacun sait que « l'impact des locaux peut être très profond, avoir une incidence sur l'imaginaire ».

Michaëla Bobasch

Tous ensemble, rêver l'école ? Pourquoi pas ?

Encore faut-il l'avoir pensée, réfléchie.

Le mouvement associatif a, lui aussi, son rôle à jouer dans cette concertation. A l'exemple du travail accompli par la Fédération des œuvres laïques du Vaucluse.

DE LEURS RÊVES

Qu'est-ce qui a fait que la Fédération des œuvres laïques du Vaucluse s'intéresse depuis six ou sept ans à l'architecture scolaire et à l'histoire des écoles ? Probablement le hasard. Peut-être est-ce arrivé parce qu'au niveau national, la Ligue de l'enseignement commençait, en liaison avec les organisations nationales d'architectes, un travail sur l'école et l'environnement ; peut-être parce que le thème choisi pour le cinquantenaire de la FOL d'Avignon et le centenaire des lois scolaires ont plongé les militants laïques dans une exploration minutieuse des bâtiments d'écoles du département ; peut-être enfin parce que l'un d'entre eux, René Grosso, est un géographe qui enseigne à l'atelier d'architecture d'Avignon.

Tout a commencé par une exposition départementale sur l'enseignement dans le Vaucluse. La dynamique était lancée. Sous l'impulsion des associations laïques, tous ceux qui étaient intéressés se sont mobilisés pour trouver des documents : archives des écoles, photos, vieux cahiers, pupitres inusités et matériels divers. Les villages ont découvert que leur école avait une

histoire ou que leurs écoles en constituaient une, et que c'était en partie celle de leur village. Travail d'autant plus facile en milieu rural que ces recherches sont chargées d'affectivité et provoquent une effervescence, toutes générations confondues : les témoins privilégiés en sont les parents, les grands-parents, et... les greniers. La soif d'histoire — de la « grande » comme de la « petite » —, même si elle est quelque peu empreinte de nostalgie, a fait le reste. Bref, en moins d'un an, à partir de l'exposition de la FOL, soixante villages du département ont organisé « leur » exposition. A peu près au même moment sortait un livre écrit par René Grosso, *Histoire de la Fédération des œuvres laïques du Vaucluse* (1), retraçant l'historique des associations laïques en Vaucluse, intimement mêlé à celui de son école.

Ce mouvement n'aurait peut-être pas eu de suite s'il n'avait rencontré la préoccupation des architectes des années soixante-dix. « Depuis la guerre, explique Claude Builles, maître d'application de son métier et animateur de la FOL par vocation, l'architecture est discréditée. Les architectes essaient de sortir de

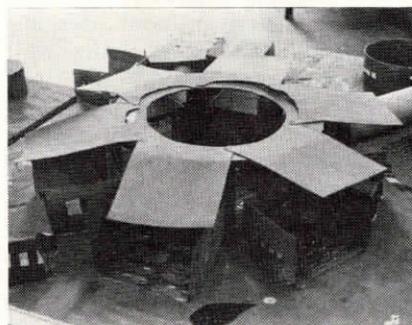
leur tour d'ivoire. On commence à parler de concentration.» C'est dans les mêmes années que naissent les C.A.U.E., et c'est ce brassage d'idées que les militants de la Fédération des œuvres laïques essaient d'exploiter. L'école y gagne sa dimension temporelle et spatiale, à côté de ses missions pédagogiques et socio-culturelles traditionnelles.

Une nouvelle exposition prend forme, sur l'histoire des maisons d'école (cf. article p. 23). Elle permet de rassembler une documentation sans précédent. Claude Builles photographie tous les bâtiments scolaires du département pour constituer une photothèque complète (établie aujourd'hui à 70 %) ; la FOL dispose alors d'un matériel unique, au moins dans le Vaucluse, d'autant plus unique que beaucoup de ces écoles sont menacées de disparition par de nouveaux plans d'occupation des sols...

Pour s'affranchir d'une vision peut-être un peu passéiste de l'école, Claude Builles et René Grosso vont plus loin : ils lancent un concours, pour la première fois en 1982-1983, renouvelé en 1983-1984, sur le thème « L'école de vos rêves ». En fait, la vraie question est : « Quelle école imaginez-vous pour demain ? » Thème éminemment moderne pour ses promoteurs (qui ont associé, d'une façon ou d'une autre, les architectes du département), qui, forts de leur recherche dans le passé, veulent faire réfléchir les enseignants, avec leurs élèves, sur l'environnement, l'enseignement, et les conditions matérielles d'enseignement dans l'avenir. Des classes entières élaborent donc maquettes, dessins, plans, projets. Vingt classes ont participé en 1982-1983 et trente-cinq sont



maternelle Saint-Jean



et C.E. 2 La Barbière (Avignon)

deux maquettes
parmi tant d'autres
ou l'imagination
au pouvoir...

déjà inscrites cette année pour le même concours divisé en deux volets, au choix : « L'école de vos rêves » ou le thème plus classique de « La cour d'école ». Des financements seront d'ailleurs possibles pour l'aménagement de cours. Bref, il faut habituer tous les acteurs, tous les usagers de l'école, à l'idée qu'il ne devrait pas y avoir demain de construction d'école « sans concertation avec tous les intéressés ».

Reste, comme dans toute expérience, un problème délicat : l'éva-

luation. Comment mesurer l'impact de ce travail de fourmi qui, pour sensibiliser l'école à son architecture et à son milieu, a emprunté, il est vrai, des chemins buissonniers ? Les expositions ont donné la dimension historique et aidé les villages à interroger leur passé ; le concours a permis aux enseignants motivés de réfléchir sur une école adaptée aux nouvelles exigences de la pédagogie ; des architectes sont entrés dans les classes pour nouer le dialogue ; et surtout, aux yeux des animateurs de la FOL, l'ensemble de ces travaux ont accrédité l'idée que les associations doivent être des partenaires écoutés dans l'élaboration d'une école nouvelle. « L'école n'est plus l'affaire du maire », dit Claude Builles. Il sous-entend aussi que ce n'est pas la seule affaire des enseignants, mais celle du monde para et périscolaire, à leurs côtés.

Ils sont nombreux aujourd'hui ceux qui parlent des perspectives d'avenir pour l'enfance et la jeunesse : organisations syndicales, mouvements pédagogiques, voire partis politiques, livrent périodiquement leurs analyses sur le système scolaire et son évolution — souhaitable et souhaitée. L'ambition de la FOL du Vaucluse est de participer à cette réflexion en y amenant une dimension originale, méconnue et souvent oubliée : l'environnement et l'architecture. En voilà un exemple : qui pense aujourd'hui, dans le monde scolaire, aux implications de l'introduction de l'informatique et des technologies nouvelles dans les écoles de demain ?

N.G.

(1) FOL du Vaucluse, Avignon, 1981, 528 p.



UNE LEÇON

L'architecture n'est pas un passe-temps de dilettantes. Pas plus qu'elle ne peut être une technique abandonnée aux soins des seuls professionnels.

Elle nous concerne tous en tant que citoyens.

Et les enfants en tant que citoyens.

Et si on leur apprenait l'architecture ?

D'ARCHITECTURE

Périodiquement, on découvre des carences plus ou moins dramatiques d'information ou de sensibilisation du public à propos de quelque problème brûlant de notre époque.

Il se trouve qu'à notre époque, justement, tous les problèmes sont brûlants, au moins quand on les découvre. L'observateur attentif, cependant, n'aura pas de peine à remarquer que tel problème brûlant disparaît de l'actualité avec une rapidité étonnante. Il n'est donc pas inutile de prendre un peu de recul dès qu'une poussée de fièvre se manifeste quelque part.

Il arrive qu'il y ait, en effet, urgence. Que faire alors ? S'il s'agit d'une pure carence d'information, on pense évidemment à la télévision ou, en général, aux médias. On note alors deux types de réaction de la part des grands appareils d'information :

- ou bien ils ne s'émeuvent pas, ce qui est largement le cas de figure majoritaire ;

- ou bien ils s'émeuvent, si la cause permet des images spectaculaires, et versent dans l'excès inverse, passant de l'indifférence à la satiété.

De toute façon, on découvre vite, si le problème est vraiment « brûlant », que l'information ne suffit pas pour modifier les comportements et les attitudes, pour changer les mentalités. Il faut en

passer par le long terme, la persévérance, les actions programmées, autant de choses dont les médias sont parfaitement incapables.

Il est bien rare alors que quelqu'un ne dise pas : « Il faudrait commencer dès l'école. » Et tout le monde est d'accord, heureux d'avoir résolu un problème brûlant. Seuls les enseignants posent quelques-unes de ces questions simplistes dont ils ont le secret : Quand ? Comment ? Avec quelle formation ? Avec quels moyens ? Etc.

Passé encore quand il s'agit de réhabiliter quelques-unes de ces matières qui ont eu autrefois la bonne place, et dont on découvre soudain, à la faveur d'une colère présidentielle ou d'un fait divers, qu'elles sont en voie de disparition : l'éducation civique, l'histoire. Mais comment faire quand il s'agit d'un domaine neuf, pratiquement inexploré, même si son apparition dans le champ de la culture ne date pas d'hier ? On ne peut dire, par exemple, que l'audiovisuel soit chose neuve, mais son intégration véritable aux méthodes et contenus de l'éducation est encore à réaliser, en dépit d'innovations intéressantes. L'engouement actuel pour l'informatique ne peut faire oublier que l'essentiel reste à faire. Quant à l'initiation à l'espace vécu, et particulièrement à l'espace construit, elle est aussi impérative, dans l'univers urbain qui est majoritairement

le nôtre, que l'initiation à la communication médiatisée, où les techniques nouvelles jouent le rôle que l'on sait.

Quand on additionne aux anciennes matières qui ne sauraient disparaître les nouvelles matières qui frappent à la porte, on arrive à un total hebdomadaire de cinquante heures environ. Revendication à joindre à toutes celles qui visent à un allègement des programmes et des horaires.

Il me semble soudain que quelque chose ne va pas...

apprendre

à peser l'espace

Et pourtant... Quoi de plus raisonnable que de souhaiter du futur citoyen, qui peut tout aussi bien être un futur élu, qu'il entende quelque chose aux choix opérés en matière d'urbanisme, une des disciplines-clés dans les sociétés post-industrielles ? Le temps n'est plus où il suffisait d'assurer le confort de l'appartement (en affinant la vieille formule l'eau-le gaz-l'électricité), de prévoir une salle de bains, une cuisine équipée, et un ascenseur pour les immeubles de plus de quatre étages. La proximité des équipements collectifs, les phénomènes de ségrégation induits par la configuration de l'habitat, les politiques électorales sournoises, le besoin d'espaces dégagés, de che-

minements qui ne soient pas des sentiers de la guerre entre automobilistes et piétons, tous ces éléments se sont révélés tout aussi décisifs que le confort de l'appartement familial.

Seulement l'urbanisme est affaire de techniciens. Une maquette est toujours belle, on n'arrive pas sans imagination et sans effort à se voir en train de déambuler dans cet espace miniature qu'on regarde avec la curiosité amusée de Gulliver. Les chantiers mêmes sont énigmatiques : que va-t-il en sortir ? L'architecte a beau gesticuler, montrer successivement un point dans le ciel et un autre à l'autre bout du terrain, on n'arrive pas à modeler dans l'espace vide la construction future. Ne parlons pas des POS (Plans d'occupation des sols) qui s'élaborent au cours de discussions où le profane n'entend goutte.

Il n'est bien entendu pas question que tout le monde devienne urbaniste. A chacun son métier. Mais l'urbaniste — qui n'est pas l'architecte : il se préoccupe de la manière dont le site accueille la construction future — l'urbaniste, donc, dit, dans l'exercice de son métier, des choses qui intéressent chacun de nous, et dont certaines ne sont pas si dures à entendre, pour peu qu'on ait quelques rudiments. Où donc acquérir ces rudiments ? Nous voici renvoyés, sans avoir progressé, au chapitre précédent.

Insistons, car le problème n'est pas de pure spéculation. Quiconque a fait construire une simple maison a dû en débattre avec l'architecte, et l'architecte préférera toujours discuter avec quelqu'un capable d'anticiper la construction future. Sinon, que de déceptions : je ne voyais pas ce toit ou cette fenêtre, ou cette dénivellation comme ça, etc.

Une ville n'est pas une maison, et le débat est d'autre envergure. Il est regrettable qu'il dépasse tout le monde, faute d'une formation reçue au bon moment.

Des débuts de solution existent, dans l'école telle qu'elle est. Certaines disciplines — l'histoire, la géographie, les mathématiques appliquées, le dessin, etc. — sont de celles qui concourent à la formation des urbanistes. Il leur suffit de choisir leurs exemples — facile — et de se relier entre elles — difficile : la transdisciplinarité ne va pas de soi.

Dans l'enseignement du second degré, et dès cette année dans l'élémentaire, les P.A.E. (Projets d'action éducative) dits de « type III » ont permis, en améliorant le cadre de vie scolaire (1), d'apporter par la pratique les premiers rudiments. Mais il y a loin de ces essais à une initiation généralisée.

apprendre

à former l'espace

Peut-être oublie-t-on trop souvent que l'établissement scolaire est, en lui-même, la première initiation à l'espace construit. Qu'il soit d'âge vénérable ou de construction récente, il présente des particularités, qu'on apprécie ou qu'on critique : sonorisation, cheminements, espaces de jeux, possibilités d'obscurcissement, etc. Reste à analyser et à savoir de quels heureux ou malheureux concours de circonstances elles résultent, s'il y va de la faute de l'administration, des élus ou des constructeurs.

Ces remarques valent pour l'implantation de l'établissement d'enseignement dans le cadre urbain : aération, nuisances, circulation à l'entour, facilités d'accès ou de dégagement, réussite esthétique.

La critique est facile, l'art est difficile. Mais justement, n'y a-t-il pas

moyen d'intervenir, même modestement ? C'est ce que se proposent les P.A.E. précédemment cités, en s'attaquant aux espaces les plus modifiables, à savoir les cours. Il en résulte parfois des transformations surprenantes et importantes. On découvre que l'espace n'est pas, comme on le croyait, inerte et rebelle à tout remodelage. On peut aussi, même hors du cadre du P.A.E., avec l'aide de parents ou d'artistes locaux, procéder à des modifications mineures, découvrant chemin faisant d'étranges règles administratives, des résistances inattendues. On réussit ou on ne réussit pas, il est bien rare qu'on n'en tire pas quelque leçon.

Quand la mesure à prendre dépasse en ampleur ou en compétence les modestes moyens de l'établissement, il reste à user du privilège de tout citoyen : revendiquer auprès des autorités compétentes, en mettant en branle le système associatif qui, après tout, est fait en partie pour cela. Il y aura plus d'échecs que de réussites. Mais il y a toujours des enseignements dans l'action.

Et peu à peu, peut-être, décideurs, urbanistes et architectes réaliseront qu'une construction scolaire, outre ses fonctions traditionnelles, assure, dans son existence même, une fonction d'enseignement. Elle n'est pas le lieu où l'on dispense des leçons d'architecture. Elle est une leçon d'architecture.

Pierre Le Gall

(1) Les projets d'action éducative sur l'amélioration du cadre de vie scolaire. Bilan. Évaluation. Supplément à L'écho des C.A.U.E., n° 32 (avenue du Parc de Passy, 75016 Paris). Voir aussi **Eveil à l'architecture** (ministère de l'Éducation nationale, direction des Ecoles).

Dossier coordonné par Pierre Le Gall
et Jean-Pierre Vélis

Bonnard



le

Au musée d'Art moderne
du Centre

Georges-Pompidou,
se tient,

jusqu'au 21 mai,

une vaste rétrospective
réunissant

une centaine d'œuvres
du « Nabi très japonais »,

continuateur inspiré
de l'impressionnisme

et précurseur

de la grande aventure
de l'abstraction lyrique.

Axée sur sa dernière
période créatrice,

cette exposition

révèle

l'étonnante modernité

de ce grand coloriste.

L'artiste est un aventurier de la mémoire qui traverse négligemment le monde, attentif aux mystérieux événements ravivant son rêve, quand une affection extérieure vient en modifier le cours. Toute biographie dès lors est arbitraire et n'explique que ce qu'elle veut bien révéler d'une destinée en forme d'accomplissement.

La vie de Bonnard fut d'une discrétion exemplaire : nul drame apparent n'en fige la légende. Du jour où il se découvre peintre, il n'est plus qu'un regard, et toute sa passion passe dans les couleurs. Sa modestie n'est que le signe d'une attention extrême : on ne peut à la fois voir et s'agiter. Son détachement marque l'écart utile entre l'œil et le modèle. Cependant, l'œuvre le prouve dans sa radieuse nostalgie née d'un brasier d'images : ce qu'il volait au temps, le temps le lui comptait. Impossible d'aimer sans trahir son secret, et celui de Bonnard était de tout donner pour ne rien perdre de cet instant fugace où la vie s'éternise dans le simple éblouissement d'un amandier en fleurs. Tout donner : voilà le don. Le reste est travail. Il s'acharna sans répit pour être le plus pauvre, le plus nu, devant les trésors festoyants qui s'offraient. Dans le moindre carafon peint sur un coin de table, il retrouva Byzance. A chacun son rêve de beauté. Le sien était de profusion.

A force de couleurs et d'éclats, dans une saturation de pigments, il en capta l'instable lumière. Car la beauté n'est autre que ce moment inespéré de la contemplation où les antipodes se réconcilient, où l'objet perdu de la mémoire fusionne dans la présence réinventée ; l'intensité du contact devient telle que les correspondances sensibles s'unifient dans la pure harmonie de l'œuvre : l'explosion colorée se résoud dans la lumière, et Bonnard, avec d'autres moyens, rejoint Corot ou Chardin qui furent rien moins que coloristes.

Né en 1867 à Fontenay-aux-Roses, Pierre Bonnard aura une enfance bourgeoise, entre des parents compréhensifs. Après de brillantes études et une licence de droit, il se décide peintre, entre brièvement aux Beaux-Arts et à l'Académie Jullian. C'est dans celle-ci qu'il rencontre les futurs Nabis, Paul Sérusier, Maurice Denis, Henri-Gabriel Ibels et Paul Ranson. Il peint alors à la manière de Corot et s'inspire des paysages du Dauphiné, au Grand-Lemps, où ses parents ont une maison. Mais Paul Sérusier prodigue la bonne parole. Il revient de Pont-Aven, dont les Nabis feront leur talisman, avec une petite huile de Gauguin. Ainsi, dira Maurice Denis, le théoricien du groupe : « *Nous connûmes que toute œuvre d'art était une transposition, une caricature, l'équivalent passionné d'une sensation perçue.* »

visionnaire myope

Ker-Xavier Roussel et surtout Vuillard, l'ami de Bonnard et bientôt le plus proche de son esthétique, s'adjoignent aux nouveaux prophètes (nabis en hébreu) dans le sillage desquels navigueront peu ou prou Vallotton et Maillol. Gauguin leur apprend « *le droit de tout oser* ».

Conjuguant les influences du symbolisme et des estampes japonaises, il rejette la perspective, bat en brèche le fameux dogme académique du modelé (« *L'art c'est quand ça tourne* »), ramène les plans à la surface, rend à la couleur sa subjectivité d'arcane dans un cloisonnement en larges aplats sortis purs des tubes. Le réel n'est plus qu'un argument décoratif caricaturé dans une expression arbitraire : Gauguin tord le cou aux rhétoriques mimétiques et restitue ses valeurs propres à la peinture. Pourtant plus proche d'un Puvis de Chavanes, Maurice Denis donnera dans son manifeste néo-traditionaliste, le slogan de la modernité picturalement définie par le maître de Pont-Aven : avant d'être une quelconque anecdote, un tableau est essentiellement « *une surface plane recouverte de couleurs en un certain ordre assemblées* ».

Mais Bonnard, surnommé le « Nabi très japonard », est trop ironiquement solitaire pour croquer sagement l'hostie des chapelles. Au contact des Nabis, certes, il simplifie sa ligne et exalte

sa couleur selon les principes du cloisonnisme, mais plus directe est l'influence de l'estampe japonaise d'ailleurs à l'origine de ces bouleversements. Comme plus tard les arts nègres pour le cubisme, les maîtres de l'Ukiyo-E marqueront tout l'art occidental. Après Degas et Gauguin, Bonnard est surtout sensible aux jeux suggestifs de l'arabesque linéaire, lesquels réduisent à leurs litotes, dans l'ébauche ou la stylisation, les grands procédés de la figuration classique. Un avatar plus désinvolte du japonisme est l'Art nouveau ou « modern style » dans lequel Bonnard fera ses premières gammes post-scolaires : affiches pour les revues, telle la fameuse **Revue Blanche**, pour une marque de campagne — laquelle émerveillera Toulouse-Lautrec —, décors pour « L'Œuvre » de Lugné-Poe, ami des Nabis et des poètes symbolistes, pour le Théâtre des Pantins de Franc-Nohain.

Grand lecteur de Mallarmé et de Verlaine, Bonnard aura peu de goût pour l'emphase sentimentale et naïvement mystique de ses amis Nabis. Il illustrera plus volontiers Jarry que Maeterlinck. La lithographie lui apprend les mille subtilités des rapports de tons à partir des couleurs fondamentales : il donne des planches pour **L'escarmouche** de Georges Darien et les Almanachs du Père Ubu. A Paris, où il partage un atelier montmartrois avec Vuillard, il aime peindre les scènes de

rue avec ce sens cursif du détail cher aux Japonais et une mélancolie enjouée qui en fait le plus verlainien des artistes hantant la place Clichy. Ses couleurs alors sont celles du ciel parisien rehaussées de taches contrastantes et ses décors, limités à quelque frileuse façade où tremble le *sentiment de la ville*, fixent avec fantaisie le pittoresque intérieur, tout d'intimité, de l'éphémère liturgie de la vie urbaine : fiacres dans la pluie, enfants quittant l'école, chiens courants et flâneurs. Comme partout dans son œuvre, l'anecdote a la part belle car la vie passagère se moque bien des hiérarchies et se présente à l'imprévu, cocassement asymétrique. Une tête de cheval au premier plan, mieux qu'un arc de triomphe, ouvre l'évocatrice procession des signes.

Ce goût du détail envahissant se retrouve dans ses œuvres intimistes succédant aux panneaux décoratifs : scènes d'intérieurs cette fois où Bonnard excella. Le bariolage d'une robe, les carreaux d'une nappe, les rayures d'un corsage centrent ses compositions de leur superbe *insignifiance* : prétextes aux pures extases de la couleur modulée à l'infini de ses réfractions. « *Toute ma vie, avoue Bonnard, j'ai flotté entre l'intimisme et la décoration.* » Il faut s'entendre : s'il fut un peintre « décoratif », c'est de n'avoir osé supprimer le modèle, et, le préservant, il le submergea de

Bonnard le visionnaire myope

son lyrisme proprement pictural. Une symphonie se donne, où chaque couleur est un instrument, chaque tache une note, chaque scintillement un contrepoint. Où le ton est un ton et l'accord un accord. Dès lors tout *figure* dans le chromatisme abstrait du visible. Cette festoyante picturalité n'efface pas pour autant le modèle : il flotte, selon son mot, dans la mémoire. A travers la toute présence de la peinture, le visage humain s'offre à la lumière comme un songe retrouvé. On a comparé Bonnard à Proust. Un détail lui suffit pour entrer dans l'écho profond de l'instant jusqu'à la naissance du signe, en deça de la mémoire, dans l'immédiateté d'une perception retrouvée, si neuve d'avoir été perdue. Proust aimait Veermer. Un heureux syllogisme nous fait réunir ces deux peintres : comme Veermer, Bonnard saisit la pulpe de l'éphémère, la fraîcheur miraculeuse de l'instant révolu, dans l'apesanteur de ce qui n'est plus le réel, de ce qui n'est plus le rêve ; l'éternel quotidien que seule l'enfance recèle en son regard naissant que la mémoire noiera. La mystérieuse absence qui nimbe les personnages féminins de Bonnard contraste avec le rayonnement presque vivant du décor où ils s'inscrivent de façon quasi photographique. Cet écart sans doute ressort de ce rapprochement : les êtres que Bonnard a peints, il voulait les ramener à son émotion première. Retrouver le visage de sa mère dans le visage de Marthe, seule compagne de sa vie, femme-enfant tourmentée qui hantera sa peinture. Retrouver l'irréremédiablement perdu dans l'éternellement reconquis. La douceur labile des êtres dans la fraîcheur éblouissante de l'être.



La porte ouverte

Longtemps rejetée, l'influence de l'impressionnisme, condamné pour indigence par les Nabis, éclairera la peinture de Bonnard qui en deviendra le plus singulier continuateur. Comme Monet, son voisin proche de Vernon où il vit désormais, il aime la lumière changeante du Nord mais ne peut se résoudre aux perspectives fuyantes, aux cieux dévorateurs. Moins réaliste, s'il peint des paysages, c'est dans le cadre intimiste de plans rapprochés, sans horizon, fermés sur un jardin ou l'angle ombré d'un parc. Son tachisme, plus que la variation atmosphérique, capte le mystère solaire de la vie organique dans une transposition chromatique arbitraire, toujours empreinte de symbolisme.

Mais trois ans après, peu avant la Première Guerre mondiale, une grave crise désoriente cet homme si

fermement appliqué à son œuvre. Euclide prend les devants de la scène. La géométrie constructive s'acoquine avec l'art nègre pour bouter les décadents. Bonnard vient à peine de rejoindre les impressionnistes qu'il est accusé par les cubistes d'être le symbole bourgeois des nécroses post-impressionnistes. Son ouverture d'esprit est telle qu'il en tire la leçon : « *Il est bien vrai que la forme existe, c'est donc le dessin qu'il me faut étudier.* » Il se met donc à l'école de Cézanne et construit avec plus de fermeté ses tableaux, utilise les éléments architecturaux, multiplie les verticales et les horizontales. Après la guerre, la crise est surmontée. Bonnard n'en poursuit pas moins une démarche personnelle, à l'écart du monde et des modes. C'est l'époque des intérieurs ouverts : une porte ou une



Femme à sa toilette

fenêtre donnant sur un jardin coupe en deux l'espace. Le Dehors et le Dedans raffermissent par leur dialogue la composition et permettent une surenchère lumineuse. Les couleurs projetées s'ajoutent à celles des choses. Les ombres diaprées se propagent. Les reflets se diffractent en jets obliques. Tout est moirures et transparences. Le prisme flou de la lumière s'empare des formes et les transcende dans un ruissellement de gemmes. Le mauve, le bleu, le lilas, l'orangé, le rose et le violacé se fondent en glissements subtils ou éclatent en dissonances. Le Dehors en outre éclaire de nostalgie le Dedans, accuse l'intimisme en le fragilisant, ouvre des cieux nostalgiques que la pénombre médite et recompose. Bonnard, plus que jamais, demeure un coloriste. « *La couleur a une logique aussi sévère que la forme* »,

dit-il comme pour se justifier.

Ses hardiesses confineront à l'abstraction avec les nus : nus à la baignoire, nus au miroir, nus pudiques et naturels toujours, sans recherche anatomique, livrés à la seule sensualité de la lumière. Marthe, désormais son épouse, est l'unique modèle de ces innombrables « toilettes » qui ont la liberté sans apprêt des Degas et la tendre vitalité des Renoir. Nous sommes en 1930 : l'aventure surréaliste, après le cubisme, et l'abstraction, dont Bonnard dira qu'elle n'est « *qu'un compartiment de l'art* », s'accaparent la scène artistique.

De plus en plus retiré, cet étrange couple célibataire s'installe dans le midi, au Cannet, et voyage en Europe, en Afrique du Nord, aux Etats-Unis. Par l'étude des effets de contre-jour et de réfraction,

Bonnard explore plus avant les richesses de la gamme chromatique. L'obsession aquatique de Marthe, toujours entre deux tubs et deux baignoires, il la partage au moins picturalement. Les scintillations de l'eau sur les faïences, les irisations de la chair, les réfractions d'un miroir l'autre, dans la grenade éclatée des carrelages, modulent à tel point les valeurs que l'argument réaliste disparaît : l'or, le mauve, le rose, le violet et le jaune en mille tons se juxtaposent pour exprimer abstraitement l'espace.

Les dix dernières années confineront au vertige. La composition se dégage par endroits de toute référence. Les paysages et les natures mortes sont des tourbillons de lumière d'une véhémence expressionniste. Mais le regard ne décroche pas du monde : il devient visionnaire. Bonnard enfin *retourne à l'enfance*, à la genèse de la perception. La « séduction », ou « l'idée première », qu'il donnait pour origine de toute création, la voilà pure de toute narration. Par la seule peinture, il touche aux secrets dionysiaques : lors du *contact* sacré des fêtes primitives, sous l'effet de drogues hallucinatoires, telle est la vision, totale et dispersée, proche de la vibration première, comme un fruit à vif, dans la dépense extatique des sens. Bonnard le proustien, le quêteur nostalgique d'ombres dans la caverne de la mémoire, a retrouvé l'éclaircissement de la sensation originelle dans sa tasse de thé ; et sa tasse n'est plus qu'un reflet parmi d'autres. Toute son œuvre, depuis la manière nabi aux couleurs rares et puissantes jusqu'au débordement quasi psychédélique des dernières toiles, lesquelles ne seront pas sans inspirer la vague abstraite de l'Ecole de Paris, après guerre, et

Bonnard
le visionnaire
myope

même l'expressionnisme abstrait, fut tributaire d'une sorte d'inspiration foudroyante, d'instantanés et comme pythiens de révélation : « *L'émotion surgit à son moment, le choc est instantané, souvent imprévu* », confia-t-il, pour nuancer son apparente sagesse d'homme sans histoire, tourné vers la précieuse intimité des choses.

Bonnard n'aimait pas l'aspect fermé de l'œuvre. Il peignait sur la toile punaisée sur un mur, largement dépliée, afin d'investir librement son espace. Il travaillait au hasard des villas et des chambres d'hôtel, intimidé par les vastes ateliers. Ascétique comme tous les vrais épicuriens, il aimait la vie pour ses seules richesses : la lumière et l'amour. Son ultime toile, un amandier en fleurs ruisselant du simple *bonheur visible*, est comme un adieu au monde, un salut éperdu de reconnaissance : il meurt en janvier 1947. Tel un écho de gratitude, l'Art commence où finit la Création. Avec sa géniale gaucherie et son essentielle myopie, Bonnard se souciait peu de réinventer les Sept Jours, mais il sut les retrouver, modestement, l'un après l'autre, entre le Chaos et l'Eblouissement.

Hubert Haddad



LES NOIRS DECIBELS DU ROCK

retour aux
sources africaines

Il y a longtemps que la musique africaine infiltre les décibels occidentaux. Toute la Soul Music, où un James Brown, par exemple, excelle depuis plus de vingt ans (1), en est issue. De Ike et Tina Turner à Stewie Wonder, le « beat » africain a été digéré et dilué.

Il ne s'agit donc pas d'une découverte. Mais ce qui est nouveau, aujourd'hui — outre l'intérêt que l'on porte de plus en plus aux musiques ethniques —, c'est qu'une grande partie du public blanc n'a plus honte d'afficher sa recherche de l'âme noire à travers sa musique, même si pour réussir sa percée extraordinaire un Michaël Jackson n'a pas hésité à se blanchir la peau ! Comme pour la littérature policière ou la S.F., on peut désormais avouer sans rougir que l'on apprécie le rock du Zaïre ou la « Ju-

ju Music » de King Sunny Adé.

La vague a commencé dans les années 60 avec des groupes comme Santana (qui a réussi ses plus beaux albums, tel *Abraxas* chez C.B.S. en 1971, lorsqu'il a totalement donné libre cours à ses racines latino-américaines) ou Osibisa, venu du Ghana (2). Le précurseur anglais fut, sans aucun doute, Ginger Baker : fondateur de deux formations qui ont compté dans l'histoire du rock, Cream et Blind Faith (3), Ginger Baker est allé construire un studio d'enregistrement au Nigeria et a beaucoup travaillé avec Fela Ransome Kuti. Il faut absolument écouter le *Fela/Baker Live* (EMI/Pathé Marconi), superbe témoignage de cette époque enthousiaste et novatrice.

Fela Kuti est incontestablement le musicien africain à l'origine de l'actuel engouement occidental :

Comme elle paraît lointaine l'époque où certains s'indignaient
devant l'invasion musicale des rythmes africains !

Haro sur cette « musique de nègres, de Zoulous » !, criaient-ils
pour mieux se boucher les oreilles.
Aujourd'hui plus que jamais la musique africaine est vivante ;
elle est partout ; elle a rencontré le rock ; le rock s'en inspire.
Il est temps d'écouter cette musique qui sature le walkman des lycéens.
L'« interculturel » passe aussi par là.

une musique tribale, très proche des racines, mais marquée aussi par l'esprit du rock d'ici. Le père de Fela, prédicateur anglais, n'y est sans doute pas pour rien. Fela considère la musique comme le fer de lance d'une politique, et pas seulement une vague revendication antiraciste. Ses démêlés réguliers avec la police nigériane prouvent que son combat porte. Evidemment, le « show biz » a essayé de le récupérer, en parlant surtout de ses vingt épouses qui dansent et chantent avec lui... Si l'image est belle, elle appartient surtout au sensationnalisme journalistique. La réalité est ailleurs : Fela a décidé d'utiliser son « afro-beat » pour prendre le pouvoir, tout simplement. Et pourquoi n'y parviendrait-il pas, puisqu'un ancien acteur d'Hollywood a pu présider aux destinées du pays le plus fort du monde ? (4)

Ce fut longtemps faire preuve d'originalité que d'écouter les albums de Fela. Mais désormais tout va si vite qu'il fait déjà figure d'ancêtre ! D'autres Noirs aventureux sont partis à la conquête du public blanc. Touré Kunda, bien sûr, que nous avons interviewé pour vous... Mais aussi Ray Lema le Zaïrois, les Bobongo Stars, le Gabonais Pierre

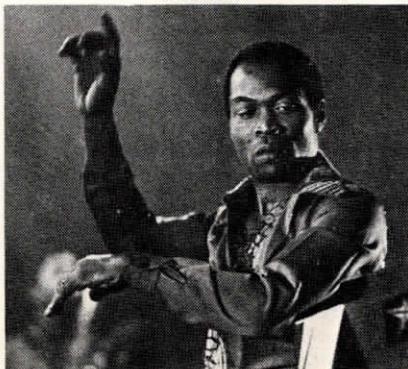
Akendengué, installé en France depuis 1965, les étonnants Ambassadeurs Internationaux et bien d'autres. Cette invasion, on la doit surtout à un label français — qui va « vendre » les Africains à New York ! — avide de nouveauté et de dépaysement musical : Celluloïd, dont les patrons ont laissé traîner leurs magnétophones dans les bourgades les plus reculées, et se sont même associés avec des labels de là-bas.

Du côté des musiciens, les échanges sont quasi permanents. Eno, le fondateur de Roxy Music, est allé produire l'authentique et remuant Edikanfo ghanéen (**The Pace Setters**, EG./Polydor). David

Bowie a, un moment, lorgné vers la forêt équatoriale pour **Lodger** (R.C.A.), et David Byrne, le patron des Talking Heads, baigne ses récentes compositions dans tous ces rythmes exotiques. Lorsque David Byrne et Brian Eno se rencontrent, cela donne l'un des plus beaux disques « ethniques » jamais entendus, **My life in the Bush of Ghost** (EG./Polydor), cocktail surréaliste de recherches ultra-modernes sur les mélanges des bandes-son pré-enregistrées et de rythmes d'Afrique et de l'Islam.

Une petite merveille qui prouve que la musique noire coule définitivement dans le sang des musiciens du monde blanc. Personne ne s'en plaindra : la compréhension entre les peuples — et, donc, la paix — passent, avant tout, par ces échanges.

Fela Kuti



(1) Voir le livre de Jean-Louis Lamaison, **Soul Music**, (Albin Michel, 1977). Polydor vient de rééditer huit albums de la période King de James Brown, huit merveilles dont nous reparlerons.

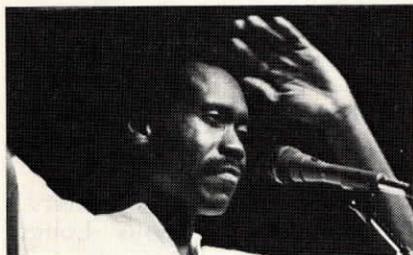
(2) A écouter le récent Santana chez CBS, **Havana Moon**. De Osibisa, on essaiera **Woyoya** et **Best Of** (MCA/Ariola).

(3) Cream : **Disraéli Gears**, Polydor 1967. Blind Faith : **Blind Faith**, réédition **Specialist**/Polydor.

(4) Tous les albums de Fela sont indispensables. Par exemple, son **Black President** (Arista/Ariola), ou **Fela I & 2** (EMI/Pathé Marconi) et **Open & Close** (EMI/Pathé Marconi).

douze disques...

► Pierre Akendengué, **Owendé** (Chant du Monde/Harmonia Mundi) et **Mando** (C.B.S.). Sur le premier, il chante des contes et des légendes gabonais

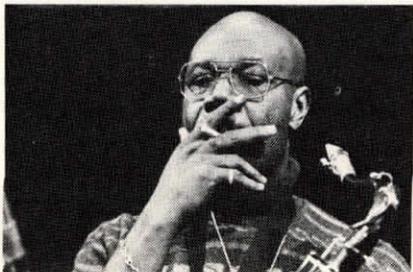


avec un « feeling » à arracher des larmes. **Mando**, c'est « l'assemblée du peuple » en gabonais. Un disque politique, donc, mais qui n'oublie jamais les rythmes chatoyants.

► Les Ambassadeurs internationaux, **Ambassadeurs internationaux** (Celluloïd). Des musiciens du Sénégal, du Mali, de Guinée et de Côte-d'Ivoire, un mélange explosif de mélodies ancestrales et de cuivres très américains, de Soul Music et de reggae.

► Bobongo Stars, **Makasi** (Celluloïd) et **Zairo** (Light/R.C.A.). Leur nom vient d'une danse zairoise traditionnelle. Et c'est vrai que le corps ne peut s'empêcher de bouger ! Une incroyable énergie.

► Manu Dibango, **Waka Juju** (Polydor). L'un des ancêtres camerounais de la fusion entre la musique africaine, le



jazz et la volonté européenne. Envoûtement garanti.

► The Fun Boys three, **Asphalt Jungle** et **Waiting** (les deux chez Crysalis/Ariola). Un esprit proche de la New Wave et un petit tour du côté de Tarzan. Le second album, produit par David Byrne est plus politique.

► Jerry Harrison, **The Red and the Black** (Sire/W.E.A.). Album solo d'un membre des Talking Heads, où intellectualisme new-yorkais et mélodies ethniques font bon ménage. Avec l'incroyable voix de la chanteuse Nona Hendryx, un savant mélange de jungle et de violence urbaine.

► Jon Hassel, **Dream Theory in Malaya** (EG/Polydor). Un musicien rare et curieux qui n'explore pas seulement l'Afrique, mais tous les pays du quart monde. Brian Eno est dans le coup. Le résultat est d'une incroyable richesse.

► Orchestra Makassy, **Agwaya** (Virgin/Ariola). Un groupe célèbre au Kenya. Difficile de résister à cette douceur et à ces chansons d'amour en langue swahili.

► Talking Heads, **The name of his band is Talking Heads** (Sire/W.E.A.). Un double album qui fait le tour de l'histoire mouvementée du groupe le plus inventif de la scène américaine. Le disque 2, avec des concerts du début 1980, est un bon témoignage de son africanisme chaleureux.

... et un label

► **Sonodisc**. Pour ceux qui voudraient revenir aux sources et écouter en direct les productions africaines les plus véridiques, Sonodisc (85, rue Fondary, 75015 Paris) importe des centaines de merveilles d'une absolue pureté. Nos préférés : les quatre albums de Franco Di Mi Amor et le TP OK Jazz, une perle rare.

l'explosion Touré Kunda

• Bien que l'on ne découvre qu'aujourd'hui votre groupe en France, c'est déjà une très longue histoire...

Ismaël : Comme tous les enfants africains, chez nous, on a toujours tapé sur quelque chose. Même à table, tu vois, on tape et on chante ! La véritable époque où nous avons pensé à devenir musiciens, c'est quand on avait quinze ans. Amadou — notre frère mort en France — jouait déjà dans un orchestre. Notre rêve était d'être là, devant lui, à le regarder chanter. Quand il est parti en Mauritanie, il a fallu le remplacer. Sixu et moi, qui sommes jumeaux à douze jours d'intervalle — ne cherche pas, c'est bizarre, mais exact ! — avons pris goût à ce groupe de chez nous. Ça a démarré comme ça, la Gambie, le Mali... et puis, encore plus loin, Paris.

• J'imagine que ça n'a pas dû être facile !

Le reggae et l'envoûtement de la dance music, les percussions brûlantes, un hallucinant sens du rythme, le folklore et les histoires de Casamance (Sénégal), l'exotisme heureux, la joie de communiquer et un vibrant appel à l'unification africaine : il y a tout dans la musique de Touré Kunda, un groupe essentiel, les étoiles actuelles de l'afro-rock. Rien d'artificiel ici : c'est la vie même, avant tout, et l'authenticité du cœur et de la parole. Respect de la tradition, vocaux séduisants, histoires ancrées dans la vie quotidienne de leur pays d'origine : à chaque album, à chaque concert, la « famille Touré » nous embarque dans le plus splendide des voyages...

Aujourd'hui, le groupe a supporté la terrible disparition d'Amadou (l'un des frères, mort sur scène pendant un concert parisien) et enflamme les « petits Blancs » aussi bien que les diverses nations africaines où il est reçu, en tournée, « comme les Rolling Stones » avec, en prime, les félicitations du président du Sénégal...

Nous avons rencontré pour vous Ismaël et Sixu.



Tous les disques et albums du groupe Touré Kunda : *E'mma Africa*, *Touré Kunda*, *Amadou Tilo*, *Casamance au clair de lune*, *Compilation Afrique 83*, sont édités par Celluloïd. Une exception, *Mandingue Danse* chez Sonodisc, mais il est épuisé...

Ismaël : La musique ne nous a jamais fait oublier les réalités. Le concept d'immigré a beaucoup de rapports avec celui d'artiste. Et quand tu débarques quelque part, quelle que soit la distance de ton lieu d'origine, tu as une âme d'immigré ! Mais si, en plus, tu as une âme d'artiste, alors, tu survis !

Sixu : Au début, on a été musiciens de studio, et on a fait beaucoup de musiques de publicité, des « jingles », tout ça. Mais on a été obligés d'arrêter parce que ça marchait trop bien... et que ça nous empêchait de faire notre propre musique.

• **Pourtant, vous préférez oublier votre premier album.**

Ismaël : C'est vrai. C'étaient nos toutes premières chansons de danse mandingue, pour Sonodisc. Celles que nous préférons, on les a récupérées pour les reprendre sur nos albums Celluloïd. Nous n'aimons

VOYAGES ECONOMIQUES EN CAR Week-ends

Londres	310 F
Amsterdam	210 F
Genève	230 F
Bruxelles	200 F

transport seul, hôtel à partir de 70 F

Ponts de 3 jours

Pâques (20-24 avril)
Pentecôte (8-12 juin)

Florence	630 F
Venise	810 F
Vallée du Rhin	760 F
Munich	710 F
Tyrol	820 F
Bourgogne	620 F
Jersey l'île fleurie	790 F
Lacs suisses	760 F

autres ponts

(27 avril-2 mai)
Armistice (4-9 mai)
Ascension (30 mai-4 juin)

Côte d'Azur	930 F
Vienne-Salzburg	930 F
Prague	1 000 F
Barcelone-Andorre	930 F
Madrid	930 F
Châteaux bavarois	930 F
Copenhague	980 F
Venise	1 000 F
Florence	930 F
Edimbourg	1 000 F
Berlin	930 F

CLUB ALLIANCE, C'EST AUSSI

• des mini-séjours scolaires en France et en Europe (nombreuses destinations - devis gratuit sur demande). Exemples :

Londres 3 jours.....	585 F
4 jours.....	740 F
5 jours.....	845 F
hôtel ou famille / tout compris	
Hollande 3 jours.....	540 F

• des locations d'autocars, toutes capacités.

92 bd Raspail
75006. PARIS
Tél. 548 89 53

pas ce premier disque. Il n'a pas été fait dans de bonnes conditions, et il a été mal diffusé. On préfère dire qu'on a commencé avec Celluloïd qui nous satisfait mieux, en ce qui concerne les qualités d'enregistrement.

• Ce changement de label a influencé vos directions musicales ?

Ismaël : On ne s'occupe pas des micmacs du show-business. Notre rôle, c'est d'être musiciens.

Sixu : Nous menons notre musique où nous voulons et n'avons jamais subi de contraintes. Celluloïd comprend, respecte et sait ce que nous désirons. Nous travaillons avec eux étroitement, mais tranquillement. Nous contrôlons tout et cette musique est la nôtre, pas celle d'un producteur ou d'un manager.

• Ce qui en explique l'authenticité ?

Sixu : Pour nous, l'argent n'est pas l'essentiel. C'est plutôt de sauvegarder notre musique. Chanter est notre langage pour raconter des histoires. Le texte est très important. Il faut qu'il soit compris et il faut qu'il soit sans âge, qu'il corresponde à la musique de mes ancêtres et à celle de mes petits enfants. Sur scène, on essaie de retrouver la tradition des griots. Nous prenons la parole pour ceux qui ne l'ont pas. Nous racontons des histoires aux enfants pour qu'ils s'endorment. Aux vieillards pour leur tenir compagnie.

Ismaël : Nous avons voulu garder ces racines traditionnelles, et y

ajouter l'électricité, rapprocher ainsi l'Occident de l'Afrique.

• Les Africains eux-mêmes vous considèrent comme des stars !

Sixu : Parfois ils nous écrivent pour nous dire ce qu'il faut faire, ou pas ! En tout cas, jamais personne ne nous a accusés de trahir l'esprit africain, celui des griots. Beaucoup d'entre eux pensent que la musique africaine aurait dû être jouée depuis longtemps comme nous la faisons.

Ismaël : Par les Antilles, la musique africaine est arrivée aux U.S.A., et aujourd'hui, elle retourne à l'Afrique : la boucle est bouclée, ce n'est pas une mode, c'est le cours de l'Histoire.

• Qu'est-ce qui pourrait le mieux définir votre travail ?

Ismaël : L'amour. C'est ce qu'il y a de plus important pour nous.

Sixu : L'amour entre les hommes et les femmes, les Noirs et les Blancs, l'amour entre les peuples. On laisse aller notre cœur. On parle aussi beaucoup des problèmes politiques qui concernent l'Afrique. L'O.U.A. est une bonne initiative, mais c'est un organisme en crise.

• La politique africaine vous concerne ?

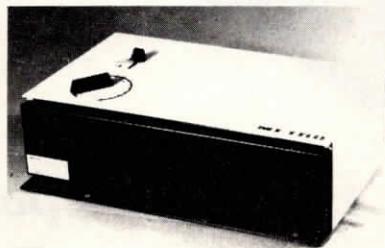
Ismaël : En musique, ou on joue bien, ou on joue mal. Il n'y a pas d'à peu près. En politique, ça devrait être pareil. Imagine qu'à l'école, chez nous, au Sénégal, on apprenait l'histoire de France... et on

METRO DUPLICATEURS S.A.

50, RUE ÉTIENNE-MARCEL, PARIS 2^e - TÉL. 236.38.30

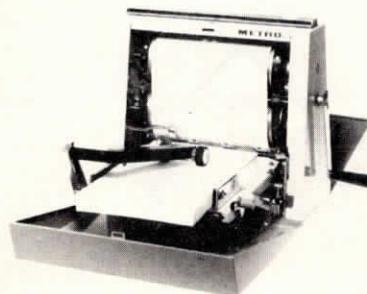
THERMOFLEX

Thermocopieur pour l'établissement en quelques secondes d'un cliché hectographique - transparent si on le désire - pour duplicateur à alcool, d'un transparent pour la projection par rétro-projecteur, d'un thermo-stencil pour duplicateur à encre. Autres fonctions : monocopie, plastification.



J.3: duplicateur à encre et à stencil, portable.

Appareil simple et robuste ("tout métal") destiné à tous ceux dont l'importance ou la fréquence des tirages ne justifie pas l'achat d'un appareil électrique. Rendement : 80 copies minute environ.



METRO, UN ENSEMBLE COMPLET DE REPRODUCTION

DOCUMENTATION GRATUITE E SUR SIMPLE DEMANDE

ne savait rien de celle de notre pays !

• Vous allez y retourner ?

Ismaël : Oui, car nous voulons que les artistes africains puissent enregistrer dans de bonnes conditions. Le Sénégal va devenir notre principale base de travail. Quand les Blancs jouent notre musique, ça ne passe pas. Le problème principal, c'est le manque de matériel, le manque de studios et d'organisation commerciale. C'est pour cela que les artistes africains — regarde Manu Dibango — ont dû venir en Europe. Notre démarche, aujourd'hui, est d'apporter sur place ces éléments techniques. Nous essayons aussi de convaincre nos gouvernements, mais ils ne considèrent pas la musique comme un art ! La littérature, oui, les masques, oui, mais pas la musique... Il faut changer tout ça.

Ensemble réalisé par
Bernard Blanc

Clubhotel

Saint-Raphaël

en multipropriété-Clubhotel.

757 F* par mois

* Appartement 4 personnes / Type E / 14 jours en juin/juillet
Taux de crédit : 15,50% (hors assurances)
Apport initial : 10 000 F
Durée du crédit : 7 ans
Coût total du crédit et des assurances : 63 546 F

La résidence en multipropriété Clubhotel de Saint-Raphaël, présente une conception originale qui vous permet de choisir, soit un rez-de-jardin, soit un duplex, soit même une villa (tous entièrement équipés), que vous retrouverez chaque année, pour y avoir acheté, une fois pour toutes, le temps de vos vacances.

Clubhotel
738.15.15
"La propriété de vos vacances"

Bon à retourner au siège Clubhotel - 30, rue d'Orléans - 92200 Neuilly-sur-Seine

Je désire recevoir gratuitement, et sans engagement de ma part, votre documentation en couleurs sur la nouvelle Résidence à Saint-Raphaël en multipropriété-Clubhotel.

Nom _____
Adresse _____
Tél. dom. _____
Tél. bur. _____

Accueil
90, Champs-Élysées
75008 Paris

DNA
EDU 1

**ÉTUDIANTS !
FUTURS BACHELIERS !**

Passeport pour une carrière internationale



Faites une partie de vos études à l'étranger Rejoignez l'EPSCI et le groupe ESSEC



L'ÉCOLE DES PRATICIENS DU COMMERCE INTERNATIONAL

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

- Trois années d'études supérieures
- Une formation internationale opérationnelle
- Deux stages en entreprise
- Des débouchés nombreux

Admission sur concours

- En 1^{re} année : bacheliers ou étudiants ayant entamé des études supérieures. 2 sessions : 08/06 et 11/09/84.
- En 2^e année : titulaires de DUT, DEUG, BTS en Économie, Commerce ou Gestion. 1 session : 11/09/84.
titulaires de BTS, DUT, diplôme d'Écoles d'Ingénieurs, concours après présélection et travail de rattrapage.



EPSCI B.P. 105 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX TÉL. 038.38.00



FOURNITURES « PAPETERIE »

*Préparez
la Rentrée!*

- ◇ une organisation nationale de 350 papetiers Club A
- ◇ plusieurs centaines de références
- ◇ des prix compétitifs
- ◇ un document de commande pratique

Pour tous renseignements et informations
découpez le bon ci-contre et adressez-le à
Club A : 2, rue du Colonel-Driant - 75001 Paris



demande du catalogue
(division Enseignement)

Nom Prénom
Etablissement
Adresse
Code postal Ville

LA SOIF DU GHANA



Il y a déjà longtemps que les routes couvertes d'asphalte ont cédé la place aux pistes poussiéreuses de latérite rouge quand apparaît le lac Volta. A moins de 200 km d'Accra, la capitale ghanéenne, il n'y a déjà plus beaucoup de véhicules, à l'exception de rares camions rafistolés et chargés à la limite de la rupture, pour prendre le bac qui permet la traversée du lac. Vision hallucinante que celle de cette vaste étendue d'eau calme. A perte de vue, il n'y a que des branches noires et nues et des troncs d'arbres morts à moitié immergés ; pour n'avoir pas été coupés au moment de la construction du barrage d'Akosombo, ils émergent des eaux qui, progressivement, s'évaporent sous la chaleur. Si le vent de sable et du désert, l'harmattan, qui souffle en Afrique occidentale de décembre à février, blanchit la lumière du jour, c'est alors le paysage d'un étrange déluge qui se découvre à l'œil du visiteur.

Le lac Volta illustre à merveille le Ghana d'aujourd'hui. Il est le symbole de sa prospérité d'hier et de la crise qui le ravage maintenant. En 1965, date de la construction du barrage d'Akosombo, tout allait plutôt bien pour l'ancienne Gold Coast — la Côte de l'Or — britannique, (dès 1920, elle avait un niveau de développement que la Côte d'Ivoire n'atteindra que dans les années soixante), premier pays de la région à avoir conquis son indépendance (1957) : c'était le premier producteur mondial de cacao et, de ses sous-sols, étaient extraits chaque année de vingt à trente tonnes d'or, près de trois millions de carats de diamants, trois cent cinquante mille tonnes de bauxite (1). Il exportait de l'électricité, dont la production, en cette époque fastueuse, était excédentaire, vers la Côte d'Ivoire et le Togo limitrophes, voire vers le Bénin. Et puis... en près de quinze ans, toute l'économie du pays a basculé. Les cours de cacao ont chuté et la pro-

duction a baissé. Sous l'effet de la sécheresse, les eaux du lac Volta s'évaporent (8 mm par jour) en découvrant des turbines hydroélectriques désormais inutilisées. L'électricité a été rationnée et les habitants de la ville d'Accra n'en disposent qu'un jour sur deux. Faut de pièces détachées et de techniciens compétents, les superbes machines en panne ne sont pas réparées et se détériorent lentement, l'industrie s'effondre, les usines tournent aujourd'hui à 15 ou 20 % de leur capacité et la monnaie locale, le cedi, a été dévaluée en octobre 1983 de 1090 %. Le pétrole est rare, donc rationné.

1984 : le Ghana est une immense carcasse technologique vide, où toutes les installations coloniales narguent les hommes qui sont restés sur place : générateurs en panne envahis par les toiles d'araignée, maisons jamais terminées, engins rouillés, chantiers désertés pour toujours. Toutes les structures lourdes sont au point mort.

Personne n'avait prévu de former les Ghanéens à leur maniement, à leurs principes de fonctionnement et à leur entretien. Tant les colons blancs étaient persuadés de s'installer pour toujours. Le modèle industriel proposé fait figure de mauvaise plaisanterie surréaliste. A quoi servent des baignoires et des W.C. avec chasse d'eau dans une région où il n'a pas plu depuis dix-huit mois et où il n'y a pas la moindre goutte d'eau ? Car ce n'est pas tout : à la crise s'ajoutent la sécheresse et son lot de conséquences sociales. Et ce n'est pas tout encore : en janvier 1983, le Ghana a dû accueillir environ huit cent mille de ses ressortissants qui venaient d'être expulsés du Nigeria. Et ce n'est pas tout : sous l'action conjuguée de la sécheresse, des feux de brousse mal maîtrisés qui ont brûlé des hectares de savane et de forêt, et d'une évolution climatique et géologique, la désertification du pays progresse, conférant à certaines régions ghanéennes un caractère sahélien.

Et qui dit sécheresse dit quête de l'eau. Partout on la cherche, on la récupère, on la transporte. Partout, sur les pistes, sur les routes, dans les chemins de la savane, femmes et enfants, seaux et bassines sur la tête, marchent d'un mouvement fier et régulier de la case au point d'eau et du point d'eau à la case. Dans l'Afram Plains, l'une des régions les plus déshéritées du Ghana, un bout du bout du monde que ne touche aucun moyen de transports, les enfants ne vont plus à l'école parce qu'ils vont chercher de l'eau. Ils font en moyenne 9 km par jour. Parfois plus. Et ils dorment près de la source.

Cette eau est bue sous toutes ses



Les vieilles pompes sont en panne depuis longtemps...

formes : sale, boueuse, polluée. Eau ramassée dans un marigot douteux ; dans un trou où les mouches bourdonnent ; dans une cavité creusée à la main qui sert simultanément de point d'eau et de latrines pour les hommes, d'abreuvoir pour les animaux ; eau puisée dans un puits nauséabond ; eau du lac Volta, infestée de bilharzioses ; eau enfin qu'on recueille parfois dans la boue, goutte après goutte, à condition de mettre des feuilles de palmier pour en empêcher l'évaporation trop rapide. Polluée au départ, cette eau est transportée, vidée dans des outres jamais lavées, conservée sous la chaleur. Faut-il aussi préciser qu'elle véhicule toutes les maladies promptes à se développer sous les tropiques ? Les épidémies de choléra sont fréquentes et les maladies parasitaires nombreuses. Mais surtout cette eau malsaine, quand elle s'ajoute à la malnutrition, peut provoquer chez les jeunes enfants des diarrhées parfois mortelles : le corps se déshydrate et le liquide donné aux bébés pour y remédier provoque à son tour une diarrhée encore plus forte.

Officiellement, le taux de mortalité infantile (2) au Ghana est de 103 ‰... En fait, c'est certainement beaucoup plus. Denis Cailaux, « Resident Program Officer » de l'UNICEF (Fonds des Na-

... tout le monde est condamné à faire la queue pour puiser l'eau au fond d'un trou...





... ou à creuser la terre pour la ramasser goutte à goutte...

... alors que les pompes récemment installées par l'UNICEF fournissent une eau propre et claire.



tions unies pour l'enfance) à Accra, l'estime à 2‰, avec un minimum à 100‰ et un maximum à 300‰... La moitié des enfants de la ville d'Accra, dit-il encore, sont mal nutris. Et aucun service de santé ne peut prendre le relais. Certes, les dispensaires existent, mais eux aussi manquent d'eau, de personnel et de médicaments. Dans ce pays où la rougeole peut être mortelle, organiser une séance de vaccinations tient de l'exploit. Il faut d'abord des vaccins — mais l'UNICEF en fournit ! Il faut ensuite du fuel pour les transporter — et là déjà tout se complique —, il faut enfin de l'électricité ou du kérozène pour les conserver au frais — et cela tient alors de la gageure.

Dans l'Afram Plains comme dans d'autres régions du Ghana, les centres de santé sont réduits à la plus simple expression : quatre murs plus ou moins repeints, une table, une chaise, du personnel en blouse blanche immaculée et une file d'attente. Des hommes, mais beaucoup de femmes, leurs jeunes enfants dans les bras ou emmaillotés dans le dos, viennent dans la majorité des cas pour une seule et unique cause : fortes diarrhées. Le local aux médicaments n'est garni que de ceux qui sont fournis par l'UNICEF et qui servent à couvrir

ce que, dans le langage de l'ONU, on appelle les « soins de santé primaires » (3). Il y a de l'aspirine, de la nivaquine, des antiseptiques intestinaux, et les célèbres sels de réhydratation orale qui permettent à moindre coût de lutter contre la déshydratation et les diarrhées. Ajoutez à cela un ou deux stéthoscopes, et vous aurez une représentation assez conforme à la réalité de ces centres de santé animés par un personnel souvent engagé, convaincu, mais impuissant. Ces dispensaires sont, eux aussi, à l'image de la crise du pays.

Alors, que faire ? Les responsables de l'UNICEF au Ghana ont dû prendre le problème à bras le corps, choisir une priorité parmi toutes les urgences et en dégager un plan d'action. Il s'agit donc d'amener l'eau, et une eau qui soit potable, aux régions qui en sont le plus démunies. Un organisme canadien a installé des pompes manuelles dans toute la partie nord du pays ; une banque allemande a entrepris le forage de trois mille puits dans le sud. Rien pour la partie centrale, à laquelle l'UNICEF s'intéresse désormais. Et voilà comment un organisme international chargé des problèmes de l'enfance en arrive à concevoir des projets hydrauliques : quand il n'y a plus rien et qu'il faut bien commencer malgré tout.

Le principe imaginé par l'UNICEF au Ghana est merveilleusement simple. Au moment de la prospérité du pays, 583 puits avaient été creusés. Ils ne servent plus à rien aujourd'hui : certains n'ont d'ailleurs jamais pu être utilisés et les pompes manuelles dont les autres étaient munis sont tombées en panne depuis longtemps,

Voyages de fin d'études

NAOURS

(Somme)

entre Amiens et Doullens

GROTTES-REFUGES
du III^e siècle
VIEUX METIERS
MOULINS A VENT

parc de jeux,
buvette, pique-nique
prix scolaires

renseignements :
Grottes Naours, 80114
Tél. : [22] 93-71-78

Fête des Mères



DE CHARMANTS CADEAUX

que les enfants réaliseront eux-mêmes.

- Objets en céramique ou en bois brut à décorer.
- Travaux en vannerie, raphia, corde armée.
- Ouvrages en feutrine, couture et broderie.

DES CHANSONS ENREGISTREES
SUR DISQUES
DES POEMES ET DES SAYNETES

Catalogues gratuits sur demande



69656 VILLEFRANCHE SUR SAONE CEDEX

TEL. (74) 65-04-30

sans que personne ne les ait réparées. En récupérant 250 de ces anciens puits, l'UNICEF se propose d'installer des pompes manuelles au maniement simple, d'un mécanisme facile et souple et d'un entretien peu coûteux. Ces pompes (fabriquées en Inde) peuvent fournir de l'eau à 300 habitants environ et reviennent à 500 \$ chacune. Comparé au prix de revient d'un forage, c'est peu.

C'est peu surtout si on considère qu'avec l'eau et après l'eau, tout est possible, ou presque. C'est à ce moment que les médicaments peuvent devenir opérants (Denis Caillaux a calculé qu'environ cent cinquante mille enfants de zéro à cinq ans pourraient être sauvés s'ils prenaient des sels de réhydratation orale), que les centres de santé peuvent mieux fonctionner, que les enfants retournent à l'école.

Une première étape sera franchie. La seconde, à laquelle l'UNICEF a déjà pensé, c'est la mise en place d'un réseau de maintenance opérationnel pour que les pompes ne subissent plus de détériorations... ou soient réparées. Là, il faut plus de pédagogie que de moyens. Il s'agit de former des responsables de l'eau dans les villages ; il s'agit de responsabiliser une communauté largement et longtemps démunie de ses prérogatives, y compris en lui demandant une participation financière à l'installation de la pompe ; il s'agit enfin de développer tout un système de formation et d'éducation à la santé. A quoi sert l'eau propre si elle est mise dans des outres sales, dans des bassines pleines de boue, ou si elle stagne trop longtemps au soleil ?

Le principe de l'UNICEF — qui

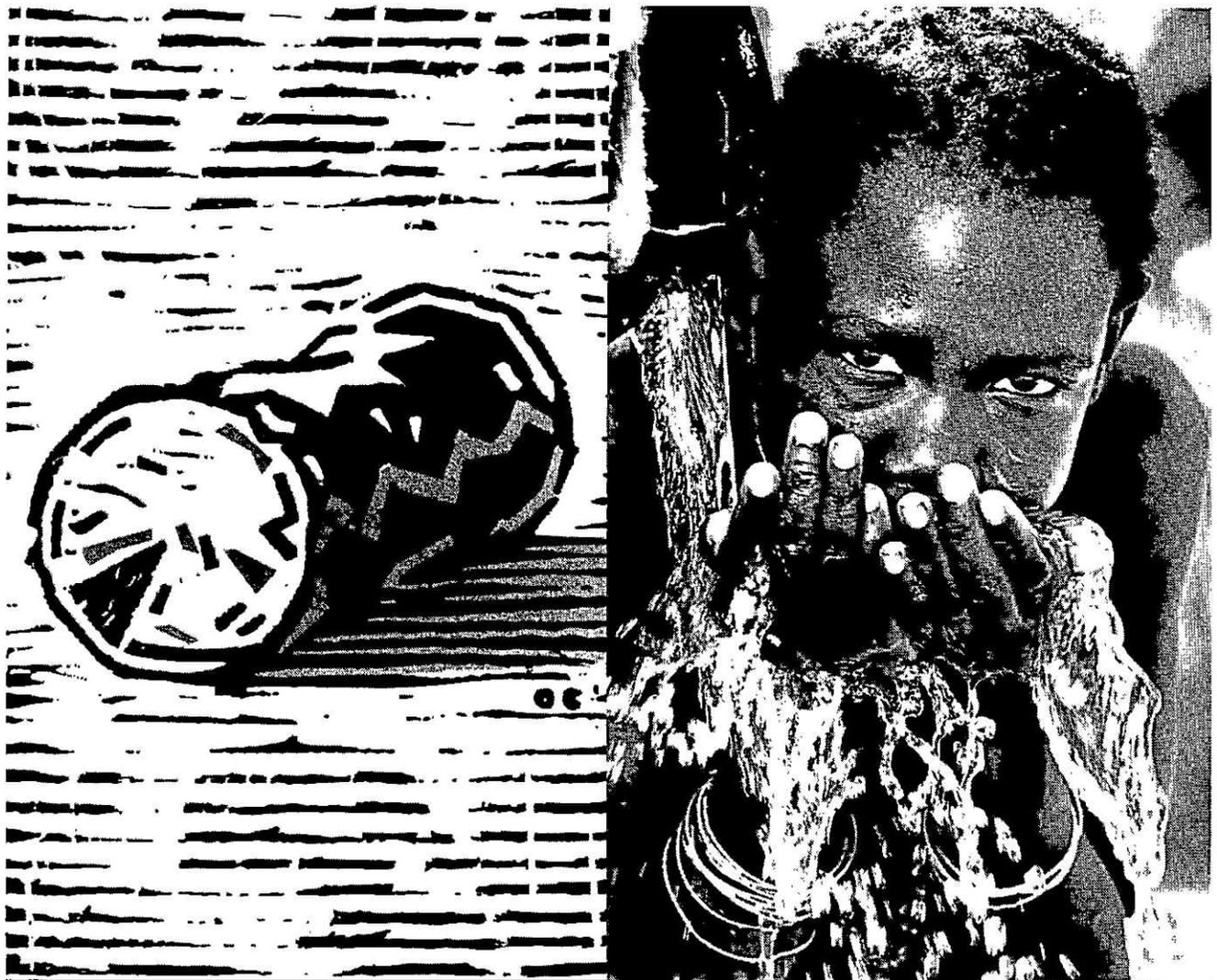
ne travaille qu'avec l'accord et l'appui des gouvernements locaux —, c'est d'éviter de se transformer en Père Noël du sous-développement. Denis Caillaux sait que l'action est lente, très lente, mais qu'elle sera caduque et ne sera qu'assistance si elle ne s'appuie pas sur les structures en place : communautés villageoises et chefs de village, districts et régions, etc. Il sait aussi que « la difficulté en Afrique pour les cinquante années à venir sera d'aider les administrations centrales à s'établir ». Et il est de toute façon un peu tard pour moraliser sur les difficultés d'adaptation des Africains au développement technologique occidental, comme il serait erroné de penser aujourd'hui que l'aide internationale est totalement inefficace. Pour peu qu'elle suive la morale du vieux proverbe chinois : « Si un homme a faim, ne lui donne pas un poisson mais apprends-lui à pêcher. »

Nicole Gauthier

(1) Problèmes économiques n° 1 774 du 19 mai 1982 (La Documentation française).

(2) Nombre d'enfants morts avant d'avoir atteint leur premier anniversaire.

(3) Depuis quelques années la politique de James Grant, directeur général de l'UNICEF, tient dans quelques principes simples, symbolisés par un plan baptisé par ses initiales anglaises « GOBI-F.F.F. » : surveillance de la courbe de croissance - réhydratation orale - allaitement maternel - vaccination - nutrition - planning familial et éducation de la femme. Complétée par quelques soins simples, l'application complète de ce plan au niveau local pourrait faire beaucoup pour l'amélioration du « mieux-vivre » des enfants du tiers monde.



Chez nous, on ne sait pas ce que "avoir soif" veut dire... Mais ailleurs, la soif, c'est souvent la mort des enfants. Avec 200 F ici, on peut faire quelques excès de boisson. Mais là-bas, avec 200 F, l'UNICEF fournit assez de sels de réhydratation pour traiter et guérir 200 nourrissons. Avec 200 F, l'UNICEF épargne aux tout-petits de tout un village ces dysenteries mortelles dues au manque d'eau potable. 200 F... Une goutte d'eau pour nous... Le prix de la vie, là-bas!

POUR LE PRIX D'UNE PETITE SOIF ICI, ON SAUVE 200 ENFANTS, LA-BAS.

**IL FAUT DONNER A L'UNICEF,
POUR MIEUX DONNER AUX ENFANTS.**

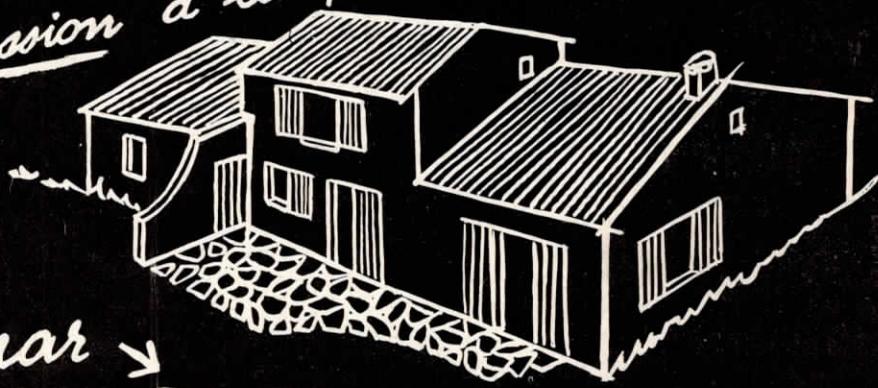


UNICEF

Veuillez adresser au Comité Français Fies/Unicef 35 rue Félicien David
75181 Paris Cedex 16. Je désire aider l'Unicef et verser la somme de _____ F
 Par chèque bancaire à l'ordre de l'Unicef
 Par chèque postal CCP 150 Paris
 Nom _____
 Adresse _____
 Si vous êtes une entreprise, montant du don _____ F
 Adresse _____ F

**une formule*
qui a fait ses preuves
depuis 30 ans!**

formule d'accession à la propriété



par →

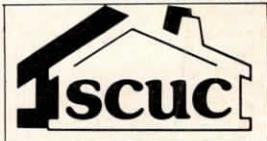
**FINANCEMENT COOPERATIF INDEXÉ
+ ASSISTANCE LORS DE LA CONSTRUCTION**



**CONTRAT
DE
COOPERATION**

P. L'HÉRICEL

**SOCIÉTÉ
COOPERATIVE
UNIVERSITAIRE DE
CONSTRUCTION**



20 RUE CORVISART 75013 PARIS. TEL. (1) 707.53.59

DOCUMENTATION ADRESSEE SUR DEMANDE A
S.C.U.C. 20, rue Corvisart, 75013 Paris (1) 707.53.59



Nom - prénom. _____
 Adresse. _____
 Tel. _____ Code Postal. _____
 Localité. _____

* réservée aux adhérents M.G.E.N. M.A.I.F.